

THE PONTIFICAL
ACADEMY OF
SOCIAL SCIENCES

Miscellanea

3



VATICAN CITY
2002

BETANCUR • CAMDESSUS • DASGUPTA • D'SOUZA • FARDEAU
GOUDJO • GOULET • KIRCHHOF • LLACH • OUÉDRAOGO
PAPINI • RAGA GIL • RAMIREZ • RICCARDI • SABOURIN
SUCHOCKA • VYMĚTALÍK • ZAMPETTI • ZUBRZYCKI

Globalisation *and* Inequalities



Proceedings of the Colloquium
8-9 APRIL 2002

GLOBALISATION AND INEQUALITIES

Address
THE PONTIFICAL ACADEMY OF SOCIAL SCIENCES
CASINA PIO IV, 00120 VATICAN CITY

THE PONTIFICAL ACADEMY OF SOCIAL SCIENCES

MISCELLANEA

3

Proceedings of the Colloquium on:

**GLOBALISATION
AND INEQUALITIES**

8-9 April 2002



VATICAN CITY 2002

The opinions expressed with absolute freedom during the presentation of the papers of this meeting, although published by the Academy, represent only the points of view of the participants and not those of the Academy.

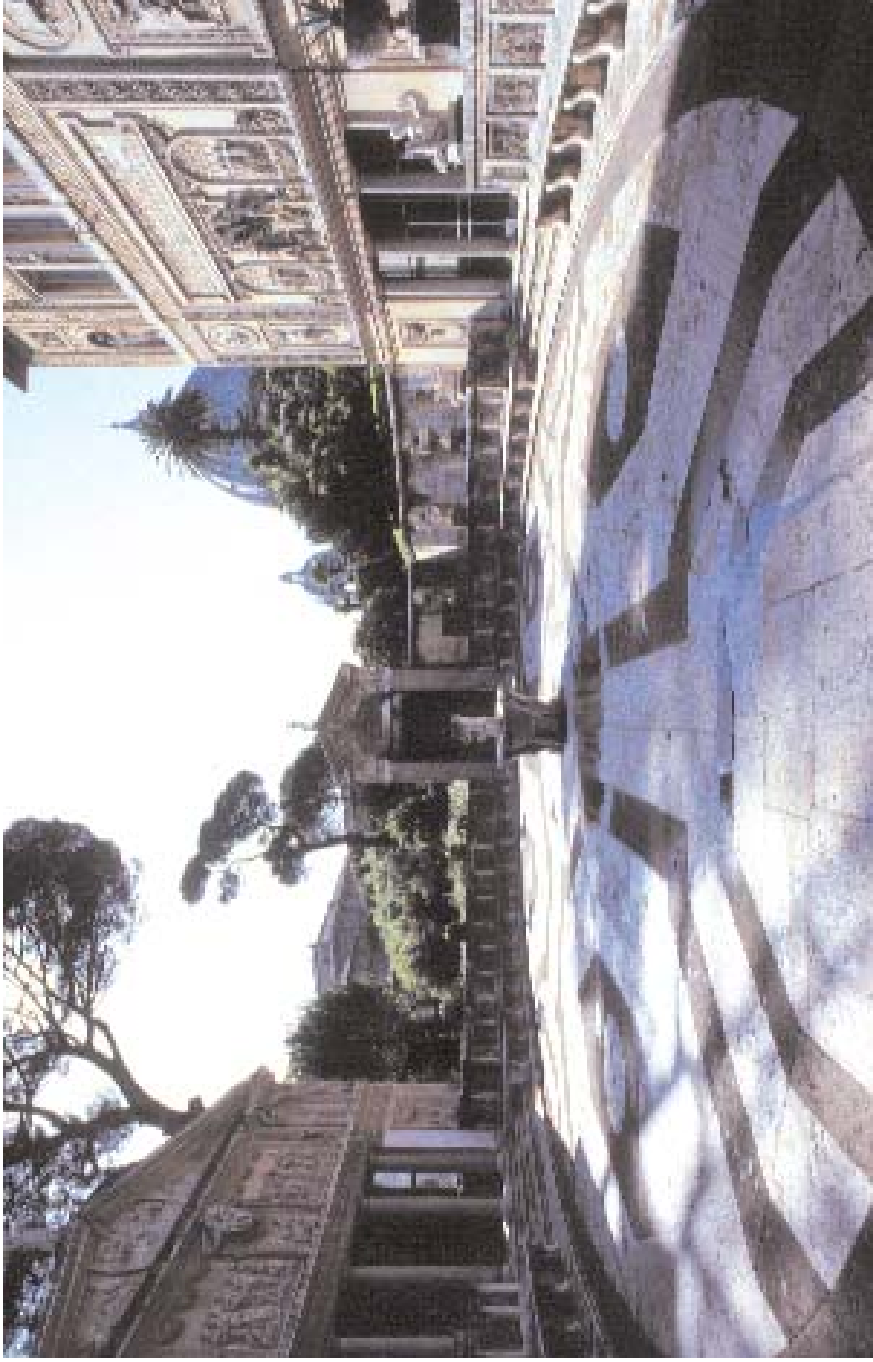
Editor of the Proceedings:
Prof. LOUIS SABOURIN

ISBN 88-86726-13-9

© Copyright 2002
THE PONTIFICAL ACADEMY OF SOCIAL SCIENCES
VATICAN CITY



Joannes Paulus II. 5



The Pontifical Academy of Social Sciences, Casina Pio IV



The Participants of the Eighth Plenary Session of 8-13 April 2002



The Participants of the Eighth Plenary Session of 8-13 April 2002

CONTENTS

Introduction (L. Sabourin)	XI
Programme.....	XVIII
List of Participants	XX

SCIENTIFIC PAPERS

PART I – *Inequalities in the Light of Globalisation*

DENIS GOULET: Inequalities in the Light of Globalisation.....	3
<i>Comment:</i>	
B. BETANCUR: La Subversión de la Pobreza.....	30

PART II – *Globalisation and International Inequalities: Changing North-South Relations*

JUAN JOSÉ LLACH: Gaps and Poverty in the Long Run.....	43
<i>Comments:</i>	
J. ZUBRZYCKI: Population Pressure and Refugees in an Era of Global Apartheid.....	67
H. SUCHOCKA:	76
P. KIRCHHOF:	79

PART III – *The Impact of International Finance and Trade on Inequalities*

MICHEL CAMDESSUS: Prêts internationaux, finance internationale, réduction de la pauvreté et des inégalités.....	85
ABLASSÉ OUÉDRAOGO: Mondialisation et Inégalités	98
<i>Comments:</i>	
P.S. DASGUPTA:.....	111
B. VYMĚTALÍK: A Note on the Possibilities of Helping Developing Countries.....	115
J.T. RAGA GIL:.....	117

PART IV – *Globalisation, Religion and Poverty*

ANDREA RICCARDI: Mondialisation, Religions et Pauvreté.....	121
STAN D'SOUZA: Globalisation, Religion and Poverty – Focus on Asia.....	129
RAYMOND B. GOUDJO: Mondialisation, Religions et Pauvreté	150
ROBERTO PAPINI: Mondialisation et Pauvreté dans le Magistère Social de l'Église	160
JEAN-MARIE FARDEAU: Colloque sur la Mondialisation et les Inégalités	175
<i>Comments:</i>	
M.M. RAMIREZ:	183
P.L. ZAMPETTI:	187
P. KIRCHHOF:	191

INTRODUCTION

LOUIS SABOURIN

“Vous devez contribuer à humaniser le monde dans lequel nous vivons”. Ces propos, prononcés par Jean-Paul II à l’occasion de la Journée mondiale de la jeunesse, à Toronto, en juillet 2002, représentent, entre autres choses, un appel pressant à concourir à la réduction de la pauvreté et des inégalités partout sur la planète.

C’est dans cet esprit qu’a été organisé le colloque d’avril 2002 sur les *incidences de la mondialisation sur les inégalités*. Cette rencontre, dont les travaux sont consignés dans les présents actes, constitue le troisième volet du programme d’étude de l’Académie sur la mondialisation. Les actes des deux précédents séminaires ont déjà fait l’objet de publications, soit: *The Social Dimensions of Globalisation* (2000) et *Globalization, Ethical and Institutional Concerns* (2001).

Une quatrième rencontre, sur le thème de *la gouvernance de la mondialisation*, aura lieu en mai 2003. Des conclusions, issues de ces quatre rencontres et publications, seront ensuite préparées, comme ce fut le cas pour les travaux sur la démocratie.

* * *

D’aucuns prétendent que la mondialisation est la cause de profondes inégalités qui existent dans le monde contemporain alors que d’autres soutiennent que la mondialisation a permis à plusieurs États de sortir du sous-développement et de la pauvreté. Ces débats ont lieu lors d’un nombre croissant de rencontres internationales très médiatisées et suscitent la publication de plusieurs ouvrages rédigés à l’intention d’experts et de populations affectées à des degrés divers par une mondialisation dont on ne saisit pas toujours très bien les tenants et les aboutissants. Mais une chose est

certaine. Toutes les analyses de la mondialisation sont maintenant influencées par la nouvelle donne découlant des événements du 11 septembre 2001 et de la lutte contre le terrorisme.

En se fondant sur les acquis des deux précédents séminaires, il est apparu approprié de continuer les réflexions sur le thème des inégalités en comptant à la fois sur la participation des membres de l'Académie ainsi que sur l'expertise d'analystes et de praticiens originaires de différentes régions du monde et oeuvrant à divers paliers de la société.

Ainsi, le professeur Denis Goulet a d'abord défini et situé le concept des inégalités dans le contexte de la mondialisation. Notre collègue Llach a ensuite examiné les répercussions de la mondialisation sur les échanges Nord-Sud. MM. Camdessus et Ouédraogo se sont penchés, en troisième lieu, sur l'impact des actions des institutions financières et commerciales internationales. Une table ronde, composée de représentants "du terrain", MM. Riccardi, Papini, Fardeau, le Père D'Souza et M. l'abbé Goudjo, a finalement abordé la problématique des inégalités aux paliers local et national.

* * *

Il se dégage de ces réflexions que s'il est exact que la mondialisation a contribué, dans plusieurs cas, à creuser le fossé entre les mieux et les moins nantis, elle ne peut, à elle seule, expliquer les inégalités économiques et sociales qui se perpétuent et se multiplient, souvent de façon cruelle et désastreuse, à l'échelle planétaire.

Comme l'a montré le rapport du PNUD de 1999 sur le développement humain, les déséquilibres entre individus et groupes d'individus existent à peu près partout sur la terre, autant dans les États riches que dans les pays en développement. Les inégalités prennent plusieurs formes, touchent une panoplie de domaines et ont des répercussions très différentes selon les milieux. Elles affectent non seulement les personnes, les sociétés, les peuples et les États, mais aussi des groupes d'États et même des continents. Trop souvent réduites aux dimensions économiques, elles se manifestent également en termes de savoir, de capacités et de possibilités d'action dans la société. En pratique, elles concernent à la fois la disponibilité des ressources, le capital financier, l'accès aux technologies, la marge de manœuvre économique, l'espérance de vie, l'emploi, l'accès à l'éducation et aux soins de santé et la jouissance des droits humains. Les inégalités ont une myriade de visages et de causes qui vont des traditions ancestrales à des formes subtiles d'exploitation des plus faibles par de "nouveaux plus forts".

À cela s'ajoute la délicate question des *perceptions* et des *interprétations*, selon que l'on se dit victime d'inégalités ou que l'on soit désigné comme étant responsable de celles-ci, à tort ou à raison. L'analyse des inégalités qui caractérisent un pays, une communauté, une minorité ou un individu, n'a de valeur que si elle tient compte du contexte particulier dans lequel évolue ce même pays, cette communauté, cette minorité ou cet individu. Ainsi, le même montant de revenus équivaut au seuil de pauvreté dans un pays et à celui la richesse dans un autre. Intervient ici la notion d'*équité*, qui fait référence à une forme de justice naturelle, par rapport à celle d'*égalité* qui se rattache à une justice davantage axée sur l'*équilibre*. En outre, les différences de perception apparaissent en fonction des situations et des intérêts de chacun selon, par exemple, que l'on soit un consommateur qui se réjouit d'acheter une marchandise étrangère moins chère, par opposition à un citoyen qui s'indigne qu'une entreprise de son pays prévoit une délocalisation de ses opérations sur un autre territoire afin de diminuer ses coûts de production. Mais, quelles que soient les perceptions et les interprétations, des faits demeurent. Avec l'augmentation démographique exponentielle, surtout dans les pays en développement, le nombre des pauvres a considérablement augmenté au cours des dernières décennies, non seulement dans les régions rurales, mais aussi dans les zones urbaines. Plus d'un milliard d'êtres humains n'ont pas encore accès au *minimum vital* en matière de *besoins fondamentaux*, à commencer par l'accès direct à l'eau potable.

En réalité, autant qu'une question de partage de ressources, la réduction des inégalités dépend d'abord d'une prise de conscience aussi bien morale qu'économique et de la volonté des uns et des autres à s'engager solidairement, par la mise en place de politiques pratiques réfléchies vers un avenir commun, un mieux-être collectif. Même si des progrès ont été accomplis dans différents domaines, on est loin d'assister à un tel engagement inter-étatique, comme ce fut le cas lors du Sommet de Johannesburg sur le développement durable, en septembre 2002.

* * *

La mondialisation des échanges n'entraîne pas les mêmes répercussions partout, notamment au chapitre des inégalités. Les États, les groupes, les ethnies, voire les sexes, ne bénéficient pas, au départ, des mêmes opportunités ni des mêmes moyens pour participer de façon active et créative à la structuration de ces interactions et relations, pour assurer un partage équitable des bénéfices et pour en limiter les effets négatifs. Comme on l'a

montré ici, les États sont loin d'être égaux dans les faits et les grandes puissances économiques, financières et commerciales savent imposer des politiques et des pratiques qui ne concourent pas toujours à la réduction des inégalités. En revanche, des inégalités résultent souvent de politiques locales et nationales qui n'ont rien à voir avec la mondialisation des échanges.

Toutefois, il est évident que la mondialisation a souvent des conséquences sociales négatives, notamment au chapitre de la fixation des salaires et de la perte d'emplois. L'entreprise qui veut répondre aux exigences de la concurrence, toujours plus grande dans un contexte de libéralisation, optera souvent pour une restructuration de ses activités, laquelle entraîne régulièrement des licenciements. En d'autres lieux, ce sera précisément le contraire qui surviendra.

De plus, la mondialisation n'a pas eu que des effets positifs en matière de paix, de respect de l'environnement, de pauvreté, de partage du savoir et de cohésion sociale. Cependant, la plupart des génocides que le monde a connus au cours des récentes décennies puisaient leur source à même des facteurs internes, des revendications territoriales, des croyances religieuses et/ou des considérations ethniques et politiques. Dans le même ordre d'idées, rien ne prouve que, repliés sur eux-mêmes, les États auraient manifesté un plus grand respect à l'égard de l'environnement, de la faune et de la flore sur leur territoire respectif et auraient songé à limiter leur production de gaz à effet de serre pour le bien commun de l'humanité. De plus, il ne leur aurait pas été plus facile de juguler les famines, les grandes endémies et le terrorisme.

Toute analyse sérieuse démontre que l'internationalisation a progressivement favorisé le développement de la démocratie, de l'État de droit, des droits humains et de normes juridiques entre les nations. Elle a favorisé la multiplication d'échanges bénéfiques de toutes sortes, à commencer par l'octroi rapide d'assistance humanitaire. Elle a permis le transfert de nouvelles technologies et de connaissances scientifiques. Elle a engendré une ouverture aux autres et permis une modernisation des rapports sociaux dans des sociétés où la qualité du dialogue était limitée. Elle a sensibilisé les populations aux problèmes écologiques et environnementaux. Elle a favorisé la mise en place de nombreux accords et organismes internationaux dont le monde a grandement besoin. Elle a stimulé les échanges culturels et un plus grand respect des différences entre les nations. Surtout, elle est à l'origine de remises en cause de plusieurs privilèges dans nos sociétés. L'internationalisation des arts, des religions, des sports, du cinéma, de la télévision, de la mode, des habitudes alimentaires sont des phénomènes incontournables dont les effets sont aussi bien positifs que négatifs.

tifs, à l'image même de la mondialisation qui peut être bonne dans certains domaines et mauvaise dans d'autres.

Toutefois, d'aucuns croient que la mondialisation est devenue un phénomène incontrôlable qui pousse un nombre grandissant d'êtres humains à l'état de victimes. Une telle analyse, qui condamne d'emblée la mondialisation, est apparue au cours des quinze dernières années. Les événements du 11 septembre 2001 ont toutefois apporté des bémols à ce sujet. Au lieu de rejeter en bloc la mondialisation, plusieurs opposants réclament maintenant une *mondialisation plus humaine*.

Ce fut notamment le cas, au début de l'année 2002, lorsque près de 40.000 personnes en provenance des quatre coins du globe se sont réunies dans le cadre du Forum social de Pôrto Alegre, au Brésil. Il s'agit d'un virage significatif pour des groupes qui étaient jusque-là globalement opposés à la mondialisation, mais qui se sont rendus compte qu'il s'agit d'un phénomène durable qu'il faut contrôler et réorienter, à commencer par une modification profonde du rôle des organismes économiques internationaux et des firmes multinationales ainsi qu'un changement d'attitude des principaux pays industrialisés à l'égard des pays en développement sur des sujets aussi saillants que le commerce, l'aide, les investissements, l'endettement, le rôle du *marché* et du *privé* ainsi que l'établissement de normes et de mécanismes pour contrôler les flux de capitaux.

* * *

Face à la mondialisation, la différence entre réagir et anticiper, entre subir et orienter, devient fondamentale. L'être humain ne peut plus se limiter à observer de loin les conséquences de la mondialisation avec impuissance et ambivalence comme s'il s'agissait uniquement d'un phénomène envahissant, inquiétant et imprévisible, si intangible qu'il provoque la peur, le rejet et l'indignation. Il ne s'agit plus de percevoir le *bien* ou le *mal* selon que la mondialisation réponde ou non à ses aspirations. Réagir de la sorte ne peut qu'accentuer les problèmes et accroître les confrontations.

Selon certains, toute lutte, par définition, justifiable ou non, même avec un motif aussi noble que l'égalité entre les hommes, se solde avec des gagnants et des perdants. Placer un plus fort en présence d'un plus faible, c'est inévitablement affirmer des inégalités. Toutefois, en agissant avec responsabilité et créativité, on devrait pouvoir, avec clairvoyance, définir des normes communes de cohabitation et de coopération. C'est le prix de la survie de l'humanité, de la paix et du développement durable.

La mondialisation définit et détermine de plus en plus de *nouveaux repères* pour l'individu et le confronte à *d'autres valeurs*. L'espace national politique, économique, culturel et social ne suffit plus pour caractériser l'identité, l'existence, les aspirations et les comportements des individus. La vie des humains est maintenant influencée par des critères et des facteurs externes qui exigent une plus grande *co-responsabilisation* à l'échelle planétaire.

À l'occasion de la septième assemblée de l'Académie Pontificale des Sciences Sociales portant sur *les enjeux éthiques et institutionnels de la mondialisation*, le Professeur René Rémond a évoqué la nécessité pour l'homme de disposer "d'un certain pouvoir sur le cours de l'Histoire" et d'avoir "quelques possibilités de l'infléchir dans le sens qui lui paraît souhaitable", sans quoi toutes discussions formatives seraient vaines. L'objectif est donc de permettre aux sociétés et aux individus qui les composent de s'approprier la mondialisation, de l'intégrer, d'y participer et surtout de la maîtriser, notamment pour limiter ses effets sur les inégalités.

À cet égard, les inégalités liées à l'accès à l'information et au savoir sont de plus en plus apparentes. La distance qui sépare les travailleurs qualifiés et non-qualifiés est une source flagrante d'inégalités. L'analphabétisme, même dans les pays industrialisés, demeure une cause de marginalisation. La possibilité d'accéder au savoir est l'un des moyens principaux pour permettre une participation active et créative au monde du travail et au relèvement du niveau de vie. Naturellement, cette quête de savoir doit être accompagnée de la satisfaction des besoins fondamentaux et des libertés fondamentales.

La mise en œuvre de ces objectifs exigent des *actions concertées* aux plans local, national et international. Comme plusieurs intervenants l'ont souligné, seules des concertations étroites entre les pouvoirs publics et privés ainsi qu'avec des organismes non-gouvernementaux à tous ces paliers permettront d'y parvenir. Ainsi, l'action d'organismes internationaux, notamment du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, des banques régionales de développement, sans oublier celle de l'ONU et de ses institutions spécialisées, occupe une place centrale qui doit être réévaluée. On continuera l'analyse de ce sujet lors de la rencontre de 2003 qui portera précisément sur *la gouvernance de la mondialisation*.

* * *

La mondialisation oblige donc les humains à se repenser, à se redéfinir. De là, ressort la nécessité de donner un sens plus complet à la *transcen-*

dance des frontières en ne se limitant pas seulement aux interactions économiques, financières et commerciales. Une telle tâche requiert en fait une approche multidisciplinaire. L'Académie est particulièrement bien placée à cet égard. En recourant à la philosophie, aux sciences sociales, à l'éthique et à d'autres disciplines représentées en son sein, elle peut apporter d'autres visions, d'autres explications et offrir, le cas échéant, d'autres types de recommandations face à une mondialisation de plus en plus complexe.

Certes, les confrontations entre les tenants de la mondialisation et de l'antimondialisation subsisteront. Il est toutefois indispensable de chercher des solutions afin *d'humaniser la mondialisation* et de réduire la pauvreté et les inégalités. Toute action en ce sens résulte avant tout *d'un choix moral et politique*. Sans la volonté de s'ouvrir aux plus faibles et aux plus pauvres, la réduction des inégalités demeurera un projet utopique autant aux paliers national qu'international. Le défi est énorme, mais doit absolument être relevé. Les réflexions, contenues dans les présents actes, se veulent une contribution en ce sens, modeste certes, mais lucide.

En terminant, je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont participé au colloque, en particulier les intervenants et les commentateurs, ainsi qu'à la préparation de cet ouvrage, à commencer par notre chancelier, Mgr. Sánchez Sorondo et les membres du secrétariat de même que le Professeur Matthew Fforde qui, cette année encore, à bien voulu consacrer beaucoup de temps et de talent à la traduction et à la révision des textes.

PROGRAMME OF THE COLLOQUIUM ON
GLOBALISATION AND INEQUALITIES

8-9 APRIL 2002

MONDAY 8 APRIL

The Subject of the Colloquium: Professor LOUIS SABOURIN, Chairman of the Colloquium (Pontifical Academician, Canada)

Inequalities in the Light of Globalisation

Professor DENIS GOULET (Notre Dame University, U.S.A.)

Comments

Professor PAULUS ZULU (Pontifical Academician, South Africa)

Professor BELISARIO BETANCUR (Pontifical Academician, Colombia)

Msgr. Professor ROLAND MINNERATH (Pontifical Academician, France)

Globalisation and International Inequalities: Changing North-South Relations

Professor JUAN JOSÉ LLACH (Pontifical Academician, Argentina)

Comments

Professor JERZY ZUBRZYCKI (Pontifical Academician, Australia)

Professor WILFRIDO V. VILLACORTA (Pontifical Academician, the Philippines)

H.E. Ambassador HANNA SUCHOCKA (Pontifical Academician, Poland)

Judge NICHOLAS McNALLY (Pontifical Academician, Zimbabwe)

Msgr. Professor MICHEL SCHOYANS (Pontifical Academician, Belgium)

Professor PAUL KIRCHHOF (Pontifical Academician, Germany)

The Impact of International Finance and Trade on Inequalities

Financing and Loans

Mr. MICHEL CAMDESSUS (Former Director General of the IMF, France)

Trade

Mr. ABLASSÉ OUÉDRAOGO (Deputy Director General of WTO, Burkina Faso)

Comments

Professor PARTHA S. DASGUPTA (Pontifical Academician, Cambridge)
Professor BEDŘICH VYMĚTALÍK (Pont. Academician, the Czech Republic)
Professor JOSÉ T. RAGA GIL (Pontifical Academician, Spain)
Professor HANS TIETMEYER (Pontifical Academician, Germany)

TUESDAY 9 APRIL

Globalisation, Religion and Poverty

Professor ANDREA RICCARDI (Founder of the Sant'Egidio Community, Italy)
Dr. STAN D'SOUZA S.J. (Co-ord., Int. Population Concerns, India)
Abbé RAYMOND B. GOUDJO (Benin)
Professor ROBERTO PAPINI (Sec. Gen., Jacques Maritain Int. Inst., Italy)
Mr. JEAN-MARIE FARDEAU (Sec. Gen., CCFD, France)

Comments

Professor MINA M. RAMIREZ (Pontifical Academician, the Philippines)
Professor PIER LUIGI ZAMPETTI (Pontifical Academician, Italy)
Professor SERGUEI AVERINTSEV (Pontifical Academician, Austria)
Professor PEDRO MORANDÉ COURT (Pontifical Academician, Chile)

General Discussion

Conclusions and Proposals for the 2003 General Assembly

LIST OF PARTICIPANTS

ACADEMICIANS

Prof. Margaret S. ARCHER
University of Warwick
Department of Sociology
COVENTRY CV4 7AL, Warwickshire (United Kingdom)

Prof. Serguei AVERINTSEV
Wiener Universität Institut für Slawistik
Spitalgasse 2-4 Hof 3
A-1090 WIEN (Austria)

Prof. Belisario BETANCUR
Fundación Santillana para Iberoamérica
Calle 80, N° 9 – 75, Apartado Aereo 3974
BOGOTÁ (Colombia)

Prof. Partha S. DASGUPTA
University of Cambridge, Faculty of Economics and Politics
Austin Robinson Building – Sidgwick Avenue
CAMBRIDGE CB3 9DD (United Kingdom)

Prof. Mary Ann GLENDON
Harvard University Law School
Hauser Hall 5041525 Massachusetts Avenue
CAMBRIDGE, MA 02138 (U.S.A.)

Prof. Paul KIRCHHOF

Universität Heidelberg Institut für Finanz- und Steuerrecht
Friedrich-Ebert-Anlage 6 -10
D-69117 HEIDELBERG (Federal Republic of Germany)

Lic. Juan José LLACH

Urquiza 875 (B1638BWC) Vicente López
BUENOS AIRES (Argentina)

Hon. Justice Nicholas J. McNALLY

1, Justice McNally Close,
Mount Pleasant
HARARE (Zimbabwe)

President Prof. Edmond MALINVAUD

(Also Member of the Foundation for the
Promotion of the Social Sciences)
Centre de Recherche en Economie et Statistique
15, boulevard Gabriel Péri
F-92245 MALAKOFF Cedex (France)

Rev. Mons. Prof. Roland MINNERATH

(Also Member of the Foundation for the
Promotion of the Social Sciences)
Université Marc Bloch
Faculté de Théologie Catholique
9, place de l'Université
F-67000 STRASBOURG (France)

Mailing address:

12, rue Massenet
F-67000 STRASBOURG (France)

Prof. Pedro MORANDÉ COURT

Pontificia Universidad Católica de Chile
Decano de la Facultad de Ciencias Sociales
Avenida Vicuña Mackenna 4860 – Casilla 306,
Correo 22 SANTIAGO (Chile)

Prof. José T. RAGA GIL

Universidad San Pablo-CEU
Facultad de Ciencias Jurídicas y de la Administración
Dept. De Derecho Público – Directora Sección de Derecho Público III
Avenida del Valle, 21
28040 MADRID (Spain)

Mailing address:

Paseo de la Castellana, 153 – 7º
28046 MADRID (Spain)

Prof. Mina Magpantay RAMIREZ

Asian Social Institute Graduate School of Social Transformative Praxis
1518 Leon Guinto Street, Malate
MANILA 1004 (The Philippines)

Prof. Louis SABOURIN

Université du Québec
École Nationale d'Administration Publique (GERFI)
4750, rue Henri-Julien
MONTRÉAL, Québec H2T 3E5 (Canada)

S.E.R. Mons. Marcelo SÁNCHEZ SORONDO

Chancellor of the Pontifical Academy of Sciences and
the Pontifical Academy of Social Sciences
Casina Pio IV
V-00120 VATICAN CITY

Prof. Herbert SCHAMBECK

(Also Member of the Foundation for the
Promotion of the Social Sciences)

University of Linz – Institute for Public Law and Political Sciences

Juridicum A/4th floor

A-4040 LINZ-AUHOF (Austria)

Rev. Mons. Prof. Michel SCHOYANS

Voie du Roman Pays, 31, bte. 101

B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE (Belgium)

H.E. Ambassador Hanna SUCHOCKA

The Polish Ambassador to the Holy See

Via dei Delfini, 16

I-00186 ROMA (Italy)

Prof. Hans TIETMEYER

Präsident der Deutschen Bundesbank i.R.

Reichenbachweg 15B

D-61462 KÖNIGSTEIN (Federal Republic of Germany)

Prof. Wilfrido V. VILLACORTA

De La Salle University Yuchengco Center for East Asia

2401 Taft Avenue

1004 MANILA (The Philippines)

Prof. Bedřich VYMŮTALÍK

Advocate Office

Lískovecká 2089

738 01 FRYDEK-MISTEK (The Czech Republic)

Prof. Hans F. ZACHER

Max Planck Institute for Foreign and International Social Law

Amalienstrasse 33,

D-80799 MUNICH (Federal Republic of Germany)

Prof. Pier Luigi ZAMPETTI

Università degli Studi di Genova Facoltà di Scienze Politiche
Dipartimento di Scienze Politiche e Sociali
Largo Zecca, 8/19
I-16124 GENOVA (Italy)

Mailing address:

Via 4 Novembre, 52
I-21040 UBOLDO, Varese (Italy)

Prof. Jerzy G. ZUBRZYCKI

68 Schlich Street,
Yarralumla ACT
2600 CANBERRA (Australia)

Prof. Paulus ZULU

University of Natal Maurice Webb Race Relations Unit
King George V Avenue
4041 DURBAN, Natal (South Africa)

COUNCILLORS OF THE FOUNDATION FOR THE PROMOTION OF THE SOCIAL SCIENCES

President Dr. Dr. Herbert BATLINER

Aeulestrasse 74
FL-9490 VADUZ (Principality of Liechtenstein)

Mr. Cornelius G. FETSCH

Rahmerstrasse 34
D-40489 DUSSELDORF (Federal Republic of Germany)

Dr. Martin STRIMITZER

Präsident des Bundesrates i.R.
Kirchstrasse 49
A-6091 GÖTZENS, Tirol (Austria)

PONTIFICAL COUNCIL FOR JUSTICE AND PEACE

S.E.R. Mons. Giampaolo CREPALDI
Secretary of the Pontifical Council for Justice and Peace
Palazzo S. Calisto
V-00120 VATICAN CITY

OUTSIDE EXPERTS

Mr. Michel CAMDESSUS
Banque de France,
4 place des Victoires
F-75001 PARIS (France)

Rev. Fr. Dr. Stan D'SOUZA, S.J.
Coordinator, International Population Concerns
186, rue Washington,
B-1050 BRUSSELLES (Belgium)

Mr. Jean-Marie FARDEAU
Secrétaire Général Comité Catholique
contre la Faim et pour le Développement
4 rue Lantier,
F-75001 PARIS (France)

Abbé Raymond B. GOUDJO
Archevêché de Cotonou
Institut des Artisans de Justice et de Paix (I.A.J.P.)
01 BP 491 – COTONOU (Rep. du Bénin)

Prof. Denis GOULET
O'Neill Chair of Education for Justice
Hesburg Centre, University of Notre Dame
46556-5677 NOTRE DAME, INDIANA (U.S.A.)

Mr. Ablassé OUÉDRAOGO
Joint-Director World Trade Organization
Rue de Lausanne, 154
CH-1211 GENEVA 21 (Switzerland)

Prof. Roberto PAPINI
Segretario Generale, Istituto Internazionale Jacques Maritain,
Via Flavia 104,
I-00187 ROMA (Italy)

Prof. Andrea RICCARDI
Comunità di S. Egidio
Piazza S. Egidio, 3/a
I-00165 ROMA (Italy)

PART I

INEQUALITIES IN THE LIGHT
OF GLOBALISATION

INEQUALITIES IN THE LIGHT OF GLOBALISATION

DENIS GOULET

INTRODUCTION

Brazil Sets The Stage

Shortly before his death last year (2001) the Brazilian geographer and philosopher Milton Santos published a book entitled *For Another Globalization*.¹ The literary scholar and sociologist António Cândido praised him as one 'in whose writings scientific rigor was never an obstacle to a developed social conscience'. And although Santos viewed globalization as a 'perverse phenomenon' he strove 'to show that it is possible to carry it out differently'.² The Santos book is but one among many works now issuing from Brazil and calling for a qualitatively different kind of globalization.³ At the World Social Forum II organized around the theme 'Another World is Possible' held in Porto Alegre, Brazil (31 January – 5

¹ Milton Santos, *Por uma outra globalização, do pensamento único à consciência universal*, Rio de Janeiro: Editora Record, 2001.

² Mauricio Stycer, 'Legado de um pensador', in *Carta Capital*, 4 de Julho de 2001, Ano VII, No. 150, p. 7.

³ Representative works include: Celso Furtado, *O Capitalismo Global*, São Paulo: Paz e Terra, 1998; Celso Barroso Leite, *Antologia Informal da Globalização*, Rio de Janeiro: Editora Destaque, 2000; César Benjamin *et al.*, *O Opção Brasileira*, Rio de Janeiro: Contraponto, 1998; João Paulo de Almeida Magalhães, *Brasil Século XXI, Uma Alternativa ao Modelo Neoliberal*, São Paulo: Paz e Terra, 2000; Maria da Conceição Tavares, *Destruição Não Criadora*, Rio de Janeiro: Editora Record, 1999; Reinaldo Conçalves, *Globalização e Desnacionalização*, São Paulo: Paz e Terra, 1999; Elenaldo Teixeira, *O Local e O Global*, São Paulo: Cortez, 2001; Rubens Ricupero, *O Ponto Ótimo da Crise*, Rio de Janeiro: Editora Revan, 1998; Liszt Vieira, *Os argonautas da cidadania*, Rio de Janeiro: Editora Record, 2001.

February, 2002), thousands of voices from 135 countries likewise launched appeals for Another Globalization.⁴ These were the voices of political and church leaders; of NGOs working on diverse fronts (human rights, economic justice, debt relief, environmental protection, gender equality, democratic governance, the Tobin tax, citizen participation in public decision-making, peace, struggles against social exclusion); of rural and urban labor unions; of organizations of the landless and the homeless. Across wide differences in ideology, substantive positions and emphasis, participants at Porto Alegre II nonetheless proclaimed common value allegiances to equity and social justice over maximum economic growth, to participatory decision-making over secretive elite institutional planning, to fair over free trade,⁵ to active protection of cultural diversity over uniform economic strategies, to re-empowerment of national states as decisive agents of development over subordination to international corporations or financial agencies. They counterposed these values to their opposites, which they attributed to the elite Davos World Economic Forum, held in New York this year in support of that battered city – maximum economic growth, unregulated capital mobility, free trade, privatization, and a uniform reliance on competitive markets to serve as the motor force of national development everywhere.

The World Social Forum II has taken a major step in what Houtart and Polet call 'the globalization of resistance and of struggles'.⁶ This is in contrast to the situation two years ago when anti-globalization movements were at an important cross-road. The international relations scholar Raimo Väyrynen recalls that 'large-scale demonstrations against the policies of the

⁴ The diagnoses, concepts and values underlying World Social Forum I (2001) and II (2002), are expounded in Antonio David Cattani, Organizador, *Fórum Social Mundial: A construção de um mundo melhor*, Porto Alegre: Editora da Universidade/UFRGS, 2001; and *Fórum Social 2002, Que OutroMundo é Possível?* in the special issue of *Diplo/Le Monde diplomatique*, No. 3, janeiro 2002.

⁵ Decades ago Nobel economist Gunnar Myrdal noted that: '[T]he theory of international trade was not worked out to explain the reality of underdevelopment and the need for development. One might say, rather, that this imposing structure of abstract reasoning implicitly had almost the opposite purpose, that of *explaining away the international equality problem*'. In *The Challenge of World Poverty*, New York: Pantheon Books, 1970, p. 277. Italics are Myrdal's.

⁶ François Houtart & François Polet, ed., *O Outro Davos, Mundialização de Resistências e de lutas*, São Paulo: Editora Cortez, 2002. Cf. José Seoane, Emilio Taddei, Compiladores, *Resistencias Mundiales: De Seattle a Porto Alegre*, Buenos Aires: CLACSO, Marzo de 2001.

World Trade Organization, the International Monetary Fund, the World Bank, and the World Economic Forum are at least a decade old'. By the year 2000 they stood at a cross-road because of 'the inability of the core of the anti-globalization movement to control violent fringe groups during their protests and the adaptive responses made by the targets of the protest, the international economic agencies'.⁷ Two paths then seemed possible: the continuation of purely negative, protest and disruptive anti-globalization demonstrations, or dialogue, cooperation, and negotiation founded on hopes that a new globalization was possible.

It now appears (encouragingly) that protesters find it possible to dialogue with the very institutional agents which they criticize. A *New York Times* item on the World Economic Forum (Davos/New York, 2002), which this year focused on revitalizing the world economy and countering new security dangers, cites the protesting rock musician Peter Gabriel: '[I]t is odd being inside the glass and looking out at the protesters... It's something I am not used to. But I have learned that in order to change the world you must be part of it from the inside. It is the people at this conferences [sic!] who change things, and you have to learn how they work, and get to know them'.⁸ Police kept a close watch on protesters, the newspaper reports, 'but let them have their say'⁹ and '[M]any protesters were satisfied that they were heard'.¹⁰ Through pre-arranged tele-conferences the Porto Alegre Forum spoke with protesters at the New York gathering; more importantly, it prevented major violence from erupting at its own site. The two principal criticisms leveled against the Porto Alegre Forum, both widely reported in the Brazilian press, are that it became, at times, more of a political rally on behalf of the PT (Workers' Party), one of its organizers, than a platform for building another possible world; and that, contradicting its own loudly professed values, it acted undemocratically and intolerantly by refusing a World Bank official and a Belgian politician permission to attend, on grounds that their presence would create uncontrollable disturbances in

⁷ Raimo Väyrynen, 'Anti-Globalization Movements at the Cross-Roads', *Policy Briefs*, The Joan B. Kroc Institute for International Peace Studies, University of Notre Dame, No. 4 November 2000, p. 1.

⁸ Alex Kuczynski, 'Hot Dogs and Foie Gras, but No Relish', *The York Times*, Monday, February 4, 2002, p. A13.

⁹ William K. Rashbaum, 'Police Keep Close Eye on Protesters, but Let Them Have Their Say', *New York Times*, Sunday, February 3, 2002, p. 17.

¹⁰ William K. Rashbaum and Al Baker, 'Shrewd Anticipation Helped Avert Trouble', *New York Times*, Tuesday, February 5, 2002, p. A15.

large assemblies of those protesting their views. These failings did not prevent large numbers of NGO's and social movements at the Forum from consolidating alliances with like-minded groups intent on returning to their respective arenas of concrete action to implement alternative development actions. In the long term, demonstrated success in producing alternative problem-solving solutions must serve as the basic touchstone for evaluating the merits or demerits of the World Social Forum. The reason is that organizers of World Social Forum 2001 and 2002 clearly intended the two gatherings to move beyond mere protest, resistance, struggle, 'expressive politics' or making 'noise in public debates'.¹¹ One organizing committee member, declares that the Forum 'seeks to be one of the forms out of which emerge a collective conscience and a theoretical elaboration of alternatives to it [globalization]. Hence its foundations and its vitality are linked to the trenches of containment of globalization, trenches dug by men and women there where they live out their lives and build the conditions of their economic, social, and cultural existence'.¹² In formally scheduled public testimony addressed to Forum 2002 participants Dom Luciano Mendes de Almeida, former president of Brazil's National Council of Bishops, called it 'a historical happening and a sign of hope'.¹³

It is no coincidence that a growing *corpus* of writings which *denounce* the ills of globalization in order to *announce* possible alternatives should make their appearance in Brazil, a large and populous developing country whose official policy thrusts it headlong into global integration. Nor is it coincidental that protest and alternative policy modeling should flourish in a country with the largest number of adherents to the Catholic Church, one of the world's earliest globalizing institutions and still an influential force in shaping public perceptions in that country. Through its prophetic pastoral and theological leaders, and through persevering public education efforts of its national bishops' conference – the CNBB, whose Commission on Justice and Peace is itself one of the organizers of the Porto Alegre Forum – the Church in Brazil has long protested the alienating features of development policies which create large inequalities, the human rights violations of a military dictatorship (1964-85) and, in more

¹¹ Väyrynen, *Op. cit.*, p. 2.

¹² Candido Grzybowski, 'Nasceu algo diferente em Porto Alegre', in *Observatorio Da Cidadania Relatorio* 2001, No. 5, Rio de Janeiro: IBASE (Instituto Brasileiro de Analises Sociais e Economicas), 2001, p. 67. Translation mine.

¹³ Testimony Session, February 1, 2002.

recent years, widespread political corruption¹⁴ and social violence. These are precisely the major criticisms generally leveled at the dominant pattern of globalization: it impedes democracy, violates rights, promotes social violence, and creates inequalities.

Inequality: A Wider Concern

Concern over inequality is not limited to advocates of 'another globalization,' however: it engages the attention of critical economists and social theorists as well. Oxford's Andrew Hurrell and Ngaire Woods introduce an edited volume on inequality, globalization, and world politics by recalling that '[I]nequality has long been a defining feature of world politics. This volume draws together evidence that it has been increasing, both within and across states, and examines the consequences. Immense and increasing disparities of wealth, of power, and of security shape the world in which we live. Economic liberalization is exacerbating the gap between rich and poor within virtually all developing regions'.¹⁵

Reporting on studies by a team of independent US economists, James K. Galbraith finds the result 'disquieting' because 'in the last two decades, inequality has increased throughout the world in a pattern that cuts across the effect of national income changes. During the decades that happen to coincide with the rise of neoliberal ideology, with the breakdown of national sovereignties, and with the end of Keynesian policies in the global debt crisis of the early 1980s, inequality rose worldwide'. One possible explanation for the 'common global upward trend in inequality' is 'that there is a common, and pernicious global element in the global economy'.¹⁶ Galbraith concludes that it is not increased trade, or technology, or even globalization itself that is to blame for rising inequality. Rather, for over twenty years it lies in 'circumstances of unsustainable finance, in which wealth has flowed upwards from the poor countries to the rich, and mainly to the upper financial strata of the richest countries'.¹⁷

¹⁴ The Commission on Justice and Peace, CNBB conducted mass campaigns to gain passage of an anti-corruption electoral law – LEI No. 9840, de 28 de setembro, 1999. Public education continues to engage citizens in pressuring government to apply the law.

¹⁵ Andrew Hurrell and Ngaire Woods, editors, *Inequality, Globalization, And World Politics*, Oxford University Press, 2000, p.1.

¹⁶ James K. Galbraith, 'A Perfect Crime: Inequality in the Age of Globalization', *Daedalus*, Winter 2002, p. 22.

¹⁷ *Ibid.*, p. 25.

Writing as an invited author in *The Economist* Robert Wade, professor of political economy at the London School of Economics, regrets that unequal global income distribution 'has received rather little attention within the field of development studies, international relations and (until very recently) international economics. Neither the World Bank nor the IMF has devoted significant resources to studying it'. Wade refutes the widely held assumption that inequality is falling: '[N]ew evidence suggests that global inequality is worsening rapidly'.¹⁸ He evokes two new studies which find that world inequality increased from 1988 to 1993, the most recent year for which fully comparable data exist. 'This', he says, 'is a faster rate of increase of inequality than that experienced within the United States and Britain during the 1980s. By 1993 an American on the average income of the poorest 10% of the population was better off than two-thirds of the world's people'.¹⁹ When writing in their own name, editors of *The Economist* register disagreement with Wade's general conclusion that 'technological change and financial liberalization result in a disproportionately fast increase in the number of households at the extreme rich end, without shrinking the distribution at the poor end'. Notwithstanding their rejection of his conclusion, however, editors agree with Wade that 'the extent of absolute poverty in much of the world has increased. Certainly, this ought to concentrate the minds of policymakers'.²⁰

The Executive Vice-President of IDB (Inter-American Development Bank) Nancy Birdsall laments that '[T]he ratio of average income of the richest country in the world to that of the poorest has risen from about 9 to 1 at the end of the nineteenth century to at least 60 to 1 today... Today, 80 percent of the world's population lives in countries that generate only 20 percent of the world's total income'.²¹

Two common themes emerge from these testimonies: inequality rises as globalization advances; and the precise nature of the relationship between the two, and with poverty, is not self-evident.

A recent study by three economists at Brazil's Institute of Applied Economic Research (IPEA) uncovers a causal relationship between pover-

¹⁸ Robert Wade, 'Global Inequality, Winners and Losers', *The Economist*, April 28, 2001, p. 72.

¹⁹ *Ibid.*, p. 73.

²⁰ 'Of rich and poor', in *cit.*, p. 80.

²¹ Nancy Birdsall, 'Life is Unfair: Inequality in the World', in Robert J. Griffiths, ed., *Annual Editions, Developing World 01/02*, Guilford, Connecticut: McGraw-Hill/Dushkin, 2001, p. 8.

ty and inequality in that land, which they characterize as 'not a poor country, but an extremely unjust and unequal country which has many poor people'. Brazil has a higher percentage of people below the poverty line than countries of comparable income. And compared to countries with equal proportions of people below the poverty line, it has a significantly higher GNP *per capita*. IPEA recommends that Brazil negotiate 'a new social pact which considers as priority a strategy of reducing inequality'.²²

One may extend IPEA's judgment on Brazil to the world economy. The world economy is not poor, *i.e.*, lacking in resources, but it contains many poor people. It is an extremely unjust and unequal economy, however; and it may be necessary to adopt global strategies aimed at reducing inequality if poverty is to be reduced. Such a policy recommendation contrasts with that favored by most development agencies and analysts who endorse the view that the inequality issue can be settled by working directly to reduce extreme poverty. 'Helping the poor, the truly poor', *The Economist's* editors tell us, 'is a much worthier goal than merely narrowing inequalities. If the rich get poorer thanks to high taxation, some people may feel pleased but few are better off. If the poor get richer, however, the whole country will benefit'.²³

Both perspectives presented thus far, Porto Alegre and Davos, acknowledge a parallel rise in globalization and inequality of late. A central question remains: how are the two related?

GLOBALIZATION AND INEQUALITY: HOW ARE THEY RELATED?

The nature of this relation will be explored along two lines of thought, each framed in a specific argument.

The *first* contrasts opposite conceptions of development which *lie behind* the two models of globalization now confronting each other: market-led globalization and alternative civil-society led globalization from below.²⁴ *The argument made here is that another globalization is necessary*

²² Ricardo Paes de Barros, Ricardo Henrique, Rosane Mendonca, 'A Estabilidade Inaceitável: Desigualdade e Pobreza no Brasil', in *Texto Para Discussão*, No. 800, Rio de Janeiro: IPEA (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada), junho de 2001, p. 23.

²³ 'Does Inequality Matter?', *The Economist*, June 16th, 2001, p. 9.

²⁴ Cf. Fred R. Dallmayr, 'Globalization from Below', *International Politics*, 36: 321-334, September 1999; Farhang Rajaee, *Globalization on Trial, The Human Condition and the Information Civilization*, Ottawa: IDRC, 2000.

because another development is necessary. Another development, in turn, is necessary, because the present form is flawed and exacts excessive costs. The distortion arises from inverting ends and means. The UNDP asserts that '[T]he basic objective of development is to benefit people... But excessive preoccupation with GNP growth and national income accounts has obscured that powerful perspective, supplanting a focus on ends by an obsession with merely the means'.²⁵ And when economic development is 'pursued as an end in itself, its 'economies' are tallied, but little account is taken of 'diseconomies' (damaged cultures, environments, and societies)'.²⁶

The *second* line of analysis explores how inequalities associated with globalization differ from past inequalities, and why present inequalities are judged by some to be intolerable and by others as inevitable and amenable to successful policy management. A recent book by a former advisor to the World Bank asks whether globalization is threat or opportunity.²⁷ It may well be both, if what sets the two globalization camps apart is the relative importance they attach to these two terms and to their judgments as to priority claims of winners and losers in the present globalization 'game'. *The basic argument made here is that inequalities lose legitimacy and become intolerable when the balance between social expectations and the environment's ability to meet them is de-stabilized, either by changes in the social bond which links 'political authority/economic activity/socio-cultural life' (Gamer thesis), or in the 'dynamism of desire' of a population's cultural value system (Goulet thesis).*

Before returning to these two arguments in greater depth, the working definition of globalization which informs the rest of this paper is briefly sketched.

Development is pursued in a larger setting, globalization. The imperatives of globalization dictate where and how development efforts are to be concentrated. They dictate that national production be structured so as to achieve maximum integration with world markets; that economic policy be framed so as to maximize market competitiveness beyond national borders; that rules and institutions governing global circulation systems –

²⁵ UNDP, *Human Development Report 1990*, New York/Oxford: Oxford University Press, 1990, p. 1.

²⁶ Denis Goulet, 'Development: Costs, Alternatives', in William K. Cummings and Noel F. McGinn, *International Handbook of Education and Development: Preparing Schools, Students and Nations for the Twenty-first Century*, New York/Oxford: Pergamon/Elsevier Science, 1997, p. 490.

²⁷ Paul Streeten, *Globalization: Threat or Opportunity?*, Copenhagen: Copenhagen Business School Press, 2001.

information, technology, capital, goods, services, models decision-making and of management, cultural symbols – be designed in ways which take efficiency, as gauged by the quantitative standards prevailing in the world economy, as the test of performance.

Globalization receives countless definitions. Jan Aart Scholte, author of a critical introduction to the subject, observes that, ‘recent years have seen too much written about globalization... ideas of globalization have readily become so diverse, so broad, so loose, so changeable – in a word, so elusive – that one can pronounce virtually anything on the subject’.²⁸ After reviewing four categories of definitions centering, respectively, on internationalization, liberalization, universalization, and westernization Scholte adopts a fifth, and distinctive, definition centering on ‘deterritorialization’ or, as he prefers to call it, ‘the growth of ‘supraterritorial’ relations between people’. This shift in social geography, he adds, affects ‘the nature of production, governance, identity, and community. The spatial and other primary aspects of social relations are deeply interconnected and mutually constitutive. If the character of society’s map changes, then its culture, ecology, economics, politics and social psychology are likely to shift as well’.²⁹ Three additional notes are added to Scholte’s view of globalization and serve as the definitional backdrop to the present reflections. The first is ‘the spread of free-market capitalism to virtually every country in the world’.³⁰ The second ‘suggests that the boundary-crossing processes cannot be fully controlled by political decisions. While globalization has its domestic roots, it has, over time, become sufficiently independent of the attributes of societies and their mutual relations that it can be used to explain changes in their structures, institutions, policies, and values’.³¹ The third is ‘a denser and more integrated network of shared institutions and practices within which social expectations of global justice and injustice have been more securely established’.³² Hence globalization’s four defining notes are: deterritorialization, the spread of free-market capitalism, autonomy, and density.

²⁸ Jan Aart Scholte, *Globalization, A Critical Introduction*, New York: St. Martin’s Press, 2000, p. XIII.

²⁹ *Ibid.*, p. 46.

³⁰ Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, New York: Farrar Straus Girous, 1999, p.8.

³¹ Raimo Vayrynen, *Global Transformation, Economics, Politics, And Culture*, Helsinki: SITRA (The Finnish National Fund for Research and Development), 1991, p. 1.

³² Andrew Hurrell, ‘Global Inequality and International Institutions’, *Metaphilosophy*, Vol. 32, 1-2, January 2001, p. 35.

Globalization: Vehicle of Unequal Development

Globalization extends to multiple domains: finance, economics, technology transfer, the circulation of ideas, cultural practices, models of life, tourism, crime, solidarity itself. The present analysis centers on economic, financial, and technological globalization: this is the globalization which serves as the vehicle of unequal development. Globalization impulses in other domains are no doubt important. Not the least important of these is the worldwide dissemination of legal norms for judging and sanctioning the behavior of states, institutions, and individuals. Major disputes over the legitimacy of the global reach of these norms and institutions created to enforce them center on whether 'the international community' or nation states are the principal judge of actions committed against 'human rights', themselves the object of contention as to their universal or limited applicability. The three main agents of economic globalization – multi-national firms, international financial institutions, and a small number of powerful states – all employ globalization as a vehicle to promote market-based development.

For several decades the world was divided into two power blocs along an ideological axis separating two contrasting development models. Both blocs agreed that the proper goals of development are: to reach high levels of economic growth, to apply efficient technologies to ever-widening spheres of activity, and to modernize (specialize and professionalize) societal institutions. One model took market competition as the main engine of growth and energizer of development; the other relied on state planning of a central command economy. Historical socialism, the second model, failed to deliver economic freedom (regarded by Sen as an essential constituent of development), efficiency (leading to society-wide bankruptcy), and social equality (with political and bureaucratic classes monopolizing privileges and economic perquisites). After 1989 the entire world became the enlarged field where the first model now enjoyed free rein. The analysis which follows focuses on this model.

The universe of capitalist economies is not a homogeneous one and not all market economies place exclusive reliance on market forces to activate them. In *Capitalism vs. Capitalism*³³ Michel Albert profiles American, Alpine, and Rhine variants of the capitalist system. And in his Foreword to the American edition of Albert's work, Felix G. Rohatyn suggests adding

³³ Michel Albert, *Capitalism vs. Capitalism*, New York: Four Wall Eight Windows, 1993.

the 'Japanese model'. During the Reagan and Thatcher years in the United States and the United Kingdom high economic growth was achieved but inequalities increased sharply. In the world economy parallel phenomena manifested themselves: growth was registered along with increasing inequalities. This parallelism has given rise to the view that globalization *causes* inequality. Nevertheless, inasmuch as economic inequalities have always existed throughout history, one needs to ask if the linkage may quite possibly be something other than a causal one.

What Causes Inequalities?

'Why are some nations rich and others poor?' asks the economic historian Rondo Cameron. 'This seemingly simple question', he continues, 'is directed at the heart of one of the world's most pressing contemporary problems, that of uneven economic development... Millions have died miserably and unnecessarily of starvation, malnutrition, and disease – not because food and other resources were unavailable, but because they could not be delivered to those in need'.³⁴

Although he dissociates himself from Marx's optimistic reading of the human condition, the social historian Barrington Moore, Jr., reflecting on the durability of poverty in the midst of wealth, recalls 'an influential critical tradition that derives from Marx, [according to which] humanity has just about solved the problem of scarcity, or has at least attained sufficient technical knowledge to be able to do so in a fairly short space of time. Therefore, according to this argument, the justifications that have so far supported historical forms of oppression are now falling to pieces'.³⁵

There is no need to survey the history of inequalities in detail to accept as incontrovertible fact that inequalities have always existed. To the philosopher Thomas Nagel, inequality extending over generations poses the moral question 'whether a society should be concerned to narrow gaps of this sort, on the ground that the losers, and more especially their children, do not deserve their disadvantages'. Despite efforts made to narrow inequality gaps and provide greater equality of opportunity, equality of results or of treatment before the law, Nagel concludes that 'even if it is

³⁴ Rondo Cameron, *A Concise Economic History of the World*, New York/Oxford: Oxford University Press, 1989, p. 3.

³⁵ Barrington Moore, Jr., *Reflections on the Causes of Human Misery and Upon Certain Proposals to Eliminate Them*, Boston: Beacon Press, 1969, p. 40.

morally unfortunate, some significant inequality of results probably has to be accepted as a permanent feature of the social world'.³⁶ Equality and inequality exist in numerous spheres or 'spaces', and as Sen observes, an ethical concern for equality in one sphere or 'space' may entail the acceptance of inequalities in others. Notwithstanding the apparent relativity and openness of the equality concept, however, Sen contends that 'the general requirement of the need to value equality in *some space that is seen to be particularly important* is not an empty demand... Even at this general level, equality is a substantive and substantial requirement'.³⁷

In all known urban-centered societies until the 16th century there existed, among individuals and groups, great inequalities in material possessions, in status, in access to knowledge, and in the power to allocate resources and establish rules governing social inter-action. In non-feudal rural societies material inequalities were not so great; nevertheless, authority and decisional power were unequally shared, although in some societies consultation among wide sectors of membership was practiced (however, frequently excluding women, children, and individuals ostracized for deviant behavior or some socially stigmatized disability). Europe's colonization of Asia, Africa, and Latin America rested on ideological and philosophical values enshrined in such images as 'civilizing mission', 'white man's burden', and 'Christianization of heathen races'. To many societies, some of them highly 'civilized', colonization brought new structures which disarticulated, as Robert Gamer has shown, the social bonds which prevented inequalities from exceeding certain boundaries.

In a wide-ranging comparative study of societies across temporal and geographical divides Gamer, a political theorist, offers a general explanation of how inequalities previously accepted as legitimate and functional came to lose that legitimacy and to be judged intolerable. Gamer defines development 'in terms of its effects on individuals or, more exactly, families. Those effects have to do with a *stable personal environment*; to experience this, an individual's housing, cultural setting, jobs and education must all be in balance'. Imbalances may arise in different ways: one may have a good education but a bad job, or a fine house but low income. '[A] stable personal environment', he explains, 'requires enough food to eat; health care; housing that

³⁶ Nagel is the author of the entry on 'Inequality' in Ted Honderich, ed., *The Oxford Companion to Philosophy*, Oxford/New York: Oxford University Press, 1995, p. 406.

³⁷ Amartya Sen, *Inequality Reexamined*, Cambridge: Harvard University Press, 1992, p. 24. Italics are Sen's.

is affordable and satisfying to live in; neighbors and cultural facilities with which individuals feel comfortable; a job offering a modicum of satisfaction, continuity, and above-subsistence income; and an education system that can promise children the same advantages'.³⁸ Gamer's overall theory is concisely formulated in a broad explanatory model.

A *developed nation* provides most of its citizens with a *stable personal environment*. A *developing nation* does not. Today's developing nations were once developed nations. They changed because their *political systems* separated from their *social systems* when European commerce was introduced. If the structure of international trade changes in the near future, social and political systems may be reintegrated, promoting *political development*. Then the developing nations may once again become developed nations.³⁹

Colonialism shattered (destructured or 'disarticulated') the social bond connecting political authority, economic organization, and cultural life lived in villages. This it did by eliminating the local economic system's capacity to provide a stable personal environment ('development') in favor of patron-client networks for whom profitable trade rather than production to satisfy local (and national) needs was the priority and defining criterion of how to shape public policy. The consequence was to place the economic activity of society at the service of interests other than those of a nation's majority population. With this destructuring process, political actors ceased to be primarily accountable to their own population but became answerable to their network allies, commercial agents and bureaucrats. Gamer interprets this to mean that: '[T]he condition that prevailed before the businessperson-politician-bureaucrat relationships became important was that of development. When the businessperson-politician-bureaucrat network took power away from social systems the development ended. Changes in international trade would allow some power to return to social systems, and thus open the way for development once again'.⁴⁰

One need not endorse Gamer's definition of development to acknowledge that his theory helps explain why globalization is accompanied by rising inequalities. Because inequalities have always existed, Gamer implies, the central question to ask is: What renders inequalities legitimate and tolerable at one time, illegitimate and intolerable at another? The answer, he

³⁸ Robert E. Gamer, *The Developing Nations, A Comparative Perspective*, Second edition, Boston: Allyn and Bacon, Inc., 1982, p. 8.

³⁹ *Op. cit.*, unnumbered page preceding p. 1. Gamer's italics.

⁴⁰ Gamer, *op. cit.*, p. 8.

says, lies in some process of destructuring which saps the cultural legitimacy of inequalities and alters society's tolerance level for them.

The Gamer model suggests that modally different destructuring processes occurring after colonial periods may likewise have expanded inequalities by shattering whatever social bond, or functional equivalent thereof, prevailed in societies affected. For students of the nexus 'globalization-development-inequality' the most important of these processes are: the Industrial Revolution, the universalization of development as a mobilizing 'myth' propelling national and international policy-setting after World War II, demonstration effects of technology's ability to generate large and rapid increments in wealth, and globalization.

Hirschman found the difference between 'group-focused' and 'ego-focused' images of change⁴¹ in societies to be highly significant in accounting for the acceptance or the rejection of development innovations. This distinction also helps to explain why inequalities, as well as proposal to change them, may be variously perceived as desirable or not. Hirschman's 'group-focused image of change' may be taken as a functional equivalent of the social bond, or political/economic/cultural balance, portrayed by Gamer. Like the destructure analysis, Hirschman's 'two images of change' distinction sheds light on why and how inequalities lose legitimacy.

Social Bonds Disarticulated

The rapid spread of innovative technologies in processing, extraction, and transportation propelled by the Industrial Revolution, first in Britain and later in continental Europe and the United States, led to new inequalities between rural and urban populations, while also creating new inequalities among urban classes. During the 19th and into the early 20th century occupational mobility, took two forms: international migration and internal relocation within national borders. Both forms were closely associated with growing inequalities in populations whose ancestors had lived in more equal conditions. To illustrate, Irish immigrants coming to the United States in the mid-19th century were fleeing relatively equal levels of poverty. In their new land and new employments, however, some grew rich while others remained poor or became poorer in new social settings (urban and industrial instead of rural and artisanal). Under the aegis of post-World

⁴¹ Albert O. Hirschman, *The Strategy of Economic Development*, New Haven/London: Yale University Press, 1958, pp. 11-20.

War II development a similar bifurcation occurred in Asian, African, and Latin American countries. At work was the 'confidence mechanism' or 'con mech'; a concept suggested to the British economist Charles Elliott and his team of researchers when conducting empirical studies on social mobility in ten African and three Asian countries. The 'con mech', Elliott explains, 'is a mechanism that depends upon the confidence of the deprived that it is roughly fair and legitimate while delivering to a small group a disproportionate share of privileges'.⁴² It screens out, even in societies favoring social mobility, a small number of upward-rising individuals from lower classes into the upper ranks, while symbolically portraying the successful ascent of this minority as being within reach of everyone in the lower ranks. The visible and highly publicized climb of the few inspires 'confidence' in the many that upward movement is likewise attainable for them. The same society, however, preserves social mechanisms of exclusion which prevents large numbers from fulfilling the promise of generalized mobility.

After World War II, with the quest for national independence and the drive towards development, a new perception grew that previously tolerated inequalities in arenas of politics and of economics were no longer legitimate, acceptable or necessary. De-colonization went hand-in-hand with growing aspirations after material, technological, and institutional development. The economic historian Robert Heilbroner calls development 'the great ascent' which he deems to be 'the first real act of world history'.⁴³ And it was to be a decisive act of world history! When the General Assembly designated the 1960s as the United Nation's Development Decade there was no expectation that a second, a third, or other decades would be needed for development performance to match its early promise.⁴⁴

The Dynamism of Desire

The development euphoria running from 1945 to the early 1970s de-stabilized the 'dynamism of desire' which characterized societies labeled at

⁴² Charles Elliott, *Patterns of Poverty in the Third World, A Study of Social and Economic Stratification*, New York: Praeger Publishers, 1975, p. 14.

⁴³ Robert L. Heilbroner, *The Great Ascent, the Struggle for Economic Development in our Time*, New York: Harper & Row, 1963, p. 9; cf. L.-J. Lebret, *Montée Humaine*, Paris: Les Editions Ouvrières, 1951.

⁴⁴ On the three Development Decades, cf. 'Economic and Social Development', in *Everyone's United Nations, A Handbook on the Work of the United Nations*, New York: United Nations Publications, June 1986, pp. 196-203.

that time 'underdeveloped'. The dynamism of desire in non-industrialized societies was destabilized through multiple demonstration effects and the general circulation of development as a great 'myth' – a galvanizing idea capable of mobilizing energies around an idealized goal. Thus did development euphoria become an important causal factor de-legitimizing inequalities hitherto regarded as socially bearable.

Development as myth and as universal project rapidly spread the message that technological salvation from chronic poverty was possible for all societies. Early successes in the economic post-war re-construction of Europe and Japan, allied to industrial and technological advances achieved by the Soviet Union, supplied powerful evidence that development's promise was not illusory. The enthusiastic embrace of the development myth by intellectual and political leaders in 'Third World' societies produced an effect not fully-anticipated: it shattered the equilibrium, or cultural balance, between the acquisitive desires of individuals and the effective access to resources which they and their communities had.⁴⁵ In initiating members to their normative cultural values poor societies had taught them that they should not desire to have more than they could realistically acquire, since to do so would break the bonds that tied their personal destiny to that of fellow members in the community. Placing normative curbs on acquisitive desires was judged to be necessary because pre-industrialized societies lived under overall ecological conditions in which material abundance for all was not viewed as possible. '[T]he prevailing state of productive arts was rudimentary, and effective access to resources, free from harassment by enemies or from natural catastrophes – storms, floods, droughts, endemic diseases – was limited. If group survival was to be assured, and disruptive conflict among members of the group was to be managed, it became necessary – *and therefore morally good!* – for individuals to curb their acquisitive desires'.⁴⁶ Obviously, not all acquisitive desires were forbidden: certain privileged groups might enjoy community approval for acquiring more than their *pro rata* share of totally available goods. Legitimated privilege, and exemption from stringent curbs on acquisitive desires were awarded to individuals or groups on the

⁴⁵ This sketch of the workings of the dynamism of desire draws from my earlier works, specifically: Denis Goulet, *The Cruel Choice: A New Concept in the Theory of Development*, New York: Atheneum, 1971, pp. 74-5; and Goulet, *The Uncertain Promise*, New York: New Horizons Press, 1989, pp. 22-23.

⁴⁶ Goulet, *The Cruel Choice*, p. 74.

basis of some generally recognized status or acknowledged functional utility in society. Hence societies at times judged it right for some individuals to accumulate even great wealth while the large majority of society's members 'were taught to regard it as normal to have only those goods barely sufficient for survival'.⁴⁷ The justification for constraining acquisitive desires for the many, while legitimizing their satisfaction for the few, resided in the shared consensual judgment that under the existing state of knowledge and conditions of resource availability, it was not possible to lift curbs on acquisitive desires for all without shattering the essential social bond and balance which assured cultural vitality and survival.

As noted, the development myth disseminated worldwide was rendered credible by conspicuous demonstration effects – at the macro level by the economic restoration of war-damaged European countries, at the micro level by the introduction even in remote villages of simple objects (transistor radios, bicycles, electric motors, packaged food) which reduced fatigue, saved time, or brought distant things and sounds close. These two forces, the diffused development myth and its supportive demonstration effects, acted jointly to alter the long-standing relative stability in dynamisms of desire.⁴⁸ It now became morally and culturally acceptable for individuals to desire to have more, and to organize their actions with a view to fulfilling these desires. It also became legitimate to think thoughts previously deemed unthinkable: '(a) there is enough wealth, actual or potential, for all to have as much as they want; and (b) it is not unethical for me to want more than I have been wanting'.⁴⁹

Development held out the promise that deliverance from mass chronic poverty would come from technology. The reason for this is that:

[T]echnological levels prevailing in non-Western societies did not allow them to achieve high degrees of productivity, that is, to extract a high ratio of new wealth to inputs of effort or invention. As a result, these societies aggregated only limited resources for consumption by their members. Both symbolic and normative value structures had to accept these constraints as givens. Resources were neither abundant nor inexhaustible, and little likelihood existed that they could increase significantly within the lifetime of

⁴⁷ *Ibid.*, p. 75.

⁴⁸ The role of images in reconfiguring the boundaries of desires in developing societies has been analyzed in detail by Daniel Lerner in *The Passing of Traditional Society, Modernizing the Middle East*, New York: The Free Press, 1958.

⁴⁹ Denis Goulet, *The Cruel Choice*, p. 75.

one generation. Accordingly, social norms governing access to, and use of, resources had to be based on one of three values: equity, hierarchy, or priority needs. All three dictated a curbing of desire and of the acquisitive spirit. Were the brakes on desire removed, individuals would make dangerous claims on a static and limited pool of resources. To legitimate personal acquisitiveness could ruin a hierarchic social system or shatter the solidarity binding kin, one to another, in patterns of reciprocal obligations. To foster the acquisitive spirit of competitive individuals by legitimating it would produce what game theorists call a zero-sum game, in which any material gains obtained by competitive individuals would be won at the expense of those remaining in dire need... technology becomes the vector of the virus of acquisitiveness, thereby shattering the delicate balance between social restraints on desire and effectively available resources.⁵⁰

Inequalities previously tolerated now came to be perceived as intolerable because development generates new inequalities, and because economies cannot grow as fast as acquisitive desires can be unfettered. Consequently, gaps appear between development's promise and its performance. The dense globalization presently occurring creates new desires and new concentrations of wealth and, derivatively, enlarges gaps between winners and losers. The reason is that market-driven globalization, unregulated by governance systems and institutions which place economic growth at the service of human needs, serves as the vehicle of inauthentic development.

In an extended and critically acute multi-disciplinary study Liah Greenfield seeks to discover why the spirit of capitalism spread universally. She asks why 'the historically exceptional inclination for ever-increasing gain, characteristic of certain individuals in societies which regarded it at best with suspicion, became defined, on the level of the individual, as rational self-interest, constitutive of man's very nature and, on the level of society, as common good and paramount collective interest'.⁵¹ The answer supplied by history, she reports, lies in the primacy of motivation. Acquisitive desires previously condemned or subordinated to society's larger cultural pursuits gained ethical legitimation and priority status thanks to nationalism, which supplied a new motivation. Nationalism generated and diffused competitive impulses as an ethically justified instrument of waging

⁵⁰ Denis Goulet, *The Uncertain Promise*, p. 22-23.

⁵¹ Liah Greenfield, *The Spirit of Capitalism, Nationalism and Economic Growth*, Harvard University Press, 2001, p. 21.

war by means other than military combat or the forcible imposition of religious beliefs. 'The spirit of capitalism' Greenfield concludes, 'was born as economic nationalism... and the only societies which remain impervious to it today are those whose nationalism explicitly rejects the new economic spirit as irrelevant or opposed to the national ideals'.⁵²

She considers that 'much of what is regarded as economic 'globalization', ostensibly an 'objective' secular trend, required by the state of development of world economic forces and independent of particular interests and cultural values, is in fact a function of the normal functioning of particular and national economies, guided by their particular – often national interests and reflecting their particular cultural traditions (*i.e.*, nationalisms)'.⁵³

Greenfield's study provides rich historically grounded detail on how the dynamism of desire becomes supportive of developmental capitalism and capitalist development, now channeled by globalization which serves as a vehicle for unequal development and for the capitalist spirit. The two, globalization and the capitalist spirit, are tightly linked. Thanks to the power now conferred upon it by information technology to spread instantly, globalization, coming as it does in the wake of colonization, the Industrial Revolution, and the development euphoria reigning in decades after 1945, becomes the latest destabilizing historical force delegitimizing inequalities.

The argument presented thus far yields two conclusions: 1) another globalization is needed because another development is required, and 2) inequalities previously tolerated are delegitimized by historical forces operating at different periods which shatter the social bonds integrating the political, economic, and cultural life of societies and destabilize the dynamism of desire then extant. This argument has been conducted in the mode of phenomenological analysis; it is now reiterated in sorites-like fashion as a series of ten graduated assertions culminating in similar conclusions.

RESTATING THE ARGUMENT: TEN CONCLUDING NOTES

One

Sharply contrasting views as to whether globalization is good or bad for development are exhibited in the recent Davos/New York and Porto Alegre

⁵² *Ibid.*, p. 107.

⁵³ *Ibid.*, p. 482.

World Forums. Both agree that globalization produces losers, but Davos/New York argues that the losers are precisely those whom globalization has not reached or touched deeply enough. It sees globalization as an irreversible process and a good thing which should extend ever more widely and deeply in order to bring its benefits – economic growth, technological advance, and managerial rapidity and flexibility – to all. Susan George, a major speaker at the Porto Alegre Forum, counters that globalization ‘is not inevitable’. Moreover, she declares, ‘[I]n Porto Alegre, the emphasis was not merely on stopping the adversary from committing ever more egregious horrors, but also on developing consensus around a more forceful agenda of proposals and devising strategies for attaining them’. George blames the media for portraying the global citizens movement, now highly visible after Porto Alegre, as being ‘anti-globalization’, adding that ‘[T]echnology and travel are clearly bringing us closer together, and this is all to the good. Movement forces are anti-inequity, anti-poverty, anti-injustice, as well as pro-solidarity, pro-environment and pro-democracy’. It is false, she continues, to claim that the global citizens movement has ‘nothing to propose’. On the contrary, its members are ‘constantly refining their arguments and their counter-proposals’.⁵⁴

Two

Economic and social inequalities have increased as the current round of globalization has spread. Paul Streeten issues a salutary reminder that ‘[I]f we define integration as providing equal economic opportunities, however unequal the initial endowments and achievements of members of the integrated area, the world was more integrated at the end of the nineteenth century than it is today’.⁵⁵ The UNDP’s *Human Development Report 1999* registers rising inequality in many countries as well as between countries. It reports that ‘people living in the highest-income countries had 86% of world GDP – the bottom fifth just 1%... The world’s 200 richest people more than doubled their net worth in the four years to 1998, to more than \$1 trillion. The assets of the top three billionaires are more than the combined GNP of all least developed countries and their 600 million people’.⁵⁶ The

⁵⁴ Susan George, ‘Global Citizens Movement’, *New Internationalist*, 343, March 2002, p. 7.

⁵⁵ Paul Streeten, ‘Integration, Interdependence, and Globalization,’ *Finance and Development*, June 2001, p. 34.

⁵⁶ UNDP, *Human Development Report 1999*, New York/Oxford: Oxford University Press, 1999, p. 3.

same agency's 2001 report, finds that '[D]espite a reduction in the relative differences between many countries, absolute gaps in per capita income have increased'.⁵⁷

The confluence of globalization and rising inequalities quite naturally gives rise, in the minds of development analysts, to the question: does globalization *cause* inequality?

Three

Although social and economic inequalities have always existed they were long viewed as *legitimate*, given the accepted signifying and normative values⁵⁸ in place, as *tolerable*, because perceived as performing an integrative social roles, and as *inevitable*, because available resources were limited. Gamer describes the dynamics by which European colonization disarticulated the social bond which integrated political authority with economic activity and social organization around a culturally shared set of values in colonized societies.

Gamer's analysis helps explain why increased globalization and rising inequality are presently conjoined. This it does by pointing to specific historical forces which disarticulate the social bond (or whatever functional equivalent thereof is in place at a particular time) as the primary cause of inequality's loss of legitimacy.⁵⁹

Four

Social disarticulation in a different mode occurred in Britain during the Industrial Revolution, extending from 1780 to the mid-nineteenth century when English industry reached 'maturity'. In her historical review of 'the first industrial revolution' Phyllis Deane identifies 'three main ways in

⁵⁷ UNDP, *Human Development Report 2001*, New York/Oxford: Oxford University Press, 2001, p. 16.

⁵⁸ Signifying values assign *meaning* to realities – natural, social, individual; they are distinguished from *normative* values which assign positive or negative *oughtness* to contemplated actions. On this distinction cf. Denis Goulet, *The Cruel Choice*, pp. 81ff

⁵⁹ On disarticulation theory applied to developing countries cf. Alain de Janvry, 'Social Disarticulation in Latin American History', Helen Kellogg Institute for International Studies, University of Notre Dame, 1984, Working paper # 38, 68 pp.; and his *The Agrarian Question And Reformism in Latin America*, Johns Hopkins University Press, 1990.

which an economy which has experienced an industrial revolution differs from its pre-industrial counterpart. It differs (1) in industrial and social structure, (2) in productivity and in the standards of living associated with higher productivity, and (3) in its rates of economic growth'.⁶⁰ England's industrial revolution destroyed the social balance between countryside and commercially oriented cities which prevailed in earlier times, and set in motion a series of transformations which produced new inequalities. The social revulsion and ethical condemnation of new patterns of human misery associated with England's high industrialization have found compelling expression in Dickens' novels of social criticism.⁶¹

Karl Polanyi's critical study of the political and economic origins of modern times likewise throws into sharp relief the disarticulations wrought by the industrial system and the market. 'The market', he recalls, 'expanded continuously but this movement was met by a counter movement checking the expansion in definite directions... This was more than the usual defensive behavior of a society faced with change; it was a reaction against a *dislocation* which attacked the fabric of society, and which would have destroyed the very organization of production that the market had called into being... market economy if left to evolve according to its own laws would create great and permanent evils'.⁶²

As in the colonial period, the social bond which rendered earlier inequalities socially legitimate and tolerable in England, or readily imposed by force upon lower classes, was shattered by a new historical force, the Industrial Revolution.

Five

After World War II the circulation of technology-driven development as a universal mobilizing myth set in motion a new process of disarticulation. The social bonds now being shattered in developing countries were already fragile, for nowhere did they exist in their full integrity. By then collective identities which had functioned earlier as integrators conferring legitimacy upon social inequalities had been greatly weakened through wars or internal conflicts, or by the growing sense in poor societies of being relegated to

⁶⁰ Phyllis Deane, *The First Industrial Revolution*, New York: Cambridge University Press, 1965, p. 254.

⁶¹ *E.g.*, *Hard Times* and *Bleak House*.

⁶² Karl Polanyi, *The Great Transformation*, Boston: Beacon Press, 1957, p. 130.

the status of 'backward' or 'underdeveloped' nations, international status-attribution now followed a new standard: 'modernity', triumphantly embodied in prestigious industrial powers. Countries economically poor but artistically, religiously, architecturally, or culturally rich now came to be universally stigmatized as 'under'-developed and unworthy of respect. Galbraith cites William Pitt (1759-1806), at 24 England's youngest prime minister, that '[P]overty is no disgrace but it is damned annoying'. Not to be outdone in this display of sardonic wit, Galbraith retorts that '[I]n the contemporary United States it is not annoying but it is a disgrace'.⁶³ Over five decades ago poverty, which in the 'Third World' had always been annoying, had now also become a disgrace.

The myth of technologically-powered development imposed itself (often welcomed with open arms) on societies held together, however tenuously, by the memory of earlier civilizational glories or pride-conferring cultural identities. Their dynamism of desire which had long operated as a powerful social force rendering inequalities, if not fully legitimate, at least tolerable (because deemed unavoidable), was destabilized. So eloquently and pervasively was technology's ability to create vast increments of new wealth demonstrated, that resignation to poverty could no longer be justified. Technology-powered development, concentrates wealth, however. During the period of developmental optimism (*ca.* 1945 - early 1970s), development's promise to the world's poor took the form of assurances that, over time, newly created wealth would trickle (or shower) down to them or to their children. As it became evident that trickle down was occurring only selectively in a small number of cases, in society after society mass poverty and glaring inequality lost whatever residual legitimacy they may still have had.

Six

Thanks to its special characteristics, present globalization further accelerates the disarticulation of social bonds⁶⁴ which bind people's allegiances to their national, regional, and local communities. This it does even in

⁶³ John K. Galbraith, *The Affluent Society*, London: Hamish Hamilton, 1958, p. 259.

⁶⁴ Gunnar Myrdal makes frequent use of the terms 'emotional integration' and 'national consolidation'. These are, in large measure, functional equivalents of what is spoken of in these pages as 'social bond' integrating the allegiances of members of a national society. Cf. Myrdal, *Asian Drama, An Inquiry Into the Poverty of Nations*, 3 volumes, New York: Pantheon, 1968. See especially Vol. I, pp. 257-303.

areas, locales, populations and sectors thereof, not highly impacted by earlier disarticulating historical forces. Globalization disarticulates by progressively weakening the ability of national, regional, and local decision-makers to determine how and for what purposes the resources at their command will be used. Globalization does for today's developing countries what the colonial patronage alliances of commercial interests (largely foreign) with indigenous political authorities did to earlier societies. Moreover, present-day globalization, the vehicle channeling a flawed pattern of development, destabilizes the dynamism of desire still operative in many sites. It does this by propagating images which represent individual entry into the universe of mass consumption as the necessary pathway to fulfillment or 'human flourishing', the term favored by contemporary philosophers when speaking of 'development'.

With the coming of dense globalization the language of development changes: it no longer declares that benefits will trickle down, but that a rising tide will raise all ships. On the contrary, however, what large numbers of losers experience is that a rising tide sinks small ships. In addition, globalization heightens the vulnerability of national economies to external shocks. It was thanks to the cycle of economic globalization extending over several decades prior to the Great Crash of 1929 in the US,⁶⁵ that European nations found themselves excessively vulnerable to external financial shocks. Their policy responses to the crash, added to speculative excesses which had been an important cause of the US banking collapse, quickly produced a worldwide depression.

As a result of the spread of globalization, inequalities and poverty become increasingly intolerable. Not surprisingly, therefore, because it is perceived as the vehicle of unequal development, globalization becomes the target of ethical and political protest.

Seven

Development failed to deliver its promised benefits to the many because, after 1989, market competition was adopted, *de facto* if not always *de jure*, as the organizing principle of life in society in the world's leading economies, while being glorified as the unique and necessary pathway to development for all national societies to follow. Fifty years ago the sociolo-

⁶⁵ John Kenneth Galbraith, *The Great Crash*, Boston/New York: Houghton Mifflin Company, 1997.

gist Karl Mannheim posed a critical distinction between competition as 'the *organizing principle* of the social structure' and as 'a *social mechanism* to serve desirable ends'. Competition and cooperation have both existed in all societies, he recalls. 'But in speaking of the capitalist phase of rugged individualism and competition, we think of an all-pervasive structural principle of social organization'. Present-day globalization seemingly operates on the principle of rugged corporativism and competition as an organizing principle. When it functions among unequals competition works destructively. Mannheim insists that 'it is fallacious to suggest that beneficial effects exist in present-day society governed by competition among unequals'. When in play among equals, he adds, competition 'makes the individual self-reliant, independent, freedom-loving'. When, however, it is among unequals, competition 'no longer fosters independence and self-reliance... and evokes resentment among the victims of the struggle'.⁶⁶

In a world marked by rising inequalities market competition ought to be employed, not as the organizing principle of economic exchanges, but as a social mechanism to promote innovation, comprehensive social efficiency and development. It can serve as a beneficent social mechanism only if its vehicle of diffusion, globalization, is subjected to adequate governance. And adequate governance, as the political theorist Fred Dallmayr insists, requires that global policy-making 'rely on the broadest participation on a global scale... in a society marked by 'significant injustice' and inequality, democratic politics will inevitably be 'a process of struggle', that is, a process of 'communicative engagement of citizens with one another'.⁶⁷

Eight

Globalization diffuses the inequalities induced by development by concentrating benefits and excluding from sharing in them nations, regions, economic agents, and populations which do not shape their policy goals and behavior in support of globalization's own dominant values: the primacy of market stimuli, positing material gain as the central constituent of the good life and the good society, and embracing technology's tendency to

⁶⁶ Karl Mannheim, *Freedom, Power and Democratic Planning*, London: Routledge and Kegan Paul, Ltd., 1951, pp. 191, 194.

⁶⁷ Fred Dallmayr, 'Globalization and Inequality: A Plea for Cosmopolitan Justice,' in *Dialogue Among Civilizations: Some Exemplary Voices*, New York: Palgrave/St. Martin's Press, forthcoming 2002.

impose itself independently of larger purposes the 'technological imperative'. Not that the technological imperative is traceable to anything intrinsic to technology, but rather to the inversion of means and ends wrought by the prevailing development model. Economic growth, an indispensable means to reaching human development, is pursued as an end. Similarly technology, meant to serve human purposes, is pursued independently of those purposes as though it were an end in itself. It is not that technology is fully deterministic but rather, as Jacques Ellul frequently noted, that it operates powerfully in the direction of determinism.⁶⁸

Nine

The main ideological and programmatic dividing line on globalization lies between: a) those who seek to extend globalization to today's 'losers' by transforming (some of) them into competitively successful players in the globalization game, in the hope of reducing poverty without fundamentally changing the dominant pattern of globalization, through the adoption of compensatory social policies; and b) those who seek 'another globalization' to serve as the vehicle of 'another development' and who view the priority assigned by the World Bank and the UNDP to anti-poverty strategy to be a palliative solution which will not remove great inequalities, judged by them to be intrinsically incompatible with sound human development.

As I have argued in a recent essay 'development does not deliver economic well-being to all nations and peoples: in its distribution of benefits, it is not just. After 50 years of our viewing development as the crowning achievement of economics, the question of a just economy has merged into the question of attainable development. For those who reap the benefits of development, the issue is sustainability. For others, far more numerous, it is attainability. For others still, victims of de-industrialization and downsizing, the quest for development takes the form of recovering economic viability'.⁶⁹

Ten

Out of the confrontation between the two globalization camps there now emerges, however tentatively, an incipient mutual acknowledgment,

⁶⁸ These comments draw on Denis Goulet, *The Uncertain Promise*, p. 25.

⁶⁹ Denis Goulet, 'What is a Just Economy in a Globalized World?' *International Journal of Social Economics*, Vol. 29, 1-2, 2002, p. 10.

still conflictual and heavily charged with suspicion on both sides. Each side, however, may come to see the necessity of coming to negotiate jointly the terms of 'another globalization'. Successful negotiation would entail that the 'establishment' side abandon its long-favored co-optation strategies and that the opposition eliminate its deeply-rooted tendency to insist on making absolute demands, which it frequently lacks the effective power to impose in arenas of negotiation. One sign that movement toward such co-negotiation may become possible in wider domains related to globalization is found in the relative success enjoyed by 'jubilee campaigns' on behalf of Third World debt relief conducted under the aegis of broad coalitions of NGOs, religious groups, and other civil society actors in the year 2000. Another sign pointing to the possibility of co-negotiation is the practical lesson learned by highly diverse actors engaged in the collaborative study on large dams in the world and their impact on people and on environments conducted by The World Commission on Dams. The Commission gathered under its wing representatives of engineering firms engaged in building dams, international financing agencies, national governments, NGOs, popular protest movements, research institutes, and universities. Its report has generated ample controversy and on-going debates as to the desirability and feasibility of its recommendations. These emphasize, *inter alia*, widespread resort to non-elite participation in decision-making. The important point here is that, notwithstanding disagreements and controversy, governments, business organizations, and international agencies are taking the Commission's findings and recommendations seriously. This suggests that new models of diagnostic and evaluative research and policy recommendation reached by developmental agents with diverse interests and priorities – business firms, international agencies, civil society protest movements, advocacy groups on behalf of economic justice and environmental responsibility – may become possible.

The World Commission on Dams report is sub-titled 'A New Framework for Decision-Making'.⁷⁰ This is the most vital issue in the 'Globalization-Another Globalization' debate. Will decision-making and rule-setting on global matters remain secretive, elitist, and supportive of business profit over human development, or can decision-making and rule-setting become transparent, participatory, and supportive of human development?

⁷⁰ *Dams and Development, A New Framework for Decision-making*, The Report of the World Commission on Dams, London and Sterling, Virginia: Earthscan Publications, Ltd., 2000.

LA SUBVERSIÓN DE LA POBREZA

BELISARIO BETANCUR

La globalización, definida como la integración creciente de los mercados de bienes, servicios, tecnología e inversiones, es una de las fuerzas más poderosas del mundo contemporáneo, que está transformando la vida de los habitantes del planeta.

En estos comentarios, escritos desde América Latina, el continente de mayor dimensión católica, se tratará de aportar algunas experiencias sobre temas como la relación entre el proceso de globalización y la distribución del ingreso a escala mundial y nacional; la relación existente entre la globalización y la pobreza; qué pueden hacer los países en desarrollo para maximizar los beneficios y minimizar los costos de los procesos de globalización, habida cuenta de que, por ejemplo, una de sus herramientas como son las privatizaciones, en general ha tenido efectos negativos sobre los sectores pobres de la población, como lo observara acusatoriamente el profesor Joseph Stiglitz, Nobel de economía, en ensayo publicado en la primera semana de enero de 2002, en *L'Avvenire*.

I. *Globalización y distribución*

Ha escrito el profesor Malinvaud, que el conocimiento en la disciplina de la economía, surge de un proceso lento de acumulación de evidencias y de interpretación de resultados. En consecuencia, para entender la globalización es indispensable tener en cuenta la perspectiva histórica.

La globalización no es un fenómeno nuevo: la economía internacional tuvo un auge en términos de comercio e inversión entre 1870 y 1914. Sin embargo, como lo indicó el economista latinoamericano Diego Pizano en

un simposio sobre la globalización convocado por Gorbachev en 1997,¹ el proceso actual muestra varios ingredientes que lo diferencian del anterior: en primer término, la integración que se registró a finales del siglo XIX tuvo lugar especialmente entre países de altos ingresos; los países en desarrollo comenzaron a integrarse a la economía mundial mediante la exportación de productos primarios y en algunos casos recibieron inversión extranjera en el área de infraestructura (ferrocarriles, por ejemplo), pero su participación fue secundaria. Hoy en día los países en desarrollo representan el 85% de la población del mundo y generan el 21% del producto bruto, en términos de dólares corrientes; lo cual no quiere decir que tales países se hayan integrado en forma exitosa a la economía mundial; pero es claro que en el proceso actual hay más participantes.

En segundo término, la división internacional del trabajo se ha venido modificando: los países en desarrollo eran, hasta hace unas pocas décadas, exportadores exclusivos de materias primas. Ahora el 50% de las exportaciones de tales países está representado por productos manufacturados y servicios: la industria del 'software' ha tenido un auge impresionante en la India; en el caso de América Latina, el Brasil es uno de los mayores vendedores de aviones comerciales en el mercado de los Estados Unidos; Costa Rica se ha convertido en gran exportador de componentes para computadores por su asociación con la empresa Intel; Colombia está exportando automóviles al mercado andino y ha vendido termoeléctricas en los países del Caribe. Otra gran diferencia tiene que ver con el mercado del trabajo a escala internacional, pues a finales del siglo XIX y a comienzos del siglo XX, existían menos obstáculos para la migración, que cuando millones de europeos se desplazaron a las Américas. Ahora vemos estrictas leyes de inmigración en numerosos países, especialmente para la mano de obra menos calificada.

En cuarto lugar, la revolución de la informática y de las comunicaciones, ha acelerado el cambio tecnológico y ha impulsado en forma significativa los flujos de capital alrededor del planeta. Trillones de dólares se mueven en forma electrónica alrededor del mundo cada semana en los mercados financieros de moneda extranjera y de inversión. Los posibles impactos desestabilizadores de estos flujos son ahora más importantes, como se vio en la crisis asiática de 1997.

¹ Pizano, Diego, "Globalization: a Latin American Perspective". Remarks at the Gorbachev Conference on the Global Economy". Boston, Northeastern University, December 15th, 1997.

II. *El impacto en el ingreso*

Qué se puede decir del impacto de este nuevo proceso sobre la distribución del ingreso a escala mundial y nacional?

El tema puede examinarse desde dos puntos de vista: la distribución del ingreso entre naciones y la distribución entre individuos.

La evidencia entre naciones indica que la brecha entre los países de altos ingresos y los países en desarrollo, ha seguido aumentando. En 1960 el ingreso per cápita de los 20 países más ricos, era 18 veces el de los países más pobres (Banco Mundial, dólares de poder adquisitivo equivalente). A finales del siglo pasado esta brecha era más del doble, es decir el ingreso per capita del primer grupo de países superaba en cerca de 38 veces el de los países del segundo grupo.

En el plano de las personas, el tema se ve en otra forma. Un estudio reciente del profesor Francois Bourgignon² de la Universidad de París, muestra estas cifras: de 1870 a 1970, la distribución del ingreso entre personas, en el plano mundial, se deterioró en el sentido de que se registró un proceso de concentración. A partir de 1970 esta tendencia cambia de dirección y se comienza a observar un proceso de desconcentración.³ Esto tiene que ver con la exitosa integración de los dos países más poblados del planeta, la China y la India. En los últimos 25 años tales países, cuya población está cerca del 38% de la mundial, decidieron integrarse a la economía internacional y han alcanzado tasas muy dinámicas de crecimiento, que se reflejan en la disminución de los índices de pobreza. El Banco Mundial estima que más de doscientos millones de personas han logrado salir de la pobreza absoluta en esos dos países: tales resultados son positivos pero no debe perderse de vista que otros países no han logrado índices similares y han quedado marginados.

El tema de la distribución del ingreso en el plano nacional tampoco es sencillo, porque depende de gran cantidad de factores, entre ellos la cobertura y la calidad de la educación, el cambio tecnológico, el ritmo de crecimiento económico, los programas sociales y de reducción de la pobreza, la estructura y el grado de flexibilidad del mercado laboral, la estabilidad macroeconómica, el nivel de corrupción, la existencia de conflictos inter-

² Bourgignon, Francois, and Christian Morrisson, "The Size Distribution of Income among World Citizens". University of Paris, 1999.

³ Dollar, David and Kraay, Arty, "Spreading the Wealth", Foreign Affairs, January/February, 2002.

nos y el funcionamiento de las instituciones políticas y jurídicas. Hay países, como Chile, que han mejorado los indicadores económicos y sociales mediante una buena inserción en la economía internacional. Otros países han registrado deterioros en su distribución del ingreso en la última década, pero tal fenómeno no puede explicarse como resultado directo de la globalización; la cual per se es ambivalente, pues alude a la economía pero también toca las instancias de la dignidad del ser humano.

III. *Las invasiones*

En este momento he de evocar una paradoja realista: un amigo mexicano sostiene que es desde la coyuntura desde donde se emigra; que la gente se moviliza desde la miseria, desde ese lugar donde nada hay para perder, hacia ese otro lugar donde algo se puede ganar. La carencia de satisfactores de las necesidades, ha puesto siempre a la humanidad en movimiento. La historia habla de invasiones para acumular poder, pero también de invasiones para sobrevivir. Los campos están vacíos y las ciudades están llenas; la migración del campo a la ciudad ha cambiado la cultura y con ella la economía se ha transformado. Las lealtades a la familia, a la religión y al partido político, que existían en el campo, no siempre sobreviven en la ciudad, arrolladas por nuevos ejemplos demostrados, a menos que encuentren sucedáneos que les ayuden a mantener la esencialidad de las lealtades anteriores.

La migración es uno de los mayores problemas del momento. Francia se colma de inmigrantes extracomunitarios; sucede lo mismo en España, Inglaterra, Italia, Alemania; algo similar les acontece a los norteamericanos con inmigrantes latinos y el tema es tan grave que ya hace parte de los repertorios electorales, como ocurrió en las elecciones de 1996 en Estados Unidos. Decían entonces que la migración hay que combatirla en el lugar mismo donde ella se origina y en los factores que la producen; que está bien cooperar con la macroeconomía y con la racionalidad económica, pero que no son ellas las que emigran sino esos incómodos seres de carne y hueso para los que es indispensable tener programas concretos que los contengan en las fronteras. En países asediados por la violencia de todo orden los desplazados son otra explosión de migrantes hacia adentro de sus territorios y hacia fuera de los mismos. Es, en definitiva, la subversión de la pobreza.

En esa subversión de la pobreza, aparecen, como primeras víctimas la familia y el empleo.

IV. *La globalización regresiva*

¿Cómo se ha comportado la globalización?

La socióloga Elena Martínez, directora del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo en América Latina y el Caribe, pintaba recientemente un cuadro tétrico. La globalización, decía, implica un cambio en la distribución mundial del trabajo, un rebarajar de las ventajas comparativas, donde los nuevos países exportadores crecen más que los nuevos importadores. América Latina hizo la apertura hacia adentro, la apertura que vino desde afuera, la que se resume en el “Consenso de Washington” (o si no ¿cómo explicar que 19 países tan distintos y aislados hubieran emprendido el mismo camino al mismo tiempo?). En América Latina hicimos la apertura importadora, la apertura suficiente para seguir viviendo en la aldea global, pero no hicimos la apertura hacia afuera, la necesaria para mejorar nuestra posición competitiva en el nuevo concierto internacional. Sin la reforma comercial, financiera y fiscal, seríamos el patio feo de las agencias calificadoras de riesgo que hoy deciden la suerte de todos los países. Pero, aún con reformas, nuestras exportaciones hacia el Norte siguen siendo pocas y poco sofisticadas.

Una revisión de la evidencia empírica concluye que el impacto directo de las reformas *fue regresivo, y además pequeño y poco importante, pues cada reforma tuvo un efecto distinto*. Así que, para abreviar, también aquí las reformas son menos criticables por lo que hicieron: no hicieron mejorar la muy mala distribución del ingreso, no hicieron que creyéramos al ritmo suficiente para disminuir en serio la pobreza, ni sobre todo, hicieron lo bastante para evitar la crisis del empleo.

Cualesquiera hayan sido el intento y el impacto específico de las reformas, la situación real de muchos latinoamericanos no es hoy la mejor, sino peor que la de hace unos años: el desempleo, el miedo al desempleo en medio de la revolución tecnológica, y el desmonte reciente del gasto social, son las razones más obvias de este pesimismo renacido.

V. *El caso de Colombia*

Colombia, mi país, de 42 millones de habitantes y con territorio similar a la suma del área de Francia, Reino Unido y Alemania, experimentó un mejoramiento de la distribución del ingreso entre 1950 y 1990. En la última década dicha tendencia se frenó por el aumento del desempleo y por la disminución del ritmo de crecimiento económico. Entre 1950 y 1990 la eco-

nomía creció a una tasa acumulativa del orden de 4.5% anual. El crecimiento se desaceleró un tanto en la década de los ochentas, pero fue el único país latinoamericano que registró crecimiento positivo y que no tuvo que reestructurar su deuda en la *llamada década perdida del desarrollo*.

En la década de los noventa, el crecimiento fue solamente del 2.8% como promedio anual. Cuáles son las principales causas de esta fuerte desaceleración? La evidencia indica que el auge del narcotráfico y de la criminalidad, ha tenido un altísimo costo desde todo punto de vista. El tráfico de drogas ha sido el principal combustible de la violencia en Colombia en los últimos 15 años y esto ha creado muy serias distorsiones en la economía. Un estudio del economista Roberto Steiner⁴ de la Universidad de los Andes en Colombia, muestra cómo el costo de la violencia puede haber sido entre 2.5 y 3.5 puntos del PIB por año. Otro documento reciente preparado por el economista colombiano Mauricio Cárdenas⁵ para el Centro de Desarrollo Internacional de la Universidad de Harvard, encuentra que se ha registrado un descenso en la tasa de crecimiento de la productividad en Colombia y que tal hecho está asociado al aumento de la criminalidad. Este factor es un componente esencial de cualquier intento de explicación sobre la pérdida de dinamismo en la economía colombiana. Es visible que no se trata del único factor. Otro elemento es la aparición de serios desequilibrios macroeconómicos entre 1993 y 1997: el gasto público tuvo entonces una expansión acelerada y esto se tradujo en una revaluación que debilitó la competitividad de la economía, lo que condujo a la pérdida de muchos empleos en la industria y la agricultura.

Otro factor negativo es la crisis mundial del café: la economía se ha diversificado hasta el punto de que el café solo representa el 10-11% de las exportaciones totales, cuando hace 30 años generaba el 80% de las divisas extranjeras. Sin embargo, el sector genera más de un millón de empleos y en los 550 municipios cafeteros que cubren buena parte de la geografía del país, habitan cuatro millones de personas. En 1989 se produjo el colapso del Acuerdo Internacional de Londres, instrumento que logró durante muchos años equilibrar las relaciones entre los países productores y los

⁴ Steiner, Roberto and Corchuelo, Alejandra, "Economic and Institutional Repercussions of the Drug Trade in Colombia". CEDE-Universidad de los Andes, Bogotá, December, 1999.

⁵ Cárdenas, Mauricio, "Economic Growth in Colombia: A Reversal of 'Fortune?'" Center for International Development, Harvard University, Working Paper No. 83 December 2001.

consumidores. Cuando operaba ese Pacto, las ventas del café al consumidor final eran del orden de los 30 mil millones de dólares anuales; de esta suma, los países productores obtenían aproximadamente el 30%, es decir una cifra del orden de los 10 mil millones de dólares anuales. Ahora las ventas al consumidor final se estiman en 55-57 mil millones de dólares y los países productores en el año 2001 solo obtuvieron 5700 millones de dólares, es decir menos del 10%.

¿Cómo explicar este resultado? Existen varias hipótesis: (i) El comercio y el procesamiento industrial del grano están altamente concentrados y grandes firmas transnacionales han aprovechado su poder oligopónico. (ii) La reducción del precio de la materia prima no se ha transferido a los consumidores finales y una buena parte del excedente se ha quedado en la cadena de intermediarios.

Es evidente, pues, que en el funcionamiento de estos mercados de productos básicos, existen imperfecciones que dificultan la lucha contra la pobreza en los países en desarrollo.

Otro aspecto de la mayor importancia es la inversión en capital humano. Colombia ha venido mejorando en forma gradual la cobertura y la calidad de su sistema educativo; y en algunos aspectos, los avances son importantes. Empero, en el contexto internacional estos logros educativos son inferiores a los registrados por los países del sureste asiático. Para acelerar el crecimiento de la productividad, para alcanzar mayores niveles de empleo digno y para mejorar la distribución del ingreso, es indispensable aumentar la inversión en capital humano.

En síntesis, en el caso colombiano la disminución del crecimiento y el deterioro de la distribución, tienen que ver con variables como el aumento de la criminalidad y el manejo macroeconómico entre 1993 y 1997. A partir de 1998 mi país ha venido aplicando un programa serio de ajuste macroeconómico y se están sentando las bases para la recuperación del crecimiento. Así y todo, el costo del conflicto interno sigue siendo elevado. Los factores externos también han jugado un papel importante, especialmente la crisis cafetera mundial.

Se podría argumentar que la globalización ha estimulado el auge del narcotráfico y esto tiene un elemento de verdad, ya que es claro que el crimen se ha vuelto cada vez más transnacional pues aprovecha las nuevas tecnologías y el mundo sin fronteras. El punto que debe ser resaltado, es el de que la distribución del ingreso depende tanto de factores internos como externos: por eso no es sencillo establecer una relación simple de causalidad entre la globalización, la distribución y la pobreza.

VI. *Beneficios y costos*

¿Qué se puede decir de la globalización y la pobreza?

La evidencia muestra que aquellos países que se insertan en forma positiva en la economía internacional, aceleran su tasa de crecimiento y han logrado reducir la incidencia de la pobreza. Lo contrario también es cierto aquellos países que se han aislado y no han sabido aprovechar las ventajas de la globalización, enfrentan un preocupante proceso de marginalización. El gran reto que tiene la comunidad internacional es el de asegurar que todos los países puedan derivar mayores beneficios que costos, de la globalización. Es decir, mirar los comportamientos éticos que ella debe conllevar. Y mirar a fondo las posibilidades de una globalización alternativa acompañada, tal como la ha enunciado el economista español Joaquín Estefanía en un dialéctico libro de reciente aparición: *¿Hija, qué es la globalización?*

La experiencia en países como Korea, la India y China, demuestra que la globalización ofrece grandes oportunidades para acelerar el crecimiento económico. Al mismo tiempo, es claro que el proceso tiene también grandes riesgos, aquellos derivados de la gran volatilidad de los flujos de capital de corto plazo, la marginalización y la homogenización cultural, según lo señalaba Michael Camdessus hace algún tiempo.

¿Qué pueden hacer los países en desarrollo y la comunidad internacional para maximizar los beneficios y minimizar los costos?

En primer lugar, es claro que a nivel interno se requieren políticas macroeconómicas y políticas de desarrollo, sólidas y coherentes. Los desequilibrios fiscales y las altas tasas de inflación afectan de manera desproporcionada a los grupos de bajos ingresos. Los países tienen que crear condiciones para que la inversión privada (nacional y extranjera) conduzca a mayores tasas de crecimiento. Los sistemas políticos y judiciales deben también reforzarse, ya que es obvio que en un clima de corrupción e impunidad no funcionan los programas de desarrollo. Los Estados tienen que volverse más eficientes y deben concentrar sus acciones en actividades fundamentales como la justicia, la provisión de servicios básicos en campos como salud y educación. Las reformas en el plano interno son esenciales para evitar la marginalización, pero requieren de cambios a nivel externo.

En el frente internacional, los países en desarrollo requieren un mejoramiento sustancial del acceso a los mercados de los países de altos ingresos. El comercio agrícola mundial continúa muy distorsionado: los países del Norte están dedicando mil millones de dólares diarios para sostener subsidios a sus agricultores, lo cual causa enormes perjuicios a millones de

agricultores pobres en los países en desarrollo. Al mismo tiempo, el comercio agrícola está sujeto a todo tipo de restricciones lo cual genera grandes pérdidas para la población más pobre de estos países. No hay que olvidar que el 63% de los pobres a escala mundial, vive en el sector rural.

El proteccionismo de los países de altos ingresos, afecta en forma negativa las perspectivas de los países pobres y no solamente en el caso de la agricultura, sino también en sectores industriales, como es el caso de los textiles y ahora del acero: allí el comercio está muy lejos de ser libre.

Más de mil millones de personas en el planeta, tienen que subsistir con menos de un dólar por día. Otros tres mil millones de personas viven con menos de dos dólares por día. Estos grupos de población son muy vulnerables en diversos aspectos (salud, educación, vivienda) y tienen poco margen de acción para ejercer sus libertades. En el siglo XX el ingreso per capita de los países en desarrollo aumentó en más del 500%, la expectativa de vida se duplicó y la mortalidad infantil descendió en un 50%. Todos estos son logros significativos e importantes. No obstante, los niveles de pobreza continúan siendo altos y reducirlos constituye uno de los más grandes retos de la humanidad, según se ha visto en la cumbre de Monterrey, México. En efecto, allí los líderes de numerosas naciones del Norte y el Sur, acordaron reducir la pobreza mundial en un 50% en el período comprendido entre el año 2000 y el 2015. Esta meta requiere doblar los niveles de ayuda externa, como lo ha recordado Kofi Annan en un reciente artículo publicado en el *The New York Times*.⁶

Con esto no quiero afirmar que cualquier tipo de ayuda externa sea benéfica. Se requiere naturalmente contar con programas bien estructurados y es necesario focalizar los recursos para mejorar las posibilidades de los más pobres y para elevar la competitividad de sus economías. Las inversiones en la infraestructura de transportes y de comunicaciones, son básicas para comenzar a reducir la llamada brecha digital y para reforzar los niveles de formación de capital humano. Se deben adoptar políticas para incorporar a los jóvenes a la fuerza laboral: los jóvenes constituyen un recurso muy valioso de toda nación, como lo indicaba Su Santidad Juan Pablo II en su intervención ante esta Academia en 1999.

VII. *La identidad cultural*

El tema asociado a la alta volatilidad de los flujos de capital no es sencillo. En el seminario convocado por el expresidente Gorbachev sobre la

⁶ Annan, Kofi A., "Trade and Aid in a Changed World". *The New York Times*, March 19, 2002.

globalización, el profesor James Tobin (Premio Nobel de Economía, quien falleció hace pocas semanas) vaciló en recomendar su propia fórmula. Este distinguido profesor propuso hace varios años crear un impuesto a las transacciones financieras internacionales, con el propósito de disminuir los flujos de tipo especulativo. Países como Chile y Colombia han aplicado controles al endeudamiento externo de corto plazo, para atenuar el potencial desestabilizador de este tipo de recursos. Los estudios adelantados sobre la efectividad de este sistema muestran que el endeudamiento se encarece pero los flujos de capitales son menos volátiles, siempre y cuando estemos hablando de economías sólidas con sistemas financieros bien capitalizados y bien regulados. El profesor Tobin estaba consciente de que en el caso de movimientos especulativos de gran magnitud, el impuesto a las transacciones tendría que ser muy grande y esto podría tener costos excesivos. En esa reunión manifestó que se requeriría estudiar muy cuidadosamente el diseño del *impuesto 'Tobin'* para evitar efectos indeseables. En este frente se ha aprendido una lección clara, en el sentido de que no es conveniente liberalizar la cuenta de capital en forma plena si no se tiene una economía sólida, manejada con políticas consistentes y coherentes.

Otro aspecto que no se debe ignorar es el de la necesidad de incorporar a los países en desarrollo en forma más activa en el diseño de las reglas de juego con que opera la economía mundial. Como lo señaló el profesor Stiglitz en la Conferencia Cafetera Mundial⁷ de Londres en mayo de 2001, estos países, que representan al 85% de la población mundial, no tienen una representación adecuada en organismos claves como la Organización Mundial del Comercio, el Banco Mundial y el Fondo Monetario Internacional. Por cierto, es oportuno recordar que algunas de las reformas económicas sostenidas por el Fondo Monetario, por la Reserva Federal de los Estados Unidos y por el Banco Mundial, según Stiglitz, han aumentado la vulnerabilidad de los propios países a los cuales se les impusieron tales medidas como prerequisite de las ayudas.

El tema de la homogenización cultural es de la mayor importancia. La globalización debe respetar las distintas culturas y civilizaciones. Japón ha mostrado cómo un país se puede modernizar mediante la adopción de técnicas desarrolladas en occidente, pero sin perder su identidad cultural. La implantación de una cultura única universal no debe ser el objetivo del pro-

⁷ Stiglitz, Joseph, "Globalization and Developing Countries", Documento presentado en The World Coffee Conference, London, May 18, 2001.

ceso ni tiene que serlo. Por el contrario, muchos grupos humanos están buscando su identidad en sus raíces locales y en la valoración de su literatura, su poesía, su música, su arte y su religión.

Es conveniente repetir que tal es el caso de la Comunidad Iberoamericana de Naciones recomendada por Su Santidad en la República Dominicana, como la primera comunidad católica. Y que los latinoamericanos estamos en la sala de espera de la justicia social que llegue desde los países desarrollados, ahora cuando celebramos los primeros 150 años del encuentro integrador entre Bolívar y San Martín en Guayaquil.

PART II

GLOBALISATION AND INTERNATIONAL
INEQUALITIES: CHANGING
NORTH-SOUTH RELATIONS

GAPS AND POVERTY IN THE LONG RUN

JUAN J. LLACH

Foreword

Coinciding with the so called new wave of globalization of the nineties and, more recently, with the growing and stronger criticisms to it, the question about the gap between poor and rich nations has gained momentum once again. At the same time, new databases with broad geographic and historical coverage have been published.¹ In this paper, this new evidence is analyzed in order to put some clarity on this very important issue. Most of the data dealt with here refers to the income level of countries, not of persons, and it is measured, as usual, by the gross domestic product per capita (GDPpc). After this introduction, the paper is divided into five sections. The first of them emphasizes that the divergence between rich and poor countries coincided with the eve of modern economic growth. This divergence, of course, does not imply per se an increase in absolute poverty. Since these are two very different phenomena, the second section shows some evidence on the evolution of absolute poverty. The third part of the paper briefly refers to the academic discussion and offers some additional evidence about the hypothesis of the (really elusive) convergence between rich and poor countries, both in a long historical perspective and in a medium term analysis of the effects of globalization on convergence. The fourth section departs from the analysis at the country level and shows some very preliminary evidence about the distribution of personal world income. Finally, some hypotheses about possible explanations of the lack of convergence between rich and poor countries are presented as conclusions of this paper.

¹ A special mention deserves the book by Angus Maddison, *The World Economy. A Millennial Perspective* (OECD, 2001), on which most of the elaborations of this paper are based.

1. WHEN EVERYTHING BEGAN: THE EVE OF ECONOMIC GROWTH AND DIVERGENCE

Tables 1 and 2 speak almost by themselves, even taking into account that estimates previous to 1820 do not have the same precision as afterwards.² Up to the industrial revolution, economic growth was almost nil and, at the same time, the dispersion of the GDPpc of the main regions and countries was minimal. Even in Northern Europe, the faster growing region, economic growth until 1700 was 0,1% per year, what implies 694 years to duplicate the original level, and between 1700 and 1820 the annual growth rate was only 0,2%, implying yet 347 years to double the original level. Only in the transition between the XIXth and the XXth centuries economic growth got rates high enough to allow people to clearly perceive that their income level was growing significantly during their life span. With the exception of Africa and Asia (excluding Japan) all the other regions of the world and most of their component countries had in 1913 at least doubled the GDPpc during the previous century. Finally, between 1913 and 1973 most of the regions shown in Table 1 had their GDPpc at least tripled, while Africa and Asia (excluding Japan) had doubled them.

On the other hand, as it can be more clearly seen in Table 2, levels of living in the main regions and countries were basically the same until the year 1000. Afterwards, the scope of regional GDPpc began to widen.³ This process was initially very gradual. Comparing extremes, Northern Europe and Africa, the scope widened to 2 in 1700 and to 3 in 1820. Only around 1870 the scope reached almost 6 and the income distribution among countries began to be more uneven than inside countries.

² More than that, those estimates could be misleading. Consider just the following puzzle: what price are gothic cathedrals or Michelangelo paintings and sculptures valued, considering that five hundreds years after they still generate important income to their owners?

³ Without implying causality, it is however very clear that the eve of divergence coincided with the modern European expansion and colonization process, around the XVth century.

Table 1. WHEN EVERYTHING BEGAN (1): THE EVE OF ECONOMIC GROWTH
GDP pc, major regions, 0-1998, international US\$ dollars

Reg/Year	0	1000	1500	1700	1820	1870	1913	1950	1973	1998
N Europe	450	400	796	1056	1270	2086	3688	5013	12159	18742
S Europe	450	400	597	790	923	1146	1780	2334	7899	16262
E Europe	400	400	462	566	636	871	1527	2120	4985	5461
F USSR	400	400	500	611	689	943	1488	2834	6058	3893
NAm-Oc	400	400	400	473	1201	2431	5257	9288	16172	26146
Lat Amer	400	400	416	529	665	698	1511	2554	4531	5795
Japan	400	425	500	570	669	737	1387	1926	11439	20413
Asia exJ	450	450	572	571	575	543	640	635	1231	2936
Africa	425	416	400	400	418	444	585	852	1365	1368
World	444	435	565	593	667	867	1510	2114	4104	5709
World Growth Rate	...	(0.0..)	0.01	0.0..	0.01	0.5	1.3	0.9	2.9	1.3

Notes: Reg, Region; NEurope, Northern Europe; SEurope, Southern Europe; EEurope, Eastern Europe; F USSR, Former USSR; NAm-Oc, North America and Oceania; LatAmer, Latin America; Asia exJ, Asia excluding Japan. Source: Maddison (2001), Appendix B, p. 264.

Table 2. WHEN EVERYTHING BEGAN (2): THE EVE OF DIVERGENCE
GDP pc, major regions, 0-1998, relative to Northern Europe (=100)

Reg/Year	0	1000	1500	1700	1820	1870	1913	1950	1973	1998
N Europe	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
S Europe	100	100	75	75	73	55	48	47	65	87
E Europe	400	100	58	54	50	42	41	42	41	29
F USSR	89	100	63	58	54	45	40	57	50	21
NAm-Oc	89	100	50	45	95	117	143	185	133	140
Lat Amer	89	100	52	50	52	34	41	51	37	31
Japan	89	106	63	54	53	35	38	38	94	109
Asia exJ	100	113	72	54	45	26	17	13	10	16
Africa	94	104	50	38	33	21	16	17	11	7
World	99	109	71	56	53	42	41	42	34	31

Source: derived from Maddison (2001), Appendix B, p. 264.

The main conclusion of these tables is very clear: the eve of income divergence among countries coincided with the beginning of modern economic growth. Although this does not imply causality, it seems that the very idea of modern economic growth is inseparable from the fact of divergence between rich and poor regions or countries.

2. DO POOR COUNTRIES GET POORER AND POORER?

As it has been said, economic divergence does not imply per se an increase in absolute poverty. At the regional level, periods of absolute decrease in average income levels have been relatively rare, as can be seen in Table 3 (Appendix). Europe before year 1000, Asia between 1500 and 1870, Africa between 1000 and 1700 and the former USSR from 1973 to 1998, all of them by a narrow margin with the exception of the last one, are the only cases of economic decadence in absolute terms and, very probably, of increase in absolute poverty. However, when the analysis is done at the country level, much more periods of absolute poverty appear. At least 49 episodes of absolute fall in GDPpc lasting more than twenty years can be identified in the last 150 years. With one exception (new Zealand in the XIX century), all of them belong to Africa (25), Asia (16) and Latin America (7), and 41 of them last up to now. Similar conclusions can be obtained including periods that lasted sixteen years or more, reaching a total of 73 cases, 64 of them belonging to LDCs, and being the exceptions Australia in the last decade of XIXth century and seven European cases associated to the big depression during the thirties and to the World War II.

Additional information on absolute poverty is provided in Table 5. People from countries of the poorest decile were leaving in 1950 with an average income of 1990 US\$ 1.44 per day, perhaps below the subsistence level and almost 20% less than in 1913. It can be said, so, that during the period 1913-1950, and particularly 1930-1950, the rich were richer and richer and the poor were poorer and poorer. In the long run, the number of countries living both with less than 2 or 3 US\$ per day tended to disappear (Table 8, Statistical Appendix).

Table 5. PER DIEM. Average daily income per capita of countries placed on the two extremes of the distribution

	1913	1930	1950	1970	1990	2000
Dollars per day - Decil 1	\$ 1,78	\$ 1,81	\$ 1,44	\$ 2,12	\$ 2,94	\$ 3,91
% population decil 1	49,5%	48,2%	47,7%	48,3%	26,3%	27,7%
Dollars per day - Decil 10	\$ 14,44	\$ 15,78	\$ 23,68	\$ 40,10	\$ 56,54	\$ 67,14
% population decil 10	9,6%	10,4%	7,9%	9,8%	9,6%	6,4%

Source: based on Maddison (2001).

3. THE ELUSIVE CONVERGENCE

The discussion about long run convergence or divergence in national income levels has strongly reappeared in the last three lustrums, receiving since then more attention than ever. The theoretical push behind this discussion was that, according to the neoclassical model of economic growth revitalized since the pioneer paper by Solow (1956), national economies with different GDPpc should converge in the long run. In this model, the economy produces a single good with constant returns to scale and diminishing marginal productivity in the two factors of production, labor and capital. The rate of investment and the labor force growth are both *exogenous* to the model. By increasing the investment beyond the rate of population (labor force) growth, the capital-labor ratio will increase and, with it, the output. One of the testable hypotheses of the model is that of convergence: poorer countries will catch up with richer ones in terms of the level of per capita income or product. The reason of this trend to converge is that the only endogenous independent variable, i.e., capital per capita, is affected by decreasing returns in mature economies, giving place to higher capital investment in low income countries.

In the middle eighties, a group of theorists led by Paul Romer (1986) – following Arrow (1962) – became increasingly dissatisfied with the neoclassical model and began to build a different class of models in which the key determinants of growth are *endogenous* to them. That is typically the case of the rate of technical change, dependent on scientific advances and applications and characterized by knowledge externalities in research and development. Other endogenous models pay special attention to the role of human capital (Lucas, 1988). In most of these models there are increasing returns to scale in production. The endogenous growth theory, on the other hand, is based on the assumption that long run growth is based on economic incentives provided by the institutional and economic environment within which actors work. In the endogenous models, not only there is no reason for economic convergence between rich and poor countries; also divergence is the more probable outcome. As in the neoclassical model, the take off of the economic growth process has not a satisfactory explanation in these models either. But once the production of technological and human capital externalities begins, the prediction of endogenous models is divergence.

The hypothesis discussed so far is one of *absolute convergence* between poor and rich countries and it assumes that all economies have the same parameters, institutional, cultural, geographical or others. This is evidently not true, and for this reason the tests on convergence gradually changed to

testing *conditional convergence* of poor countries incomes, i.e., if the GDPpc of LDC converge or not to their own steady state. Although this approach is empirically more pertinent, it is at the same time much less relevant as a tool to assess or explain if poorer countries converge, and why.

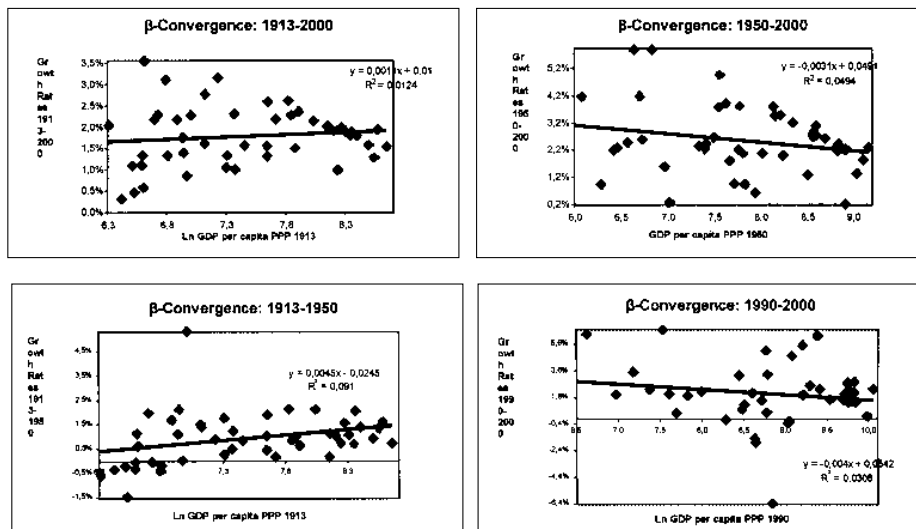
3.1. Pieces of Evidence

The evidence offered here is divided into two pieces. First, the analysis of what happened in the XXth century and, in the following section, the scrutiny of the association between globalization and convergence or divergence in different historical periods.

3.2.1. The Long Run

To assess the convergence hypothesis, the two more common synthetic measures of the literature on economic growth are used here.

Figure 1. THE POOR WILL NOT GROW FASTER
Correlation between GDP pc(t) and GDP growth (t+1) 1913-2000



Source: based on Maddison (2001).

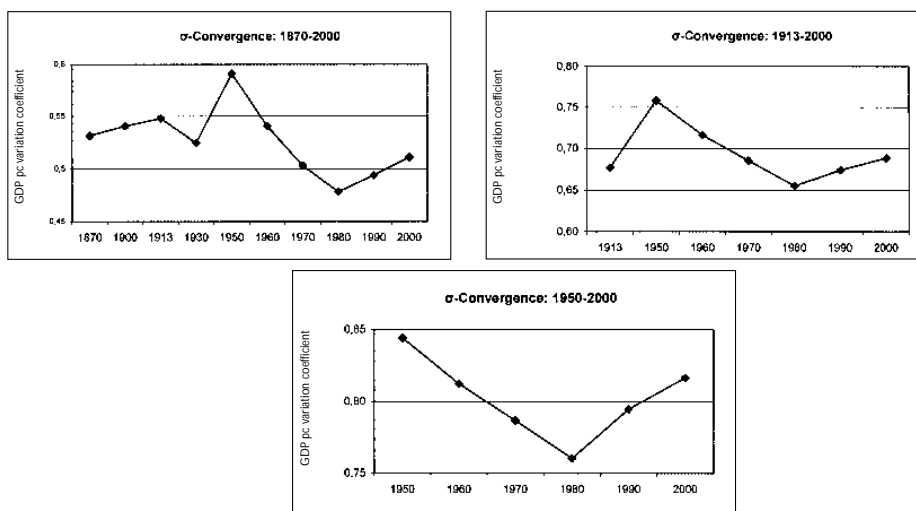
– β Convergence

The first one is β convergence, and it occurs when poor countries grow faster than rich ones. If this happened systematically the level of living of poor countries would converge with that of the rich ones in the long run. But, as it is clearly shown in Figure 1, it does not happen in any of the periods considered: 1913-2000; 1913-50; 1950-2000 and 1990-2000. There is no significant association between levels of GDPpc and growth rates while β convergence, on the contrary, implies that poor countries should grow faster, i.e., a negative association.

– σ Convergence

The second synthetic measure is σ convergence and it implies a reduction of different dispersion measures throughout time. The evidence shown in Figure 2 – in this case, the variation coefficient – is not conclusive. On the one hand, it is clear enough that there is not a long run increase in the dispersion. At the same time, it is also clear that there are convergence periods – 1913-1930 and 1950-1980 – and divergence periods like 1980-2000. Both of them will be further analyzed in section 3.2.2.

Figure 2. CONVERGENCE: NOT A BIG TIME
GDP pc variation coefficient 1870-200, 1913-2000, 1950-2000



Source: based on Maddison (2001).

– *Kernel density functions and the vanishing world middle class*

Another interesting piece of evidence regarding the temporal evolution of GDPpc in poor and rich countries arises from the shape of their distribution throughout time. Kernel density functions are a good device to do that and they are shown in Figure 3 (Statistical Appendix). At the beginning of the XXth century the distribution was unimodal and skewed to the left compared to the normal. This pattern remained basically the same until 1970 when it began a process of disappearance of the middle class of countries that ended in the year 2000 with a clearly bimodal distribution. This pattern resembles the typical biclassist structure of societies with an uneven income distribution and in which social mobility is pretty difficult.

– *Decilic rigidity*

That impression is confirmed in Figure 4 (Statistical Appendix). International social mobility was higher in the second part of the XXth century, but only a minority of countries changed their decilic position along the century, most of them moved just one decile – either upwards *or* down-

Table 6. SUCCESSES AND FAILURES
Countries that moved 2 deciles or more, quoted periods, 1870-2000

Periods	N Countries	2+ deciles up	2+ dec. down	Less than 2	2000 LDC Up	2000 LDC Down
1870-2000	31	7 (22.6%)	6 (19.4%)	18 (58.0%)	1 + 1 (a1)	2 (a2)
1900-2000	41	7 (17.1%)	7 (17.1%)	27 (65.8%)	2 + 1 (b1)	4 (b2)
1913-2000	47	9 (19.1%)	9 (19.1%)	29 (61.9%)	5 + 1 (c1)	7 (c2)
1950-2000(a)	56	6 (10.7%)	7 (12.5%)	43 (76.8%)	5 + 1 (d1)	5 (d2)
1950-2000(b)	76	11 (14.5%)	12 (15.8%)	53 (69.7%)	8 + 2 (e1)	10 (e2)

Notes. 2000 LDC: countries with less than US\$ ppp15.000 pc in year 2000. (a1) Venezuela, plus Ireland. (a2) Hungary and Russia. (b1) Korea and Thailand, plus Ireland. (b2) Argentina, Czechoslovak, Philippines and Russia. (c1) Brazil, Greece, Korea, Taiwan and Thailand, plus Ireland. (c2) Argentina, Bulgaria, Chile, Hungary, Philippines, Russia and South Africa. (d1) China, Korea, Portugal, Taiwan and Thailand, plus Ireland. (d2) Argentina, Ghana, Russia, South Africa and Venezuela. (e1) Botswana, China, Greece, Korea, Malaysia, Sri Lanka, Taiwan and Thailand, plus Hong Kong and Singapore. (e2) Argentina, Bolivia, Cuba, Côte d'Ivoire, Ghana, Nicaragua, Peru, Russia, South Africa, Venezuela. Elaborated on Maddison (2001).

wards – and a majority of those who moved belonged to the world middle class at the beginning of the century. Rigidity, on the contrary, looks typical of the extremes of the distribution.

A more detailed analysis of the same process is presented in Table 6. The basic conclusion of decilic rigidity still holds. Considering different periods and samples, only between 23% and 42% of the countries moved two deciles or more, either upwards or downwards. Countries that were less developed in 2000 had moved 2 or more deciles downwards at least with the same frequency as they had moved upwards. Success stories include Brazil, Greece, Korea, Taiwan and Thailand (plus Ireland) in 1913-2000 and Botswana, China, Greece, Korea, Malaysia, Sri Lanka, Taiwan and Thailand (plus Hong Kong and Singapore) in 1950-2000. Consequently, with the exceptions of Brazil and Botswana the implicit rule – and not irrelevant, as it will be seen – is that countries of Southern Europe and East Asia are the ones that showed a persistent trend of convergence.

– *More countries tend to β converge*

Since 1950, the number of countries that were β converging has increased (Table 7). While in 1950-2000 only 11 LDCs grew faster than DCs, in 1970-2000 they were 18 and in the last decade of XXth century they amounted to 23. At the same time, they were geographically more disperse. East Asia accounted 63.6% of the success stories in 1950-2000 but only 26.1% in 1990-2000. Of course, this “democratization” of faster growth is too recent to celebrate.⁴

3.2.2. *Waves of Globalization*

Instead of considering the long run analysis, this section concentrates on what happened during different periods of the globalization process. The data can be seen in Table 8 and it is divided into two different samples (Appendix). It is very clear that the less “global” period (1930-1950) was, at the same time, the one with higher increases in dispersion (s divergence), from 0.52 to 0.59 in sample A and from 0.65 to 0.76 in sample B. It is noteworthy that this increase in divergence occurred in spite of the economic disruptions caused by the world depression during the thirties and the World War II. Perhaps even more relevant, although the absolute income

⁴ As the recent crisis in Argentina and other South American countries reminds us.

Table 7. CONVERGING COUNTRIES

LDCs that grew faster than DCs. 1950-2000, 1970-2000, 1990-2000

Bold: three periods of faster growth. *Italics:* two periods of faster growth

1950-2000 (N=11)	1970-2000 (N=18)	1990-2000 (N=23)
Taiwan 6.0	Korea 6.8	China 6.7
Korea 6.0	Taiwan 6.0	(Ireland 6.2)
Botswana 5.3	(Singapore 5.6)	Taiwan 5.5
(Singapore 4.7)	Botswana 5.4	<i>Chile 5.1</i>
<i>(Hong Kong 4.7)</i>	China 5.1	Korea 4.7
Thailand 4.2	Malaysia 4.6	Malaysia 4.7
China 4.2	Thailand 4.6	(Singapore 4.5)
Portugal 3.9	<i>(Hong Kong 4.6)</i>	Argentina 4.4
Greece 3.7	(Ireland 4.3)	<i>Sri Lanka 3.9</i>
(Ireland 3.7)	Indonesia 3.2	Myanmar 3.8
Malaysia 3.3	<i>Sri Lanka 3.1</i>	<i>India 3.5</i>
DCs 2.8	<i>Egypt 3.1</i>	Botswana 3.4
...	Portugal 3.0	Poland 3.4
...	<i>India 2.5</i>	Thailand 3.3
...	<i>Pakistan 2.5</i>	<i>Uruguay 3.2</i>
...	<i>Chile 2.2</i>	Bangladesh 3.0
...	Greece 2.2	Portugal 2.5
...	<i>Uruguay 2.1</i>	<i>Pakistan 2.2</i>
...	DCs 2.0	Peru 2.1
...	DCs 2.0	Turkey 1.9
		<i>Egypt 1.9</i>
		Ghana 1.8
		Greece 1.8
		DCs 1.7

Source: derived from Maddison (2001).

distance between deciles 1 and 10 and between quintiles 1 and 5 increased permanently since 1870 or 1913, the quotient distance between them increased much faster between 1930 and 1950. They reached a peak in 1950 or 1970 depending on the measures and samples considered.

4. THE DISTRIBUTION OF WORLD INCOME

Since there are not reliable estimates of the world personal income distribution, some proxies to it are presented in this section.⁵ Figure 5 shows the distribution of the world population according to the GDPpc decile their countries belonged to in 1913 and 2000. Two are the main outcomes the figure shows. First, even when the concentration of population in the first decile decreased from almost 50% in 1913 to near 25% in 2000, this was basically due to the movement of China and Russia from decile 1 to decile 2, while the population concentrated in these two deciles considered together increased; (ii) as it was implied in section 3.2.1, the proportion of population in the middle deciles (4 to 7) decreased. Both facts are stressed in Table 10 below.

Another piece of evidence is shown in Table 9. The Gini coefficients presented there refer to countries' GDPpc.⁶ Considering the (smaller) sample of the period 1913-2000 the peak of inequality as measured by the Gini coefficient is located in 1950. Instead, when the (bigger) sample of the period 1950-2000 is considered, that peak is located in 2000, i.e., now. On the other hand, the Gini coefficients are higher than in the last sample. Both samples underline the fact that in the last decade the inequality in the distribution of (sample) world income, measured at the country level, has increased.

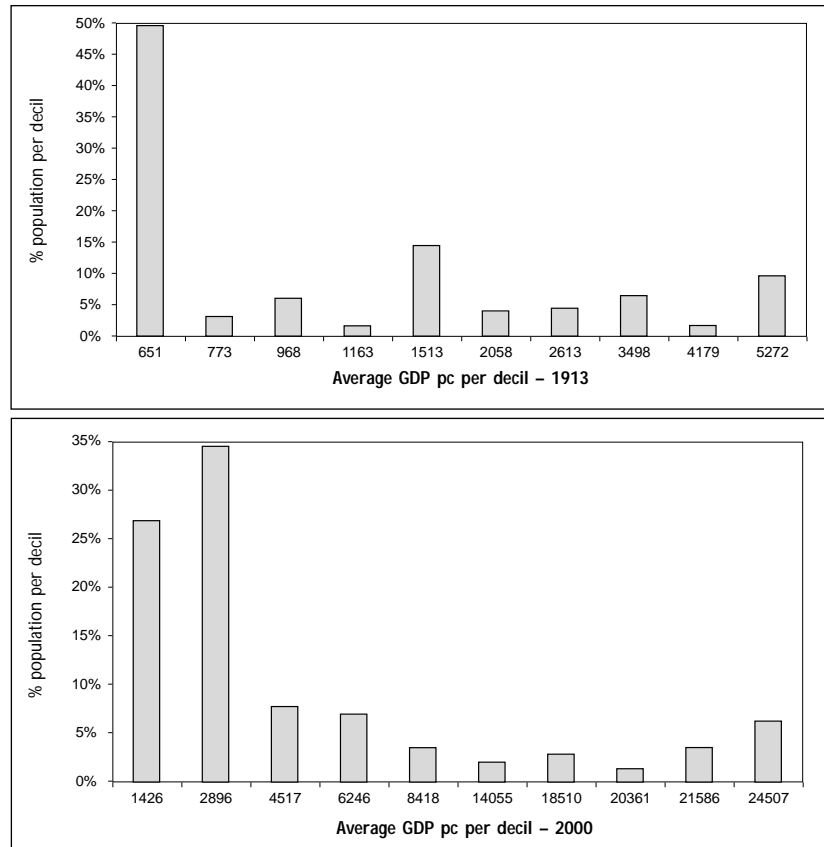
Some final evidences are shown in Table 10. Countries are assigned to deciles and quintiles according to their GDPpc. Some traits analyzed in former tables reappear here. Population appears much more concentrated in Q1 and Q2, and Q3 and Q4 are the ones that clearly lose population. In the period 1913-1950 inequality tends to increase. The first decile and the first two quintiles decrease their Y/P quotients (relationship between percentage

⁵ Dikhanov and Ward (1999) is the only source with such estimates, based on the (not very reliable) household surveys. According to them, the Gini coefficient increased from 0.631 in 1988 to 0.669 in 1993; the poorest decile participation decreased from 0.88 to 0.64 and the richest decile increased theirs from 48% to 52%.

⁶ The Gini coefficient is a measure of dispersion and it is used in economics to measure income inequality. It ranges from 0 (perfect equality) to 1 (complete inequality).

Figure 5. THE BIG MAJORITY

Distribution of the world (sample) population according to their country's GDP pc



Source: derived from Maddison (2001).

of income and percentage of population), while Q3, Q5 and D10 improve theirs. On the contrary, in the period 1950-1998, there is an improvement in the Y/P quotient of Q1, Q3 and Q4, while Q5 and D10 stabilize theirs. At the same time, both the Y/P / Y/P quotients between D10 and D1 and between D5 and D1, abruptly increase in the period 1913-1950 and decrease in the period 1950-1998. However, their levels are much higher in 1998 than in 1913. Considering the long run, it is clear that while D1, Q1 and Q2 deteriorate their Y/P quotient, Q3, Q4, Q5 and D10 improved theirs.

Table 9. GROWING INEQUALITY
Gini coefficients of countries GDP pc

	1913	1930	1950	1970	1990	2000
N=	47	47	47	47	47	47
Gini coefficients GDP pc across countries	0,379	0,368	0,416	0,386	0,379	0,398

			1950	1970	1990	2000
N=			76	76	76	76
Gini coefficients GDP pc across countries			0,464	0,464	0,480	0,496

Source: derived from Maddison (2001).

Table 10. A CONCENTRATED INCOME
Quintilic (and extremes deciles) distribution of world income and population:
1913, 1950 and 1998

Quint./ Decil.	1913			1950			1998		
	% Y	% Pop	Y/P	%Y	%Pop	Y/P	%Y	%Pop	Y/P
D1	18.6	49.5	0.38	10.6	47.7	0.22	7.0	22.7	0.25
Q1	20.1	52.8	0.38	13.1	54.7	0.24	23.1	62.1	0.37
Q2	7.1	7.5	0.95	7.9	10.6	0.75	11.3	14.8	0.76
Q3	17.1	18.6	0.92	19.7	16.1	1.22	9.5	6.3	1.55
Q4	21.6	9.5	2.27	15.6	7.0	2.22	18.5	6.5	2.85
Q5	36.4	11.5	3.16	43.8	11.7	3.74	38.4	10.3	3.73
D10	29.4	9.6	3.06	32.2	7.9	4.08	26.2	6.4	4.09

Notes: %Y: percentage of world income. %Pop: percentage of world population. Source: based on Maddison (2001).

5. CONCLUSIONS AND SOME HYPOTHESES

Empirical findings

a) The eve of income divergence among countries coincided with the beginning of modern economic growth. The pace of this divergence was slow and gradual from 1500 to 1820, but accelerated afterwards. Although this coincidence does not imply causality, it suggests that *the very idea of modern economic growth is inseparable from the fact of divergence between rich and poor regions or countries.*

b) At the regional level, there are few cases of economic decadence in absolute terms and, very probably, of increase in absolute poverty. However, when the analysis is done at the country level, more periods of absolute decay appear. *In the case of Latin America, and particularly, in Africa, most of these episodes happened in the last quarter of the last century.*

c) There is not significant b convergence, i.e.; *a majority of poor countries do not grow faster than rich ones.*

d) There is not s convergence or s divergence in the long run, i.e., *the dispersion of GDPpc neither increases nor decreases.* It is possible, instead, to identify *periods of convergence – 1913-1930 and 1950-1980 – and periods of divergence, like 1980-2000.*

e) *The middle class of countries has tended to reduce its size along the XXth century.*

f) International social mobility was higher in the second part of the XXth century, but only a minority of countries changed their decile position along the century, most of them moved just one decile – either upwards or downwards – and a majority of those who moved belonged to the world middle class at the beginning of the century. Rigidity, on the contrary, looks typical of the extremes of the distribution.

g) *Most of the countries that clearly converged throughout the XXth century belong to Southern Europe and East Asia.* Southern Europe appears attracted by the growth forces of Northern Europe, while East Asian countries appear attracted by Japan. *This fact stresses the importance of geographical and particularly regional forces in the process of economic growth.*

h) *The number of b converging countries has increased during the last fifty years.* While in 1950-2000 only 11 LDCs grew faster than DCs, in 1970-2000 they were 18 and in the last decade of XXth century they amounted to 23. At the same time, they were geographically more disperse. However, *this “democratization” of faster growth is too recent to celebrate.*

k) *It is very clear that the less “global” period (1930-1950) was at the same*

time the one with higher increase in dispersion. Perhaps even more relevant, the quotient distance between extreme deciles increased much faster between 1930 and 1950, reaching a peak in 1950 or 1970 depending on the measures and samples considered. At the same time, this less global period was the only one in which it was true that the rich tended to be richer and richer and the poor got poorer and poorer.

1) The distribution of world personal income is really very unequal, and has deteriorated in the long run. This was basically due to what happened until 1950. Regarding the second half of XXth there are mixed signals according to the indicators used. Some of them show a slight improvement and other ones show an additional deterioration.

Hypotheses

As a conclusion to this paper, some very exploratory hypotheses are proposed here. They could help to explain the reasons why there has not been significant convergence between poor and rich countries. Three kinds of hypotheses are mentioned: a) those referred to the dynamics of economic growth in developed countries; b) those that emphasize the relationships between developed and developing countries and, c) those referred to the dynamics of underdevelopment in less developed countries.

The dynamics of economic growth in developed countries

1. *Endogenous growth.* Even when the explanations of the origins of economic growth are still unsatisfactory at the theoretical level, it seems clear that once it takes off, externalities and increasing returns to human capital and scientific and technological research begin to play a very important role in the continuity of economic development. If this is true, the hopes of economic convergence between rich and poor countries tend to vanish in each generation's foreseeable future. Only massive investment in human capital and technology in LDCs could mitigate this lack of convergence.

2. *Institutions.* The other critical factor in the development of DCs seems to have been the institutional framework, particularly a climate of freedom regarding scientific research and the *gradual* development of civic and political liberties, republicanism and, finally, democracy.⁷

⁷ It should be taken into account, however, that the process of institutional building in Europe was indeed very conflictive and bloody. That was the case during the first half of XXth century – the so called European civil war – and until now in the former USSR and the Eastern European countries.

The relationships between developed and developing countries

3. *Dynamic costs of specialization in primary products.* If the endogenous growth model is right, the fact that most of the (now) LDCs integrated themselves in the world markets as commodities producers, while the developed ones were almost from the very beginning manufacturers, appears as a restriction to the access of LDCs to human capital and technological externalities.⁸ The point here is not exactly the same made by Raúl Prebisch fifty years ago with the thesis of terms of trade deterioration, even when it is also relevant to quote him here taking into account that most commodities' prices are now in historical minimums. The point here is that the specialization in the production of primary goods, totally or partially deprives LDCs from the plain access to the most critical factors of economic growth.

4. *Foreign demand restrictions and barriers to free trade.* A different question is that of international demand restrictions for latecomers. Whereas most DCs integrated into the world economy in the free trade context typical of the *belle époque*, LDCs began to produce manufactures in a more restricted market, either because of different kinds of protectionism in DCs or because of the simpler fact of a more intense competition among producers. Considering just agricultural and food protectionism and subsidies, more than 1 billion US\$ are spent daily by OECD countries. This is terribly damaging for very poor people in a lot of countries.

5. *Brain drain.* Governments, firms or universities of DCs are in a better position to pay higher salaries to the most qualified scientists, technicians and professionals from DCs. From the social point of view this is like a donation of LDCs to DCs, and an appreciable loss to LDCs in the process of creating competitive advantages based on human capital.

6. *Barriers to knowledge access.* Even when logical from the point of view of promoting scientific and technological research, the legal monopoly of knowledge given by patents create conditions of difficult access to basic knowledge, even in critical health issues, to LDCs. These conditions seem to be more rigid than they were for DCs when they were industrializing.

7. *Limitations to the free movement of people.* Independently of the political or value judgement it could deserve, it seems clear that international migrations are now much more restricted than they were a centu-

⁸ It is worth mentioning that most of the countries that converged to DCs, either in Southern Europe or in East Asia, did not integrate themselves in the world economy as primary goods producers.

ry and a half ago, when millions of unemployed and even starving persons had the opportunity to move from the (considered) overpopulated European or Asian countries to America or Africa. International migration helped the former two continents to better adjust to the demographic transition process. This alternative has not been at hand in most LDCs, which have had to confront, for that reason, more social and political tensions and pressures.

8. *Global warming up.* The process of global warming up, mostly originated in DCs, has had, and is still having, very damaging effects on the life of very poor people in rural areas all over the world.

The dynamics of underdevelopment

9. *Institutions.* The dynamics of underdevelopment seems to play a role at least as important as the ones already mentioned in the explanation of missing convergence. Insufficient institutional development seems to be one of the critical factors behind that dynamics. It encompasses political instability, lack of independent and fair justice, inefficient public administration and public expenditure and blurred property rights, among other factors. In turn this institutional malfunctioning results in an inadequate allocation of resources to the development of human capital, the most critical factor for development according to the theory of economic growth.

10. *Poverty vicious circles.* In a lot of countries of Asia, Latin America and, particularly, Africa, the vicious circles of poverty described fifty years ago by Gunnar Myrdal are still alive. Vast majorities of the population are too poor to get jobs or education, so they are condemned to remain poor and the favorite victims of diseases. It is very difficult to conceive that these situations could be overcome through conventional ways.

Final words: no globalization, more globalization or a different one?

As it was said at the beginning of this paper, coinciding with the so called new wave of globalization of the nineties and, more recently, with the growing and stronger criticisms to it, the question about the gap between poor and rich nations has gained momentum once again. More than that, the increasingly widespread discontent with globalization is a real threat to the, evidently fragile, world peace. One of the main lessons of XXth century, however, is that the alternative to globalization could be, very probably, the reemergence of extreme forms of nationalism and, at the end, war. In part, this is already happening. Few months ago in New York, now in Afghanistan,

in the Middle East, in Colombia or in several parts of Africa and Asia. As H.H. Paul VI said long time ago, development is the new name for peace.

The only true alternative then, seems to be not to de-globalize, but to build a different globalization, one clearly in line with what SS John Paul II has been insistently claiming. This new globalization should include policies like clear signals of revitalization and modernization of foreign aid to development, reaching the target of 0.7 % of GDP of DCs;⁹ a sincere new commercial policy of DCs, allowing LDCs to have real access to their markets, particularly in food and agricultural goods; new initiatives regarding debt relief for highly indebted and really poor countries; a reconsideration of those policies related to education, science and R&D, including patents, for LDCs; a reformulation of the approaches of international financial institutions regarding new ways of promoting institutional reform in DCs; finally, a sincere commitment of DCs with the Kyoto Protocol and related measures to protect the environment.

⁹ The aid is now 0.22% of GDP, having dropped from 0.34% in 1990. This implied a drop from US\$ 45 to 39 billion and 20% in real terms. An interesting proposal is that of Joseph Stiglitz of using part of the international reserves of DCs to invest in LDCs.

6. STATISTICAL APPENDIX

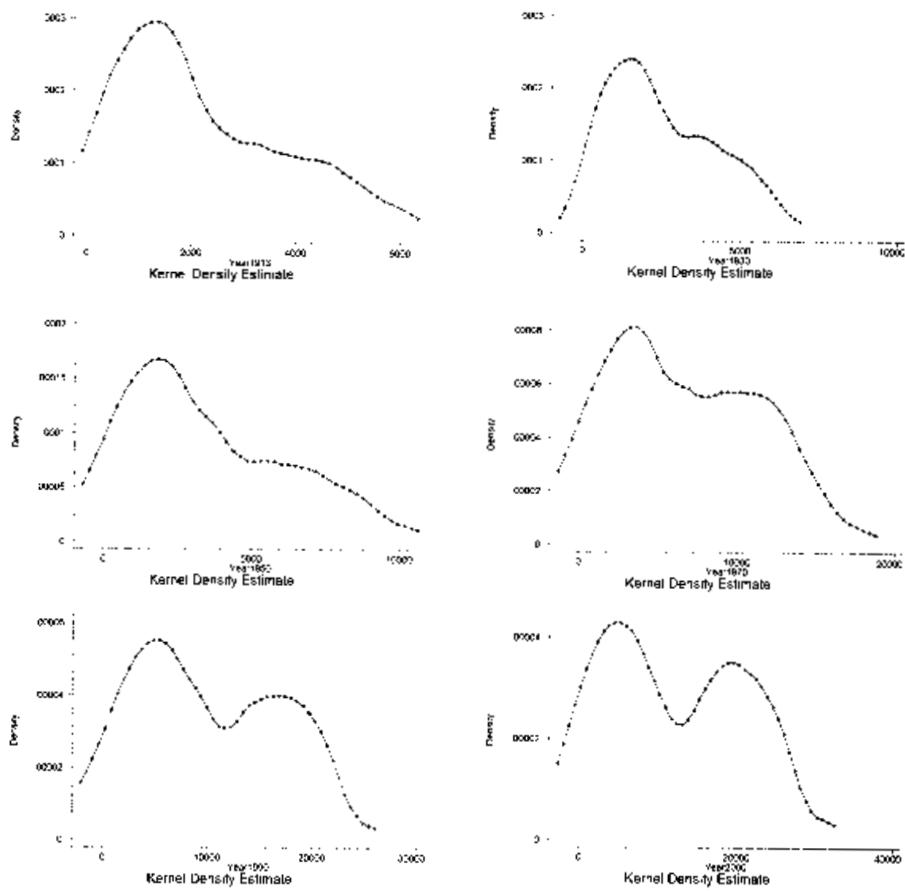
Table 3. DO POOR COUNTRIES GET POORER AND POORER?

GDP pc, major regions, year 0=1, bold implies economic decadence in absolute terms

Region	0	1000	1500	1700	1820	1870	1913	1950	1973	1998
N Europe	1	0.9	1.8	2.4	2.8	4.6	8.2	11.1	27.0	41.6
S Europe	1	0.9	1.3	1.8	2.1	2.5	4.0	5.2	17.6	36.1
E Europe	1	1	1.2	1.4	1.6	2.2	3.8	5.3	12.5	13.7
F USSR	1	1	1.2	1.5	1.7	2.4	3.7	7.1	15.1	9.7
NAm-Oc	1	1	1	1.2	3.0	6.1	13.1	23.2	40.4	65.4
Lat Amer	1	1	1.04	1.3	1.66	1.75	3.8	6.4	11.3	14.5
Japan	1	1.1	1.3	1.4	1.7	1.8	3.5	4.8	28.6	51.0
Asia exJ	1	1	1.271	1.269	1.278	1.207	1.42	1.41	2.7	6.5
Africa	1	0.98	0.94	0.94	0.98	1.05	1.4	2.0	3.212	3.219
World	1	0.98	1.27	1.34	1.50	1.95	3.40	4.76	9.24	12.86

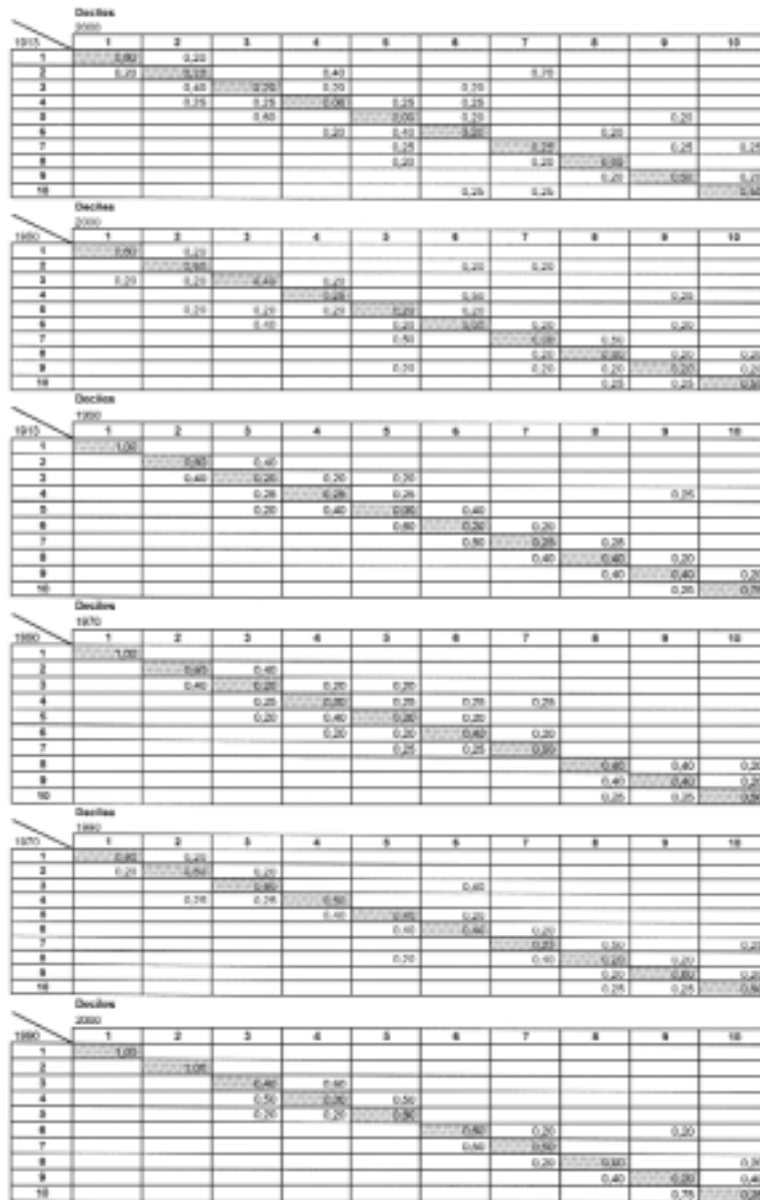
Source: based on Angus Maddison (2001), Appendix B, p. 264.

Figure 3. THE VANISHING WORLD MIDDLE CLASS
Kernel density function, 1913-2000



Source: based on Maddison (2001).

Figure 4. CASTES OR MOBILE CLASSES?
Changes in decilic positions, 1913-2000



Source: based on Maddison (2001).

BIBLIOGRAPHY

- Arrow, Kenneth J. (1962), 'The Economics Implications of Learning by Doing', *Review of Economic Studies*, 29 (June).
- Lucas, Robert E. Jr. (1988), 'On the Mechanics of Economic Development', *Journal of Monetary Economics*, 22 (July).
- Maddison, Angus (2001), *The World Economy. A Millennial Perspective*, Paris, OECD.
- Romer, Paul M. (1986), 'Increasing Returns and Long-Run Growth', *Journal of Political Economy*, 94 (October).
- Pritchett, Lant (1999), *Divergence, Big Time*, Washington: World Bank.
- Solow, Robert M. (1956), 'A Contribution to the theory of Economic Growth', *Quarterly Journal of Economics*, 70 (February).

POPULATION PRESSURE AND REFUGEES IN AN ERA OF GLOBAL APARTHEID

JERZY ZUBRZYCKI

Introduction: the demographic context

I have written this brief statement/commentary without having had the benefit of reading Professor Llach's keynote address in the session "Globalization and International Inequalities". I believe, however, that the phenomenon of the ever increasing mass movement of people – in short refugees of all kinds – and their pressure for admission to developed countries of what we euphemistically call the North, is an issue resulting from the income gap between the richest and poorest in the global economy. It is therefore pertinent to explore the future of international migration and that of international refugee policy which, in the perspective of the present time and specifically since the events of 11 September 2001, is as one of menace, violence and extremism. Will the international response be a decisive turn to less inequality, greater justice and human solidarity which features so prominently in the Church's social doctrine?

I do not propose to answer the broader question of justice and peace and human rights and solidarity. In the time allocated to me I shall have to confine my remarks to an examination of contemporary and likely future worldwide refugee movements in the context of what I call "global apartheid" – the repressive and restrictive policies to restrain the number of migrant workers and refugees from developing countries whom they perceive as threats to their territorial integrity and privileged life styles.

The pressing problem of the refugee, however, must first be placed in the wider demographic context of population pressure in the developing world resulting from the asymmetry in the rates of growth between the affluent North and the poor developing countries of the South. The labour

force in developing countries is surging because of high birth rates. Eighty-three million people are added to the world population annually, of whom 82 million are to be found in the South. At the same time, however, the labour force in the affluent countries is declining in size and ageing.

The immediate economic consequence of this disparity can be illustrated in the example of Japan and the European Union where the ratio of workers to retirees – people who retire from the workforce – will decline from the present proportion of five to one to three to one in 2015.

While poor countries face ever increasing population pressure, most rich countries, except for the United States and Scandinavia, face a culture of decline that will deepen in the next half century: an ageing community, strains on social security systems, a shrinking labour force available to support an expanding number of retirees, and possible transfer of electoral power to those over 60.

In the face of this asymmetry the response of rich nations has been singularly one-sided: the imposition of a pro-market agenda upon the poorer nations. In the World Economic Forum, as indeed in this Academy, we talk about international financial architecture and ignore the fact that sooner rather than later the world's rich nations, those facing population decline, will be forced into a migration-induced structural adjustment.

Historically there has been a precedent for such an adjustment which proved beneficial to immigration-receiving countries as well as to those that were the source of spare manpower. One hundred years ago the world was globalized when the scale of international migration involved nearly 10 per cent of global population. Sixty million poverty-stricken people migrated to the New World – the Americas and Australasia. About the same number migrated from the densely populated region of China and India to Ceylon (Sri Lanka), Burma, Siam (Thailand), South Africa, the Philippines and what was then known as Indo China.

Is there any prospect for the resumption of such global migration that might relieve population pressures in the South and benefit the North as the rich nations are being forced to find new sources of manpower outside their borders? Can the thrust of globalization be extended from the market for goods and services to the market for people?

Such a prospect has been foreshadowed in the latest report of the World Bank, *Globalization – Growth-Poverty* (2002). The report truly extends the logic of world-wide economic integration by including in it the integration of labour markets.

Several profoundly difficult political, economic and moral issues would be involved in an examination of the proposal suggested by the World Bank. How would the rich nations, faced with imminent demographic crisis, be prepared to launch into structural adjustment by opening their borders to immigration from the Third World? Would such a move involve discrimination between skilled and unskilled migrants and on what terms? If immigration policies were to discriminate in favour of skilled manpower, how would the resulting brain drain impact on the impoverished nations? If, on the other hand, large numbers of unskilled Third World migrants were to be accepted, what impact might that have on the level of wages? And, most importantly, on what terms would the newcomers be accepted into the community? Would it be yet another version of the *Gastarbeiter* model or might it be the Australian-Swedish model of multiculturalism favouring an equal match of rights and responsibility, the championing of ethnic and cultural heritage within a framework of obligation to the receiving society?

Whatever is the likely outcome of such an urgent and wide-ranging examination of the prospect for a global manpower market, its underlying issues are already evident in the manner in which global apartheid affects refugees and migrant workers, mostly from developing countries. The treatment of these people will become the litmus test of our readiness to place human rights and solidarity ahead of the short-term goal of border protection against those whom we perceive as threats to territorial integrity and our privileged life styles. But in the end our decision to accept the newcomer will be affected by the demographic imperative of the West's culture of decline.

The problem of the refugee

At the start of the year 2001 the number of people classified as being "of concern" under the mandate of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) was 21.8 million or one out of every 275 persons on Earth. Afghans constitute the largest refugee population in the world with an estimated 3.6 million people or 30 per cent of the global refugee population. Civilians from the Central African state of Burundi constitute the second largest group with 570,000 refugees living mainly in Tanzania while Iraqis comprise the third largest population, 518,000 people living mainly in Iran. Asia as a whole has the greatest number of persons "of concern" with nearly 8.5 million, followed by Africa with 6.1 million and Europe with 5.6 million people. The main host countries are Pakistan sheltering 2 million persons, Iran 1.9 million and Germany 980,000.

UNHCR provides protection and assistance not only to refugees but also to other categories of displaced or needy persons. These include asylum seekers, refugees who have returned home but still need protection in rebuilding their lives, local civilian communities which are directly affected by the movement of refugees and, perhaps most importantly, growing numbers of internally displaced persons. These are people who have been forced by war, drought, earthquake and such natural disasters to flee their homes but have not reached a neighbouring country. The victims of such disasters, unlike refugees, are not protected by international law nor are they eligible to receive many types of aid.

As the nature of war has changed in the last few decades, with more internal conflicts and inter-state wars, the number of internally displaced persons has increased dramatically. Approximately 6.5 million displaced persons constitute the largest group "of concern" to UNHCR. But those who are not under the protection of the agency outnumber those "of concern". The Special UN Representative for Internally Displaced Persons estimates that there are now (end 2001) between 20 to 25 million such people with major concentrations in the Sudan, Angola, the Democratic Republic of Congo, Eritrea, Afghanistan, Sri Lanka, Bosnia Herzegovina and countries of the former Soviet Union.

The majority of refugees and displaced persons prefer to, and do, return home as soon as circumstances permit, generally when a conflict has ended, a degree of stability has been restored and basic infrastructure is being rebuilt. But repatriation to or resettlement in the home country is, in many instances, not possible while continuing internal conflicts (eg Afghanistan), ethnic cleansing (Kurds in Iraq and Turkey), religious persecution (Iraq and Iran), and inter-ethnic strife (Sri Lanka, Bosnia Herzegovina, Kosovo) result in considerable pressures to seek better living conditions in developed countries. For those who cannot qualify for an immigration visa the only chance of entering the "target" country is to seek sanctuary in a second state, apply as bona fide refugees and thus be entitled to the legal protection and material assistance which that status implies. In the last five decades since the Geneva Convention of 1951, several million people were granted asylum mainly in industrial countries around the world. Currently (2001) there are approximately 1.2 million asylum applications pending worldwide. Germany, with over 120,000 asylum seekers, tops the list of applicants, followed by the United States (91,000), the United Kingdom (76,000), the Netherlands and Belgium (42,500 each), France (40,000), Canada (34,200), Switzerland (34,000), Australia (19,600) and Austria (18,500).

Continuing political upheavals in Europe (the Balkans), Africa (Rwanda, Burundi, Congo, Sudan, Somalia) and Latin America (Venezuela, El Salvador) contribute to a relentless move to the more affluent, industrialized countries in Europe, North America and Australasia, either as legally accepted immigrants or by using covert channels and thus adding to the ever-increasing number of illegal migrants.

Only a handful of developing countries maintain immigration programs geared to their economic and demographic requirements. Increasingly selection criteria place emphasis on the age and occupational qualifications of the applicant as well as the person's facility in the language of the country. In general those who have money or human capital are able to move with greater ease legally or illegally.

But more often illegal migration is the only avenue of escape from war, political or religious persecution or simply poverty. Such persons use many devices to go to another country. Some come openly or legally on short term tourist or student visas only to go underground when their visa officially expires. Some use sham marriage to gain entry, others walk across the border (from Mexico to the United States) or brave the dangers of unscrupulous people smugglers, monsoonal storms and leaking boats to sail across the seas as did the Vietnamese after 1975 and more recently the Chinese, Afghans, Iraqis and Iranians as they head for Northern Australia.

Historically countries like the United States, Canada and Australia were prepared to open their doors to refugees. But since the end of the Cold War, the collapse of the bi-polar power structure, and the advent of globalization and international inequality, the attitude to refugee flows has changed, especially to those *en masse* and originating in parts of the world where no political and economic interests are seen as being served by encouraging people to migrate. Certainly since the events of 11 September 2001 refugees are less popular because of security worries, misguided as they are: only the most incompetent terrorist would try and enter a Western nation as a refugee. Public sentiments such as these can be found in all developed countries and in most instances they are reflected in the rhetoric of anti-immigration parties. But slogans like "Send them back!" are being proclaimed in ignorance of the Refugee Convention with its *non-refoulement* clause that refers to a country's obligation not to send refugees back to the land from which they are reasonably believed to be fleeing persecution.

All-in-all a radically transformed, apartheid-like refugee regime has been in operation for the past two decades. The regime is for the purpose of repression, not that for protection. We have here a paradox of barriers to

movement, of severe restrictions while at the same time the economic forces of globalization tend towards a borderless world. As an eminent writer on this topic, from whom I borrowed the phrase "global apartheid", put it:

The predominantly 'White' and wealthy countries of North America, Europe and Australasia endeavour to protect themselves from what they believe are imminent threats to their territorial integrity and privileged lifestyles. Wealthier enclaves in Asia and elsewhere follow suit. Global population pressures, economic crises, and shifts in political power generate profound insecurities in the old, new, third, and fourth worlds alike. Typically, dominant groups take defensive measures against external 'enemies' and threaten internal minorities. The result is further conflict and an even greater propensity to migrate.

Anthony H. Richmond, *Global Apartheid: Refugees, Racism and the New World Order*, Toronto: Oxford University Press, 1994, p. XV.

Asylum Seekers

UNHCR statistics for the decade 1990-99 (see table below) provide a useful insight into the performance of developed countries which have become "targets" for refugees who lodged applications for the grant of asylum. Germany with 1.8 million applicants was by far the largest followed by the United States (890,000), the United Kingdom (375,000), the Netherlands (320,000) and three countries where numbers were around the 300,000 mark: France, Switzerland and Canada. At the same time acceptance rates (i.e. formal recognition of refugee status) ranged from close to 100 per cent in Scandinavia (Denmark 96.6, Sweden 86.5) down to 15 per cent in Germany. In the in-between range, the United Kingdom scored almost 80 per cent followed by another Scandinavian country, Norway, with 63 per cent, and France with Austria at 52 per cent.

A third group of developed countries which scored below the 50 per cent mark includes the United States, Spain, Italy and Canada in that order. All-in-all comparison of rates of recognition reflect regional differences in the manner with which countries exercise their right to determine who is to be granted refugee status from high levels in Scandinavia to lower (less than 20 per cent) to medium levels in the remainder of countries that handle the bulk of the refugee movements. The nations in the latter group include countries that in the past were open to the persecuted and the dispossessed.

ASYLUM SEEKERS IN SELECTED COUNTRIES/REGIONS, 1990-1999

Country/Region	Number of Applicants	Recognition of Applicants (percentages)
Australia	92,690	19.5
Austria	129,710	51.6
Canada	277,140	36.0
Denmark	112,480	96.6
France	296,850	52.0
Germany	1,879,590	15.0
Italy	89,530	34.2
Netherlands	321,540	19.7
New Zealand	10,870	19.7
Norway	54,070	62.7
Spain	83,560	38.1
Sweden	245,540	86.5
Switzerland	282,670	24.8
United Kingdom	374,140	78.9
United States	897,650	43.9
European Union	3,764,410	21.4
Northern America	1,174,790	53.4

Source: *Refugees and Others of Concern to UNHCR*. United Nations High Commissioner for Refugees, Geneva, July 2000

The Problem of the Refugee

The examination of trends reviewed in the preceding sections of this paper does not purport to offer more than a brief survey of only one area of inequality in its global context – i.e. the problem of the refugees as assessed by an agency of the United Nations – the Office of the High Commissioner for Refugees. His responsibility, as defined by an international treaty, is limited to certain specific categories of persons who are “of concern” to UNHCR. But in addition to the population under the UNHCR mandate, there is a larger, ill-defined category of refugees estimated by the United Nations to number between 20 to 25 million (see above). The actual number fluctuates with the incidence of wars, natural and ecological disasters and such like calamities. Their refugee problem is an entirely different concept as it applies to persons who have been displaced as well as those *who may* become uprooted. They are therefore potential international refugees, vic-

tims of conflicts or disasters which we are witnessing in, for example, war-torn Eritrea – one of many such affected countries and regions in Africa.

I wish to argue that the wider concept, “the refugee problem”, should not be confused with “the problem of the refugee”. These are two quite different problems and the confusion has had serious consequences in so far as the UN protection of disadvantaged groups is concerned. The gravity and the extent of the former problem now requires that their situation, the situation of the most disadvantaged people on earth as they move in search of food and shelter, be given institutional protection comparable to the UN Refugee Charter. As one international expert put it in a memorandum addressed to the Office of the High Commissioner for Refugees and the International Institute of Humanitarian Law: “Today, the wider concept of ‘the refugee problem’ must subsume the narrower one of ‘the problem of the refugee’... A major cause of the present crisis in international protection has been the result of the domination of the latter concept which will inevitably lead to the neglect, and its serious consequences, of the increasingly important dimension of prevention” (G.J.L. Coles, *The International Protection of Refugees in an Era of Change*. Unpublished draft memorandum, Evian, March 2000).

The concept of “the problem of the refugee” is still the dominant paradigm in the thinking and action of the United Nations and its refugee agency, the UNHRC. The agency deals with people who are “of concern” to this organization in terms of the Geneva Convention of half a century ago. It is important to realize that the framing of the Convention reflected the Cold War. The archetypical refugees were to be those few political dissidents fortunate enough to slip through the Iron Curtain. The emphasis was on state persecution of individuals who would find protection in exile. The grounds of persecution were (and are) limited – political opinion, race and religion being the better known ones.

For some time now, however, the world has been confronted with mass displacement of people, many within their own borders and also across borders. Many such displaced persons are groups of people caught up in indiscriminate violence that followed the collapse of states (Bosnia, Eritrea, Somalia, Angola, Afghanistan) rather than individuals singled out for state persecution. Only a minority of this group might fit the Geneva Convention definition of refugee but their needs for protection of human rights, settlement and above all *prevention* of the refugee-type situation remain real, pressing and largely not satisfied. There is, therefore, an urgent need for placing refugee policy in the wider meaning of the concept of the refugee problem in the context of general legal and political thinking. The crucial

element of such an approach must be the realization that the problem of displacement and involuntary movement should be remedied close to its causes which invariably arise from the global incidence of political, economic and cultural inequalities. The treatment of such circumstances must be seen as an aspect of a solution which should aim at preventing refugee flows and ensuring refugee return. Legally and morally the basic issue posed by such measures concerns the human rights of restoration and freedom. This means that the complex nature of the whole problem of refugees and displaced persons points to the need for action on the root causes of inequality and denial of basic human rights. John Paul II put it bluntly in respect to Africa in an address to the Diplomatic Corps in Tanzania, 1 September 1990:

The root causes can be attacked only if there is growth in pacification and democratization of African life, with increased participation of all groups in a representative and judicially safeguarded ordering of public life. A great effort is needed to raise the level of education so that many more people can play a responsible role in determining the economic, social and cultural policies to be followed. A consciousness of human dignity and human rights must be promoted...

To comprehend fully what John Paul II calls a "consciousness of human dignity and human rights" as they apply to refugees and displaced persons, we must be reminded of Herbert Schambeck's argument in this Academy (2001) that the foundation of the law safeguarding human dignity is essentially spiritual, namely the recognition that we all share a common humanity with the rest of the human family. And this includes the most needy and disadvantaged people on earth whose displacement, actual or potential, has its roots in world wide political, economic and social inequality.

H.E. AMBASSADOR HANNA SUCHOCKA

I would like to come back to Professor Llach's report. He repeated twice or three times the thesis that globalisation in itself does not imply more divergence. I think that this is a very important starting point for the further discussion. And at the end of his paper Professor Llach raises a question: no globalisation, more globalisation or a different kind of globalisation?

I do not see a real contradiction between more globalisation or a different kind of globalisation because I think that we are undergoing the process of globalisation, so probably in the future we will have more globalisation, but it should be, and this is the real answer, the answer given by Professor Llach, a new or a different kind of globalisation.

The process of globalisation is of course the phenomenon that we will face, and not only our generation but also future generations. So, I think that of course the only true alternative seems to be not to think of a deglobalised world, but to build a new kind of globalisation in line with what John Paul II has been insistently calling for, and that is a globalisation built on values.

I know that of course it is easy to make a kind of code of values, but it is much more difficult to build a real globalisation taking into account all values in practice. But we are prepared, and we have to be prepared, to try to do something in this area.

I think that in this context, of special importance for our further discussion is the hypothesis made by Professor Llach on the possible explanation for the lack of convergence between the rich and poor countries; and the crucial point in the continuity of development, in diminishing the gap between poor and rich countries, is access to knowledge, and this is my first point, because I think that it is the crucial point. Sometimes, when I observe the less developed countries and poor countries, and even countries and nations and the post communist countries, I see that the problem of knowledge, education, is completely put to one side; it is completely neg-

lected. So, access to knowledge and a massive investment in human capital are what are required.

Taking this into account, I must confess that I am not very much in favour of the idea proposed by Prof. Stiglitz. I read that he proposed to invest a part of the international reserves of developing countries in less developed countries. I think that the only idea, the only idea possible, is a greater participation by developed countries in the process of education within less developed countries.

But the different system of scholarships, of educational support, is evident. I think that we have to find different ideas and resources. We should explore how developed countries could promote this initiative. This is the crucial point. And I also fully agree with what Professor Llach said, that the problem of patents, the knowledge given by patents, also creates very difficult conditions for less developed countries. And this is not only a phenomenon that regards African or Latin American countries; it is also a problem for Central and Eastern Europe, as we move to the European union, because we are in a much worse situation.

So, massive investment in human capital, access to education, is an urgent need in the near future, as we try to avoid the growing negative aspects of globalisation. A new world has appeared of a human economy which means equilibrium, human life, labour, capital, and we should perhaps underline these connected elements in our further discussion.

The second problem I would like to mention here very briefly is the problem of so-called 'global governance'. Professor Camdessus is very familiar with the idea: I have the very interesting document prepared as a report to the Bishops' Committee of the European Union – 'Global Governance, our Responsibility to Make Globalisation an Opportunity for all'.

I think that this is the second problem that should be taken into account in our analysis. And, of course, as was also observed by Diarmuid Martin during our Friday discussion, global governance is not a synonym for global government; it has not even replaced local governments, but it is a system which should be built on the basis of crucial values, and the question should then be asked: how far will the possible creation of a system of global governance be based on the vision of the mandates of existing international organisations so as to make it more transparent, responsive and accountable? We discussed the problem last year, so I only would like to refer to the question and not go into detail.

And I think what is very important, I would only like to touch on the question, is my third point: the problem of populism and demagogues. I

think that to some extent we now face the problem of poor countries being hindered in their development because of the very strong tendencies of populism and demagoguery inside their countries.

I think that to some extent the Argentinian case could be a very good case for a deeper analysis of this situation, because some negative effects come not from outside but from inside the country, from the will of political groups and politicians, because of course it is much easier to make very populist promises than to follow the very tough and difficult path of economic development. I have also observed, of course, the situation in Poland, and the extent to which populist and demagogic movements influence public opinion. I would only like to put the problem on the table - for reasons of time, it is not possible to go into details.

PAUL KIRCHHOF

We are united in the goal of organizing a civil society of solidarity, in which each mother could keep her child, each young person could educate themselves in schools and use their abilities in universities. Each person could contribute toward the good of this world through work. We are in disagreement on the methods by which this goal can be reached. One way is to direct the scales of ethics in principle against the present system of politics and economizing. The other way is to try to realize the basic values of solidarity in freedom and equality within the present political and economic systems. I would like to express myself emphatically for the second way.

At this point, we must affirm consciously that the initial principle of freedom guarantees first of all the right to inequality. All human beings are different and because of their freedom they are allowed to increase their diversity. If one young person learns how to play soccer and the other one learns to play the violin and both have average success in their efforts, than the footballer will have a better chance to become wealthy and the violin player will remain poor. These differences are justified if the community as a whole can guarantee equality on the basis of one's livelihood. Therefore, everyone has their economic requirements met at the subsistence level, is protected in life and health, i.e. well guaranteed medical treatment, takes part in legal life, participates as citizens in a democracy and in a welfare state.

On this basis, the principle of freedom results in new differences occurring, as soon as human beings conduct themselves freely. In addition they will strive in their freedom to overstep existing boundaries – state borders, boundaries of current knowledge, boundaries of experience and learning. To this extent, the thought of globalisation, understood as

the principle of an open-minded meeting of people, their economizing, their peace organizations, and their cultural exchange is based on in the principle of freedom.

For that reason, it appears a waste of energy to me to fight against globalisation. And the Catholic Church is an organization which has spread and tried to realize its doctrine globally for 2000 years.

Indeed, this freedom is drawn up and bound in an open-minded economic nature within a certain legal framework. If obstacles and protectionism hinder the free market in agriculture, these barriers conflict with the principle of freedom, and therefore contradict the basic principle of constitutional law.

Then one would be able to reduce and solve the problem of Colombia if one applied the law of competition and the law relating to cartels which are in force in the western industrial nations so that in Colombia the labour costs of the employees would remain and the produced profit could be used in Colombian companies. Then we must define the term freedom of property newly as a responsible, welfare-conscientious freedom. Traditionally the owner founds a company and is responsible for its performance to his customers, his employees and suppliers. He has taken personal responsibility with his own name and own wealth. We have capital in modern finance markets which travels in a matter of a second around the globe, to where the largest yield is to be expected and with regard as to whether along with the capital plant the production of books or of weapons will be supported.

The tax law contributes to that purpose, the thought of freedom does not conflict with the principle of solidarity.

An essential step for a more equitable distribution of industrial profits would be the taxation of the country in which area the company produces and sell goods.

After all, we have to examine in this system of liberal, competitive exchange, whether other – up to now not understood as negotiable goods – economic values must be included in the exchange process.

In the Kyoto-accord the right to environmental protection demonstrated that the poor countries are at the top of demands concerning environmental protection. They possess goods which can allow them to have a part of the wealth. If the environmental standards set upper boundaries for emissions and these boundaries are to be reduced for environmental protection, in such a manner an industrialized country could seek cooperation with a not so highly industrialized country and pay it to reduce the speed

of industrialization, and thereby worldwide environmental damage.

However, prior to everything one could think of offering a peace-reward in the joint world order. If we favour companies and regions financially – which produce weapons and increase with that the ability for wars – than one will be able to oppose a system in which experienced and proven peacefulness – measured on standard scales and evidence – is honoured by the international law community.

The result is a liberal system of politics and economics which would seem to be open to the particular and improved demands of global solidarity. For that reason I see the chance to reconcile right and ethics in a freedom of enabled and bounded constitutional order, and most quickly in a liberal constitutional state.

PART III

THE IMPACT OF INTERNATIONAL FINANCE
AND TRADE ON INEQUALITIES

PRÊTS INTERNATIONAUX, FINANCE INTERNATIONALE, RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET DES INÉGALITÉS

MICHEL CAMDESSUS

Summary

The author offers here personal reflections following his mission as Managing Director of the IMF and subsequently as Special Envoy of the Secretary General of the UN for the preparation of the Monterrey conference of March 2002.

As far as the reform of world financial architecture is concerned, some progress can be noted with the adoption of the new anti-crises facilities in the IMF, simplification of its proceedings, efforts to promote better financial information, transparency, and a number of standards and “good conduct” codes. But a lot remains to be done particularly to define the responsibilities of the IMF concerning the international capital movements, its potential role as a last resort lender, and the role of the private sector in the prevention and resolution of debt crises particularly for middle income countries. Questions remain to be answered also about the best method to address the problems related to the quality of information provided to the markets and corporate governance as exemplified by the Enron case and several other scandals. Finally major questions remain unresolved in the field of world governance particularly due to the insufficient participation of developing countries in the instances where key strategic decisions are elaborated.

The reforms introduced recently in the IMF and the World Bank, the progress in their coordination are no doubt promising but here also questions remain to be addressed concerning in particular the role of grants in international financing, the needed development of micro credit operations and of the role of the regional development institutions.

The major changes introduced with HIPC and PRSP in the debt and poverty reduction strategies of Bretton Woods Institutions are allowing significant progress in the 26 countries which have already benefited from them. Further progress should result now from the active implementation of the Monterrey consensus. This consensus has the ambition to substitute a partnership to what has been so far a frequently frustrating relation of assistance between industrial and developing countries. The next G8 summit in Canada, in June, could be of a critical importance. It provides an opportunity, with the expected acceptance by the G8 countries of the offer of partnership unanimously formulated by the African countries, to develop an experience in real terms of this new partnership. The new partnership for African Development (NEPAD) should encourage the African countries to implement fully "the rational policies" defined by the consensus of Monterrey and the industrial countries to contribute as needed to the financing of the development goals agreed on the occasion of the Millennium Summit of September 2000. Industrial countries should not miss this opportunity to help the progress of the best performing African countries, but they should remember also that their commitment to respond to humanitarian needs and to contribute to Millennium Development Goals is universal and independent of particular regimes. They must face these two indispensable tasks to give an appropriate response to the key challenges of this new century.

* * *

Il y a trente-six façons de prendre ce sujet. La plus satisfaisante serait d'écrire un traité en trente-six volumes. Vous attendez plutôt de moi quelques réflexions à partir de l'expérience des travaux des gouvernements et des organisations internationales dans la traversée des crises des vingt dernières années et à la lumière des conclusions de la conférence mondiale "Finance et développement" qui s'est tenue il y a une quinzaine de jours à Monterrey.

Ceci va m'amener à vous offrir quelques réflexions sur quatre thèmes:

- l'état des travaux sur l'Architecture Financière,
- le débat sur les modalités de prêts du FMI et de la Banque Mondiale,
- les problèmes de la dette et la réduction de la pauvreté et des inégalités,
- les perspectives ouvertes par les orientations adoptées à Monterrey pour que des relations de partenariat soient substituées aux relations d'as-

sistance dans lesquelles nous nous sommes installés depuis cinquante ans.

J'ai tenu à mentionner Monterrey, car nous ne pouvons pas, parlant en avril 2002 à Rome, ignorer les orientations que 190 pays viennent de se donner à l'occasion de la conférence mondiale "Finance et développement". Je ne vous cache pas que m'étant trouvé, à la demande du Secrétaire Général des Nations Unies, au cœur de cette affaire, je reste choqué par le compte rendu gravement biaisé que la presse internationale en a donné. Cette conférence n'a pas réglé beaucoup de problèmes, il s'en faut, mais elle a donné des orientations qu'il serait irresponsable d'ignorer.

1. L'ÉTAT DES TRAVAUX SUR L'ARCHITECTURE FINANCIÈRE

Si nous considérons le débat sur la finance internationale au cours de ces dernières années, il est clair qu'il a porté beaucoup plus sur une de ses résultantes – la dette et ses crises successives – que sur ses flux, son impact sur l'économie réelle, les inégalités et la pauvreté. Il faut attendre la crise mexicaine de 1994 – 1995 pour que les pays qui dominent la scène internationale acceptent de se préoccuper – un peu – des problèmes des finances internationales telles qu'elles se reflètent dans la balance des mouvements de capitaux. Lorsque la crise asiatique se déclencherà en juillet 1997, nous n'aurons pas encore beaucoup avancé, mais à ce moment-là avec un zèle de néophytes – on se lancera dans des travaux, sur-médiatisés, sur le thème de l' "architecture financière mondiale". Une fois de plus, la preuve aura été faite qu'il faut des crises pour que le monde se réforme, mais qu'hélas, même avec une crise grave, il se réforme peu, voire il cesse de le faire dès qu'une hirondelle annonce le printemps de la sortie de crise.

Ces travaux sur l'architecture n'ont pratiquement, à aucun moment, pas plus d'ailleurs que les travaux préparatoires à la conférence de Monterrey, fait référence à l'impact des financements sur les inégalités proprement dites, tout simplement parce que les éléments quantifiés d'analyse – quand ils existent – sont hautement incertains et probablement aussi parce que d'autres aspects de la crise non sans lien avec les inégalités étaient plus haut placés sur l'agenda des gouvernements:

– la *prévention* des crises et cela très justement puisqu'elles sont partout à l'origine de misères accrues pour les plus pauvres et probablement d'un accroissement des écarts de fortune entre ceux qui peuvent se prémunir de leurs conséquences et tous les autres;

– *l'absence de règles* ou de normes de comportement sur le marché international des capitaux, génératrice elle aussi de toutes sortes d'asymétries perverses;

– *l'inégalité* entre les pays dans leur participation à la gouvernance mondiale, question pour l'instant laissée sans aucune réponse sérieuse.

Sous cette réserve, je partage néanmoins l'analyse positive qui vous a été fournie l'an dernier par Mme Griffith-Jones sur:

– la mise en place par le FMI, au cours des dernières années, de nouvelles facilités mieux adaptées à la stratégie anti-crise,

– les multiples initiatives prises pour promouvoir une plus grande transparence des flux financiers et du comportement des acteurs,

– enfin, l'adoption de codes de bonne conduite tendant à généraliser les meilleurs standards et les meilleurs comportements.

Mais il reste beaucoup à faire. Je voudrais signaler ici cinq chantiers:

– la clarification des responsabilités du FMI en ce qui concerne les mouvements internationaux de capitaux. Le cheminement vers la libéralisation ordonnée des mouvements de capitaux est indispensable pour que les pays émergents bénéficient pleinement des chances extraordinaires offertes par la mondialisation des marchés de l'argent. Les propositions très prudentes et progressives, formulées il y a quelque temps par les services du FMI, devraient être étudiées très sérieusement. Elles offrent un cheminement sans risque aux pays qui hésitent encore. Elles méritent beaucoup mieux, en tout cas, que le débat théologique sur les mérites du contrôle des changes dans lequel l'on s'est trop complu jusqu'ici. Mais, par-delà même ce débat, des hésitations se font jour. De bons esprits suggèrent qu'il reste beaucoup de chemin à parcourir jusqu'à ce que nombre de pays émergents ou en développement bénéficient des équilibres fondamentaux et de la solidité des institutions financières requis par un régime de pleine liberté des mouvements de capitaux. Mieux vaudrait donc, à leurs yeux, abandonner l'idée, formulée avec force à Hong-Kong en octobre 1997, de donner au FMI mandat de promouvoir une libéralisation ordonnée des mouvements de capitaux. Cette réaction de peur est hors de saison. Certes, la prudence est requise si l'on veut que les pays bénéficient de tous les avantages de la libéralisation sans prendre de risques excessifs. Mais, renoncer à la libéralisation aboutit à se priver de ce que la mondialisation peut apporter de meilleur à ces pays. Dans un univers globalisé, la fermeture marginalise. Toutes proportions gardées, la sagesse consiste à reprendre aujourd'hui la démarche que Keynes et les "Pères fondateurs" du système de Bretton Woods avaient adopté en

1945. Face aux destructions de la guerre, ils avaient eu l'audace de donner mandat au FMI de libéraliser progressivement les transactions courantes. Ils l'avaient doté pour cela d'un pouvoir de juridiction et avaient envisagé des facilités qui lui permettraient d'offrir, aux pays qui prendraient des risques raisonnables d'ouverture, les soutiens financiers temporaires nécessaires. Telle fut la logique du régime défini aux articles 8 et 14 des statuts du Fonds: un objectif clair, une surveillance attentive, des régimes de transition et des moyens financiers de soutien. C'est vers un régime analogue qu'il s'agit de cheminer aujourd'hui, en ce qui concerne les mouvements de capitaux. Il a fallu plus de cinquante ans pour qu'environ 150 pays accèdent, grâce au soutien du FMI, à la libéralisation des transactions courantes prévue à l'article 8. Nul ne peut prévoir le délai qui sera nécessaire pour atteindre un pareil résultat en termes de mouvements de capitaux. Chaque pays devrait y parvenir à son rythme et s'y préparer par des réformes financières sagement échelonnées, un renforcement de ses équilibres macroéconomiques et celui de ses dispositifs de surveillance prudentielle du secteur financier. Mais pour cela, il est indispensable de s'en donner les moyens et de poursuivre cet objectif sans se laisser effaroucher, ni tourner le dos à l'histoire.

- La question du prêteur en dernier ressort et du rôle du DTS en de telles circonstances; ce débat est curieusement dominé encore par les vues classiques de Bagehot définies dans un contexte très différent. Qu'il me soit permis de dire que l'expérience montre, toutefois, qu'en cas d'extrême urgence pour le système, seul le FMI est équipé pour remplir cette fonction. Certes, doit-il y faire face en laissant toujours planer le doute sur son intervention et les conditions qu'il imposera pour éviter le risque de l'aléa moral. Une question peut se poser cependant: celle des ressources auxquelles il devrait avoir recours pour remplir cette tâche, si sa liquidité était insuffisante, dans des conditions extrêmes qui rendent, par définition, pour le moins problématique l'hypothèse d'un recours au marché. Les droits de tirage spéciaux pourraient être, en ce cas, un instrument parfaitement adéquat. Ils pourraient être, en effet, émis pour des montants à la mesure du problème posé et être très rapidement "ré-épongés" au fur et à mesure que les marchés retrouveraient leur liquidité. Le risque inflationniste serait ainsi évité. Le mécanisme, imaginé naguère par la Belgique, du "fonds administré par le FMI" permettrait de recycler, vers les pays illiquides, les DTS alloués à des pays non affectés par la crise. Ce mécanisme ne devrait pas être difficile à mettre en place, pourvu qu'on s'attache à le définir, à titre provisionnel avant la prochaine crise...

- la question, plus particulièrement d'actualité, du traitement de la dette des pays à revenu intermédiaire (sur laquelle je reviendrai plus loin);
- une question de méthode qui est aussi une question de fond: peut-on se contenter de codes de bonne conduite lorsqu'on touche à des domaines où des comportements peu scrupuleux peuvent conduire à des phénomènes graves de déstabilisation comme on l'a vu avec la déconfiture de deux fonds spéculatifs à New York en septembre 1998, ou, aujourd'hui, avec le cas ENRON? J'incline à penser qu'il nous faut plutôt, en ces cas, des règles dont l'application ne dépende pas de la bonne volonté des agents. Cela pose la question de l'autorité qui pourra les édicter et conduit à ouvrir le plus vaste chantier de la réforme de la "gouvernance mondiale" et de la mise en place de cette "autorité publique à compétence universelle" dont Jean XXIII parlait déjà au début des années 60;
- enfin, un aspect particulier essentiel de cette dernière, la recherche d'une égalité plus grande dans la participation de l'ensemble des pays à cette gouvernance trop souvent réservée aux pays du G8. Mieux vaut reconnaître qu'on n'entrevoit guère de progrès dans ce domaine pour l'instant.

2. LE DÉBAT SUR LES MODALITÉS DE PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI

Les discussions portent, presque depuis la création de ces institutions, sur leur raison d'être, leur conditionnalité, leurs critères d'intervention. Elles ont été d'autant plus intenses que leur rôle a pris de l'importance; elles ont conduit parfois, dans l'opinion publique, et récemment encore, à la convergence des extrémistes sur la position radicale: "supprimons-les!", alors même que la communauté internationale pratiquement unanime continue de les voir comme des instruments essentiels de catalyse d'autres financements, de définition des conditionnalités pour l'octroi non seulement de leurs propres concours, mais aussi de ceux du reste des organisations de financement, y compris privées, et même des opérations de restructuration et de réduction de dettes. De fait, tel est leur rôle central, bien plus que le montant absolu de leurs concours qui, lorsque les marchés fonctionnent bien -ce n'est pas toujours le cas - reste modeste au regard des flux potentiels de financements privés.

Il reste que depuis que les opérations touchant l'ajustement structurel ont gagné de l'importance et qu'ont été mieux reconnus le droit et le devoir du FMI de placer la pauvreté au cœur de ses préoccupations, un débat difficile s'est instauré sur le partage et la coordination des tâches des deux institutions

et leur conditionnalité. Ces débats n'ont pas été faciles; il s'agissait d'éviter les conflits positifs ou négatifs de compétence et la cacophonie dans le dialogue avec les pays. La question est loin d'être simple d'autant que le dernier mot appartient toujours aux États – dont les représentants décident au sein des Conseils d'administration – mais qui se réfugient souvent dans l'ambivalence, soutenant ou exigeant des choix durs et des efforts d'ajustement sévères des pays en crise, mais utilisant les institutions comme boucs émissaires si trop de protestations s'élèvent. Le FMI est devenu ainsi le "bouc émissaire de premier ressort" et ses actionnaires ne semblent guère s'en soucier outre mesure, en dépit des inconvénients d'une telle image pour son action.

Notons néanmoins quelques développements récents de nature positive et telle ou telle question encore en suspens:

- la coordination des deux institutions s'améliore ainsi que la distribution des tâches entre elles, ce qui devrait permettre le resserrement de la conditionnalité du FMI sur ses préoccupations traditionnelles et les questions structurelles qui leur sont liées;

- un travail très important en commun sur la stratégie en matière de réduction de la pauvreté et de la dette des pays les plus pauvres. Ces travaux ont abouti en 1999 et leur apport est très largement reconnu comme positif. Ils ont donné lieu à la création des "cadres stratégiques pour la réduction de la pauvreté" (PRSP). Ils doivent être adoptés avec une large participation de la société civile et sont fondés sur le principe de l'appropriation des politiques de développement par les pays intéressés. Ces PRSP ont été reconnus à Monterrey comme les documents de base non seulement pour régir les financements de ces deux institutions mais aussi ceux de tous les autres intervenants bilatéraux ou multilatéraux. 60 pays s'en sont déjà dotés au cours des deux dernières années.

Enfin, deux éléments de consensus sont intervenus qui devraient faciliter la définition et l'acceptation des conditionnalités:

- la priorité reconnue par la communauté internationale à la réalisation des "objectifs du millénaire"¹, ce qui doit amener la banque mondiale à leur donner une place prioritaire dans ses propres interventions;

¹ Il n'est pas inutile d'en rappeler l'essentiel:

D'ici 2015

- réduire au moins de moitié la proportion des personnes dont le revenu est inférieur à un dollar par jour
- réduire au moins de moitié la proportion des personnes qui souffrent de la faim

– l'accord mondial dans le cadre du "Consensus de Monterrey" sur les politiques nécessaires pour le développement et la promotion des investissements directs privés – domestiques ou internationaux –. Le "grand schisme" entre les institutions des Nations Unies – attirées par des "politiques alternatives" – et l'approche plus orthodoxe des institutions de Bretton Woods s'en trouve donc très sensiblement réduit... en tout cas sur le papier et dans la pratique actuelle.

Mais il reste quelques questions en débat:

- la place du don, dans le financement du développement et en particulier des opérations de la Banque Mondiale;
- le rôle respectif de la Banque Mondiale et des organisations décentralisées telles que les banques régionales de développement;
- leur aptitude à promouvoir suffisamment les opérations de micro-crédit et la nécessité de faire en sorte que les opérations locales se multiplient à cet égard.

3. TRAITEMENT DE LA DETTE ET RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET DES INÉGALITÉS

La dette a été au centre des analyses, des propositions et des initiatives internationales des vingt dernières années. Certaines ont été fructueuses (traitement de la dette bancaire des pays à revenu intermédiaire à la fin des années 80, initiative pour les pays très pauvres et très endettés (PPT) à la fin des années 90). Une "focalisation" à mon sens excessive sur la dette comme aspect central du "mal développement" a, cependant, sensiblement réduit l'impact positif de tant d'efforts des gouvernements, des IFIs et de la

- réduire au moins de la moitié la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable
- s'assurer que partout les enfants pourront accéder à une pleine éducation primaire
- s'assurer de l'égal accès des filles et des garçons à tous les niveaux d'éducation
- avoir réduit la mortalité maternelle des trois quarts
- avoir réduit des deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans
- avoir stoppé et commencé à réduire la progression du SIDA, de la malaria et des autres grandes maladies
- assurer une assistance spéciale aux enfants orphelins du SIDA

D'ici 2020

- avoir réalisé une amélioration substantielle des conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de bidonvilles

société civile. Persister sur cette ligne risquerait, si nous n'y prenions garde, de conduire à des injustices. Une des manières de les éviter serait, à mon avis, de prendre au sérieux l'orientation centrale de la conférence de Monterrey qui est de substituer à une relation d'assistance Nord-Sud une relation de partenariat. On s'en rendra mieux compte en observant l'état actuel d'avancement des travaux en ce qui concerne les PRI et les PPTE.

a) *Traitement de la dette des pays à revenu intermédiaire (PRI)*

Ici, en dehors des efforts fructueux de la fin des années 80 pour traiter le problème de la dette bancaire des PRI, en prenant pour référence pour cette réduction la décote (discount) constatée sur les marchés secondaires, nous sommes aujourd'hui dans l'impasse. Des principes ont été posés pour la participation du secteur privé à la prévention et à la résolution des crises mais c'est à peu près tout. On se rend bien compte qu'on ne peut pas s'en contenter, d'autant qu'avec la multiplication des acteurs (porteurs de bons difficiles à localiser et non grandes banques), le problème est d'une complexité extrême.

Il n'y a malheureusement pas encore d'accord:

– ni pour introduire ex ante dans les instruments de prêts des clauses de renégociation des termes des contrats, à des majorités qualifiées, en cas de graves difficultés de l'emprunteur,

– ni pour autoriser le FMI, en cas de circonstances extrêmement difficiles, à prendre l'initiative d'interrompre les poursuites des débiteurs pendant une brève période et mettre en œuvre une procédure d'accord amiable; les dernières propositions de Mme Krueger, Directeur Général Adjoint du FMI, dans ce domaine font encore l'objet de négociations dont il est difficile de prévoir l'issue.

b) *La mobilisation en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et ses résultats*

Disons d'abord qu'il y a eu des avancées incontestables et qu'un remarquable effort de la société civile et des églises dans le cadre de "Jubilée 2000" y a contribué. Sans cette mobilisation, les efforts engagés depuis plusieurs années par le FMI et la Banque Mondiale seraient probablement demeurés sans succès. Signalons quelques aspects de ces changements associés à la procédure PPTE et à l'adoption de "documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et la croissance" par le FMI et la Banque Mondiale.

1) L'impact de cette procédure sur le service de la dette des PPTE est loin d'être négligeable. Pour les 26 premiers pays éligibles, le jeu combiné de cette procédure et des autres instruments existants permet une réduction de la charge totale de la dette d'environ les deux tiers.

2) L'impact sur les dépenses sociales – auxquelles les ressources ainsi économisées devaient être affectées – est notable: alors que ces 26 pays dépensaient en moyenne précédemment légèrement plus pour le service de la dette que pour les dépenses de santé et d'éducation réunies, ces dernières atteignent aujourd'hui en moyenne le triple des dépenses de service de la dette.

3) L'obligation faite de ne présenter de tels programmes à l'approbation de la communauté internationale qu'après leur adoption dans un processus d'amples consultations de la société civile a comporté aussi un impact positif – bien que très inégal selon les pays – sur leur gouvernance démocratique.

Ces réformes ont donc un impact appréciable. Il importe, cependant, de se tenir prêt à leur apporter des assouplissements face à des difficultés mieux perçues aujourd'hui, comme c'est, par exemple, le cas des pays dont les perspectives économiques se sont gravement détériorées pendant la période du programme pour des raisons indépendantes de leur volonté (dégradation des perspectives de balance des paiements, résultant par exemple d'une chute sévère du cours des principales matières premières produites). Une réduction supplémentaire du poids de la dette devrait, en de tels cas, être consentie.

Gérés avec la souplesse et la persévérance requises, de tels programmes offrent un cadre précieux à travers lequel les concours de la communauté internationale peuvent s'appliquer à la réduction de la pauvreté et, par la priorité donnée aux investissements humains de base, à une réduction des inégalités les plus intolérables. Il faut cependant souligner un aspect négatif et trop occulté de ce bilan et mettre en garde contre une lacune de méthode qui, si elle était dénoncée, pourrait conduire à un risque grave d'injustice. Cet aspect négatif réside dans le fait que l'engagement fondamental d'additionnalité des concours consentis par les pays industriels pour la réduction de la dette à leur contribution au titre de l'APD n'a pas été tenu. Il n'y a eu, en fait, que substitution d'une forme d'APD à une autre sans que l'aide globale ne s'accroisse significativement. Cela s'est produit, de plus, dans l'oubli assez généralisé des engagements souscrits au cours des conférences internationales des dix dernières années, toutes centrées sur la réduction de la pauvreté. Les chiffres sont là. Réduction de dette comprise, l'APD des pays de l'OCDE a conti-

nué de stagner autour de 0,22/0,23% du PNB et celle de l'Union européenne autour de 0,32/0,33%.

Est-ce à dire qu'en dehors de l'effort d'annulation partielle de la dette, le déclin de l'APD aurait été plus prononcé ? Très probablement.

Peut-on dire que l'annulation partielle de la dette a conduit à une amélioration qualitative de l'APD ? Probablement, mais nous sommes loin néanmoins de ce qu'une réelle additionnalité aurait dû produire.

Nous ne pouvons donc, évidemment, nous satisfaire de cet état de choses et nous devons nous interroger sur l'approche que nous pourrions recommander. Très naturellement, deux voies se proposent.

L'une est celle de l'annulation totale de la dette d'un groupe de pays sensiblement plus nombreux que la liste des PPTE. Je sais qu'un bon nombre de militants chrétiens l'adoptent ou sont tentés de la préconiser. Je voudrais suggérer une réflexion plus approfondie et rappeler que nous sommes ici dans une de ces situations où l'adage "summum jus, summa injuria" risque de s'appliquer. Comme les ressources budgétaires disponibles pour l'APD resteront toujours trop limitées, il s'agit de choisir soigneusement ses cibles (éducation, santé, développement rural, etc.), en tenant compte du fait qu'on n'est nullement assuré d'atteindre une allocation optimale de ces ressources en les attribuant de façon trop exclusive aux seuls pays très endettés, au risque de décourager les autres. Un autre risque serait d'ailleurs, allant au-delà du strict nécessaire, en termes de réduction de dette, de faire bon marché d'un principe essentiel du droit commercial: "pacta sunt servanda". Une telle remise en cause coûterait cher aux pays pauvres qui auront toujours besoin de recourir au crédit pour financer leur développement et qui ont tout intérêt à se construire une image de débiteurs résolus à honorer leur signature.

L'autre voie est celle de la poursuite de la réforme : réjouissons-nous des premiers pas accomplis, suggérons-en d'autres et exigeons l'additionnalité promise. C'est la solution retenue par le "Consensus de Monterrey". Je pense qu'il est préférable de s'engager dans cette voie.

En quoi consiste-t-elle?

- Essentiellement à faire tous les efforts nécessaires pour mettre en œuvre ce qui est le cœur du "Consensus de Monterrey" une transition d'une relation d'assistance à une relation de partenariat. Ceci devrait devenir le nouveau modèle des relations économiques entre le Nord et le Sud. Dans certains domaines – et l'expérience PPTE en est un – des premiers pas sont déjà faits dans cette direction, mais le partenariat implique des changements beaucoup plus importants dans le comportement de tous ceux qui voudraient s'y engager.

– D’une part, une rigueur scrupuleuse de chacun des grands pays industriels dans le respect des engagements dits du millénaire ; ceci appellera un accroissement substantiel de l’aide publique au développement. Une sorte de premier acompte a été prévu à cet égard à Monterrey où les pays industriels se sont engagés à augmenter de plus de 12 milliards de dollars par an leur APD (soit un accroissement de 25% par rapport au niveau actuel).

– D’autre part, les pays en développement devraient, de leur côté, faire preuve d’une égale rigueur dans l’application des “politiques raisonnables” retracées dans le “Consensus” et qui résument les leçons apprises au cours des cinquante dernières années. Ces politiques sont bien connues. Elles comportent des exigences auxquelles des dirigeants responsables ne peuvent se soustraire : souci des grands équilibres macro-économiques et monétaires, primat de la poursuite d’un développement soutenable et de la lutte contre la pauvreté, ouverture extérieure, maintien de l’État dans le rôle limité mais essentiel que seul il peut remplir, “bonne gouvernance”, lutte contre la corruption, maintien de la paix civile, intégration régionale, etc.

Un effort particulier devrait aussi être fait pour faciliter le démarrage des procédures régionales de “revue par les pairs” que les pays africains veulent mettre en place pour s’encourager mutuellement à persévérer dans l’application de telles politiques. Comme dans le cadre du NEPAD, les pays du G8 auront à apprécier les résultats de ces exercices de surveillance mutuelle. Il serait normal aussi que, par symétrie, les pays d’Afrique soient invités à participer aux réunions du Comité de l’aide au développement de l’OCDE où les pays industriels discutent des mérites de leurs propres politiques d’aide. Un dialogue de partenaires pourrait s’établir ainsi.

Trois autres orientations, enfin, pourraient contribuer à enrichir ce partenariat:

– La réhabilitation du don dans les relations financières internationales; les États-Unis viennent de faire des propositions à cet égard qui ont été accueillies avec réserves par tous ceux qui craignent un amoindrissement de leur contribution aux organisations multilatérales. Instruits par la crise de la dette et plus conscients des extrêmes difficultés que peuvent rencontrer les pays pauvres à rassembler les financements les plus indispensables à leur croissance, nous devrions prêter attention à ces suggestions et rechercher comment la part des dons dans le financement des investissements humains pourrait être accrue.

– La poursuite des travaux engagés dans le domaine du financement multilatéral des “biens publics mondiaux”, sujet qui n’a pas encore été reconnu comme mûr pour des décisions lors du sommet de Monterrey.

– Une stratégie tendant à s’assurer enfin que la pratique du partenariat – qui conduira évidemment à privilégier les meilleurs partenaires africains –, n’aboutisse pas à créer une nouvelle fracture entre ceux-ci et les pays qui ne seraient pas encore en mesure de mettre en œuvre les “politiques raisonnables” pour la croissance. Les pays du Nord, en particulier, ne doivent pas perdre de vue le fait que leur engagement à contribuer au financement des objectifs de développement du millénaire et leur devoir de faire face aux besoins humanitaires sont indépendants des régimes politiques en place. Ils doivent s’efforcer de faire face partout à ces besoins essentiels, en s’appuyant autant qu’ils le peuvent sur la société civile et ses organisations, là où les circuits publics sont sujets à caution.

J’entends une objection qui me sera faite: “Vous lisez trop dans Monterrey et son Consensus”, ce qui est une manière de me dire: “Vous prenez vos désirs pour des réalités”. Peut-être, jusqu’à un certain point. Mais ne sous-estimons pas l’importance de tels événements mondiaux pour formaliser et donner leurs lettres de créances à des évolutions positives déjà sérieusement engagées et qui doivent être reconnues et amplifiées. Une porte s’est entrouverte. Le langage de Monterrey est très différent de celui qu’on aurait pu entendre il y a quelques mois. Ne le rejetons pas, parce qu’il serait trop loin de nos propres idéaux. Il y a là un chemin sur lequel il nous faut essayer d’avancer. D’autres étapes nous attendent: Johannesburg, Rome avec le sommet de la FAO et Kananaskis avec le prochain G8 où le programme initial d’action du NEPAD devrait être adopté. Il devrait s’inspirer des principes mêmes de Monterrey et devenir ainsi un banc d’essai pour l’Afrique de ce nouveau partenariat. C’est une occasion à ne pas manquer. Les pays africains unanimes offrent au G8 d’être leurs partenaires pour réaliser un programme basé sur les politiques “raisonnables” adoptées à Monterrey et qu’ils prétendent vouloir faire leurs. Il est essentiel que les pays du Nord prennent au sérieux cette invitation.

MONDIALISATION ET INÉGALITÉS

ABLASSÉ OUÉDRAOGO

I. INTRODUCTION

Une chose est maintenant certaine: plus personne ne se pose la question sur la réalité que représente la mondialisation. C'est un fait vécu au quotidien qu'on le veuille ou non, et nous avons tous la responsabilité collective de la contrôler et surtout de la mettre utilement au service des femmes et des hommes vivant sur notre planète, devenue implicitement un village global.

Considéré comme un phénomène incontournable qu'il faut apprendre à mieux gérer et de façon équitable, la mondialisation, qui est souvent confondue à tort avec l'Organisation Mondiale du Commerce, ne saurait être prise comme une fatalité imposée. Bien au contraire, elle comporte des défis majeurs à relever au nombre desquels on peut recenser la recherche de la paix, de la sécurité, de la stabilité politique et sociale, du développement durable, ainsi que l'éradication de la pauvreté, l'atténuation des inégalités et des injustices, et l'instauration de la démocratie et des droits de l'homme.

Mais la mondialisation économique ne se réduit pas tout simplement à la libéralisation des marchés financiers. Le secteur du commerce international a connu de profonds bouleversements avec l'ouverture des frontières et la dérégulation. L'objectif visé par ces réformes est de réaliser le bien-être économique du plus grand nombre en favorisant l'avènement d'un système économique basé sur le respect du libre-échange, lequel est garanti par la réduction des entraves au commerce et la suppression des normes détournées de protectionnisme. La signature, en avril 1994, des Accords de Marrakech établissant l'Organisation Mondiale du Commerce illustre concrètement la poursuite de ces objectifs.

A l'heure de la mondialisation, la préoccupation commune est de toute évidence la réalisation du développement durable pour tous, celle-ci étant définie comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Cette nouvelle situation permet d'ailleurs de comprendre facilement qu'il est impensable de dissocier la recherche du développement de la lutte contre la pauvreté. Et tous les efforts de la communauté internationale sont aujourd'hui focalisés sur la recherche de solutions appropriées pour réduire de façon drastique la pauvreté dans les prochaines années. La Déclaration du Millénaire des Nations Unies, les décisions de la quatrième Conférence Ministérielle de l'OMC tenue à Doha en novembre 2001 et le Consensus de Monterrey sur le financement du développement, et le Sommet mondial sur le développement durable, prévu à Johannesburg en Afrique du Sud en septembre 2002 s'inscrivent au nombre des efforts déployés dans ce sens.

En outre, il est maintenant accepté par tous que, le commerce constitue un instrument majeur dans le processus de développement et ce, d'autant plus qu'il alimente la croissance, laquelle est indispensable pour le développement. Et comme la mondialisation accroît certaines inégalités économiques et sociales et réduit assurément d'autres, il va de soi que le commerce a certainement un impact sur ces inégalités.

Dans notre réflexion sur l'influence du commerce international sur les inégalités, je me propose de présenter d'abord l'état des lieux en soulignant les cas flagrants de déséquilibres observés à travers le monde, pour ensuite illustrer avec des exemples, les impacts que la libéralisation des échanges peut avoir, négativement et positivement, sur les conditions économiques et sociales vécues dans la mondialisation.

II. L'ÉCONOMIE MONDIALE EN MAL D'ÉQUILIBRES

Entre 1960 et la fin des années 90, la richesse mondiale produite annuellement a été multipliée par 7.5, mais cet enrichissement global a été accompagné par un développement des inégalités, d'une instabilité financière généralisée, d'une concurrence économique exacerbée et d'un environnement qui se dégrade.

Les inégalités se creusent avec une ampleur effarante et cela est illustré par le fait que de nos jours les 50 millions de personnes les plus riches de la planète gagnent autant que les 2.7 milliards de personnes les plus

pauvres. Une étude publiée dans la revue américaine "The Economic Journal" de février 2002 conclut à une aggravation sensible des inégalités entre 1988 et 1993. Il en ressort notamment que le revenu des 5% les plus pauvres a baissé de 25% sur la même période, tandis que celui des 5% les plus riches a progressé de 12%.

Pour les Anti-Mondialistes, la mondialisation libérale est considérée comme étant le principal moteur des inégalités dont le creusement devient intolérable. Mais ce phénomène semble être surtout le fait des disparités plus prononcées entre pays. L'accentuation des disparités de revenu au sein même des nations ne joue qu'un rôle secondaire. C'est pour cela que la mesure des inégalités est très difficile et complexe et dépend pour une large part de la perspective adoptée. Il est clair et même certain que le niveau de vie des Africains comparé à celui des Européens s'est nettement détérioré par exemple, et cela est dû au fait qu'il y a eu creusement des inégalités. Cependant, il faut en même temps reconnaître que d'autres pays ont fait le chemin inverse, comme l'Inde et la Chine par exemple. Ces pays qui étaient auparavant plus pauvres que beaucoup de pays Africains, sont désormais devant eux et cela représente un progrès.

Si on peut donc affirmer que la mondialisation est le responsable des inégalités, à contrario, il est peu discutable de dire que les progrès enregistrés par la Chine au cours de ces vingt dernières années, sont liés à l'ouverture graduelle de ce pays aux flux extérieurs. Par contre, la progression des revenus en Chine s'est faite au prix d'un creusement des inégalités au sein du même pays, entre provinces côtières et celles de l'intérieur, pour ne prendre que cet exemple. On peut même pousser le raisonnement et conclure que le drame de l'Afrique, c'est d'être encore à l'écart de la mondialisation, les pays les mieux intégrés au processus de la mondialisation étant ceux qui s'en sortent le mieux.

Le constat est que la planète n'a jamais produit autant de richesses et que les échanges entre les hommes n'ont jamais été aussi nombreux et importants en volume. C'est ainsi que la production mondiale est 50 fois plus importante aujourd'hui qu'en 1820 pour une population qui est 6 fois plus nombreuse. Mais bien que les échanges commerciaux représentent de nos jours 30% du PIB mondial, la part des pays en développement dans le commerce mondial s'est accrue de façon limitée au cours des dix dernières années, passant de 23% à 30% pour les marchandises et de 21% à 25% pour les services. La situation des pays les moins avancés est pire. En effet, les 49 PMA avec leurs 600 millions d'habitants, représentant 10% de la population mondiale, ne contribuent que pour 0.5% des exportations globales.

Le même phénomène est enregistré au niveau des investissements directs étrangers, estimés à 400 milliards de dollars U.S. en 1997, soit 7 fois plus que son niveau en valeur réelle dans les années 70. L'augmentation des investissements directs étrangers s'est poursuivie pour atteindre selon la CNUCED, 600 milliards de dollars U.S. en 1998, 827 milliards de dollars U.S. en 1999 et 1.300 milliards de dollars U.S. en l'an 2000. Malgré cet accroissement prodigieux, l'Afrique par exemple n'a pu bénéficier que de 0.7% du volume total des investissements en 2000, soit 9.1 milliards de dollars U.S. Parallèlement, en l'an 2000 toujours, le volume du commerce mondial s'est accru de 12.5% tandis que la part des pays africains ne dépassait guère 1.7% des échanges internationaux.

La résultante de cette évolution déséquilibrée du monde est qu'en dépit d'une croissance économique rapide dans de nombreuses parties du monde, le problème de l'éradication de la pauvreté demeure toujours aussi aigu qu'il y a une dizaine d'années. Certes des progrès notables ont été réalisés dans la lutte contre la pauvreté, mais la réalité est que celle-ci se maintient encore partout.

Sur les 6 milliards d'habitants qui vivent sur notre planète, 1.3 milliard de personnes ont un revenu inférieur à 1 dollar par jour pour vivre et 2.8 milliards d'individus ont moins de 2 dollars par jour. Bien que le dernier rapport de la Banque Mondiale montre qu'il y a eu une diminution, entre 1987 et 1998, du pourcentage des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, soit de 28.5% à 26.2% pour ceux qui doivent vivre avec moins de 1 dollar et de 61% à 56% pour ceux qui se contentent de 2 dollars, la stagnation ou la détérioration sont visibles si on regarde le nombre absolu de personnes.

A titre d'illustration, nous pouvons souligner le fait que sur 4.6 milliards d'individus vivant dans les pays en développement, plus de 850 millions sont analphabètes, plus de 325 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école ne sont pas scolarisés, 11 millions d'enfants de moins de 5 ans succombent chaque année à des maladies, soit près de 30.000 décès par jour, 840 millions de personnes souffrent de malnutrition, près de 1 milliard d'individus n'ont pas accès à des points d'eau aménagés et 2.4 milliards d'hommes et de femmes ne disposent pas d'une infrastructure sanitaire élémentaire.

Dans les pays de l'OCDE, plus de 130 millions de personnes connaissent la pauvreté monétaire, 34 millions de personnes souffrent du chômage et 15% de la population adulte sont touchés par l'illettrisme selon le rapport 2001 du PNUD. Dans les pays de l'Europe de l'Est, où l'on constate une tendance à la baisse des indicateurs de revenu, de scolarisation et d'espérance

de vie, le nombre de pauvres vivant avec moins de 1 dollar au quotidien a été multiplié par 20. En Afrique subsaharienne, le revenu par habitant est actuellement moins élevé qu'en 1970. Il s'est même détérioré par rapport à la zone OCDE. En 1960, il était 9 fois inférieur à celui de la dite zone et en 1998, il était 18 fois moindre. Plus de 50 pays africains ont leur revenu réel par habitant inférieur à ce qu'il était il y a dix ans.

III. COMMERCE ET INÉGALITÉS

La persistance voire l'aggravation de la pauvreté conforte les adversaires de la mondialisation dans leur position selon laquelle la libéralisation croissante des échanges est la principale cause des inégalités toujours croissantes, alors qu'il est aussi donné de faire le constat que l'intégration à l'économie mondiale aide au contraire les pays en développement à échapper à la pauvreté. Il se confirme d'ailleurs que si la libéralisation du commerce n'a pas eu de retombées positives pour ces pays, c'est beaucoup plus parce que de graves obstacles continuent d'entraver ou d'empêcher l'intégration d'un grand nombre des pays les plus pauvres à l'économie mondiale.

Plusieurs types d'inégalité se creusent, et principalement:

- Au niveau du développement: La situation des diverses régions du monde évolue de façon fort différente, de même qu'à l'intérieur d'un même pays. En Asie de l'Est, par exemple, le nombre de personnes qui vivent avec moins de un dollar par jour est tombé d'environ 420 millions à quelques 280 millions entre 1987 et 1998 tandis qu'en Afrique Sub-Saharienne, en Amérique latine et en Asie du Sud, le nombre des personnes défavorisées a augmenté. En Afrique au sud du Sahara tout particulièrement, plus de 40% de personnes vivent avec moins de un dollar par jour, et le nombre des pauvres est passé de 277 millions à 291 millions d'individus. En Asie du Sud, le chiffre est de 474 millions à 522 millions d'individus entre 1987 et 1998 pendant la même période quand bien même le nombre de pauvres tombait de 45 à 40%. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le nombre des pauvres a crû de 20% pendant la même période.

- Au niveau des revenus: l'écart entre le revenu moyen des pays les plus riches et celui des plus pauvres ne cesse de s'élargir. En 1960, le PIB par habitant des 20 pays les plus riches était 18 fois supérieur à celui des 20 pays les plus pauvres. En 1995, cet écart avait plus que doublé. En combinant les inégalités entre les pays et à

l'intérieur de chaque pays, on obtient une mesure des inégalités globales et l'on constate un accroissement de celles-ci.

– Au plan sanitaire: dans les pays riches, moins d'un enfant sur 100 meurt avant l'âge de 5 ans. Dans les pays les plus pauvres, au moins 1 enfant sur 5 risque de ne pas atteindre son 5ème anniversaire. Dans les pays riches, moins de 5% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition, ce problème pouvant toucher jusqu'à 50% d'entre eux dans les pays pauvres. Si on ajoute à cela les dégâts causés par le VIH/SIDA, certaines prévisions indiquent que dans les pays pauvres durement touchés, l'espérance de vie pourrait baisser de moins de 25 ans et l'économie se contracterait de 20% et plus, selon le rapport 2001 du PNUD.

– Au niveau de la consommation, le Rapport sur le développement humain de 1998 soulignait que 20% de la population mondiale, la plus riche consomme ou possède 86% de la consommation privée totale alors que 20% de la population la plus pauvre n'en dispose que de 1.3%.

– Au niveau des nouvelles technologies: près de 90% des usagers de l'Internet se trouvent dans les pays industrialisés. L'Afrique qui compte 10% de la population mondiale ne possède que 0.1% des connexions à Internet comme l'indique le PNUD dans son Rapport 2001. L'Asie du Sud où vivent 23% de la population mondiale, compte moins de 1% d'utilisateurs d'Internet à l'échelle de la planète. D'ailleurs le prix d'acquisition d'un ordinateur équivaut en moyenne à plus de huit ans de salaire au Bangladesh, contre à peine un mois aux Etats-Unis.

Il se confirme que la révolution engendrée par les technologies de l'information et de la communication crée une fracture numérique entre les pays riches et les pays pauvres, et celle-ci ira en s'élargissant. Pire, les pays et régions qui ne réussiront pas le pari technologique resteront à l'écart du grand marché des produits de l'information et de la communication et ne pourront pas bénéficier des gains de rentabilité et de productivité qu'offrent ces nouvelles technologies. Ils perdront des marchés et subiront une baisse de leur revenu national.

Mais la mondialisation et la libéralisation des échanges ne sont certainement pas les seuls responsables des inégalités sociales et de la pauvreté. Bien au contraire, il est maintenant entendu que l'aggravation des inégalités à l'échelle internationale n'est pas imputable à la libéralisation des échanges mais à d'autres facteurs tels que la non-libéralisation du com-

merce des produits agricoles (qui constituent l'essentiel des exportations de nombreux pays en développement), l'insuffisance voire l'absence d'infrastructures dans les pays pauvres et la dépendance de leurs économies des exportations des produits de base.

Si on libéralise l'agriculture beaucoup d'améliorations seront enregistrées dans les conditions d'existence des populations des pays en développement. Ainsi, des études de la Banque Mondiale montrent que si tous les pays de la Quadrilatérale (États-Unis, Canada, Japon et Union Européenne) accordaient un libre accès à leurs marchés aux pays africains à faible revenu, les exportations nettes de ces derniers augmenteraient de quelque 6%.

L'impact négatif que cela aurait pour les autres pays en développement serait négligeable. D'après d'autres études, si les pays industriels réduisaient de 40% les droits de douane qu'ils appliquent aux produits agricoles et les subventions qu'ils accordent à l'exportation de ces produits, les revenus de la plupart des pays en développement augmenteraient de moins de 1%. Si le programme de Doha pour le développement parvenait à réduire de moitié les obstacles au commerce dans le secteur des produits agricoles et des textiles, cela se traduirait, pour les pays en développement, par des recettes additionnelles de plus de 200 milliards de dollars par an en 2015. (Mike MOORE, Financial Times 18/2/02).

D'après une étude de la Banque Mondiale, l'élimination de tous les obstacles au commerce devrait accroître les revenus des pays en développement de 1.500 milliards de dollars pour la période allant de 2005 à 2015.

A l'examen des différents indices d'inégalité, l'affirmation selon laquelle le processus de libéralisation des échanges a aggravé l'inégalité peut également être démentie d'un autre point de vue. Il existe différentes mesures de l'inégalité des revenus. Le sens dans lequel elle évolue dépend de la manière dont on la mesure.

– En fait, la disparité des revenus par habitant entre les pays tend à augmenter. Toutefois, si l'on accorde plus de poids aux pays de grande taille (de sorte qu'une croissance rapide en Chine ait plus d'importance qu'une croissance rapide au Honduras parce qu'elle affecte une plus grande partie de la population mondiale), l'indice de l'inégalité internationale a en réalité diminué au cours des 20 dernières années. Quelle est l'explication de cette évolution? Les pays à faible revenu ont en général vu leur PIB par habitant progresser plus lentement que celui des pays à revenu élevé. Toutefois, certaines des économies les plus peuplées du monde (Chine, Inde, Indonésie et

Pakistan) ont connu des taux de croissance plus élevés que ceux des économies développées.

– L'inégalité entre les pays s'accroît depuis au moins 1950 et plus probablement depuis 1870 (soit avant le début du processus de libéralisation des échanges), tandis que l'inégalité internationale (telle qu'elle est exprimée par l'indice d'inégalité pondéré en fonction de la taille de la population), a reculé pendant les années 80 et 90 – c'est-à-dire pendant la période caractérisée par la libéralisation la plus rapide des échanges.

– Des forces autres que la libéralisation des échanges ont aggravé l'inégalité, la principale d'entre elles étant la croissance démographique.

– L'inégalité entre les pays ne permet pas, pas plus que l'inégalité internationale, de mesurer la répartition globale des revenus parce que ni l'une ni l'autre ne tient compte des modifications survenues dans la répartition des revenus au sein des pays (et qui constitue un indicateur plus approprié du bien-être).

En outre, des éléments de preuve empiriques attestent une convergence liée aux échanges. Les échanges ont-ils accru ou atténué les forces divergentes qui s'exercent sur l'économie mondiale (c'est-à-dire tous ces facteurs qui expliquent les différences existant entre les taux de croissance des différents pays: taux d'investissement, niveau d'éducation, politiques macro-économiques)? Les éléments de preuve empiriques montrent que le commerce est un facteur de convergence entre les pays. Les principales constatations que l'on trouve dans les ouvrages économiques sont les suivantes:

– La libéralisation des échanges entre les pays de l'Union Européenne a entraîné une convergence importante des revenus – tendance qui n'existait pas auparavant. La même chose s'est produite entre les États-Unis et le Canada. Au début, la création de l'Association Européenne de Libre – échange (l'AELE) n'a pas, en soi, entraîné une convergence, mais celle-ci a commencé à se manifester après la conclusion de l'Accord issu du Kennedy Round (qui a libéralisé les échanges avec les pays de l'Union Européenne).

– Si les revenus de la majorité des pays ont divergé, les principaux partenaires commerciaux sont davantage susceptibles de voir leurs revenus converger que diverger.

– Les niveaux de revenu de deux pays convergent d'autant plus rapidement que le volume de leurs échanges bilatéraux augmente.

D'autres éléments de preuve empiriques concernent les effets sur la croissance de la libéralisation des échanges. La libéralisation des échanges entraîne-t-elle une convergence des revenus vers le haut ou vers le bas? Une convergence pourrait être souhaitable en elle-même étant donné qu'elle réduit les inégalités entre les nations, mais il est manifestement préférable que cette convergence s'effectue vers le haut plutôt que vers le bas. D'après des conclusions empiriques il semble en général que:

- Une analyse de la tendance de la croissance sur une certaine durée, montre que la libéralisation des échanges a coïncidé avec une progression du taux de croissance. Une comparaison des taux de croissance moyens pendant la période d'avant guerre (depuis 1870) et la période d'après guerre (à l'exception des premières années de forte croissance) pour les 16 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données rétrospectives, montre, pour chacun de ces pays, que les taux de croissance ont été plus élevés après la guerre. Pour le groupe dans son ensemble, le taux de croissance moyen après la guerre a été plus du double de ce qu'il était avant la guerre.
- Une analyse comparative des taux de croissance entre pays montre qu'un régime commercial ouvert est associé à une croissance plus forte du PIB. Un économiste célèbre, Ben David, montre que les pays en développement ouverts ont progressé en moyenne plus rapidement que les pays en développement fermés et plus rapidement que les pays développés ouverts entre 1965 et 1986. Aux taux de croissance enregistrés, dans un pays en développement fermé, les revenus réels d'un individu doubleraient après 62 ans, alors que pendant la même période, ils seraient multipliés par 16 dans un pays en développement ouvert et par cinq dans un pays développé ouvert. Plus récemment, une étude de la Banque Mondiale a montré que si le PIB par habitant a progressé de 1.4% pendant les années 90 dans les pays en développement opposés à la mondialisation, il a progressé de 5.1% par an dans les pays qui lui sont favorables.
- Le degré d'ouverture est en général mesuré par le ratio commerce/PIB. Les ouvrages empiriques montrent qu'un ratio commerce/PIB élevé est associé à une forte croissance. D'un côté, ce résultat n'implique pas nécessairement que la libéralisation des échanges favorise la croissance. Le lien de cause à effet pourrait en fait être inversé. D'un autre côté, il suggère que les pays qui sont parvenus à augmenter leur ratio commerce/PIB ont également connu une

croissance plus rapide. À cet égard, il convient de noter que l'expansion du commerce mondial dans les années 80 et 90 est due en grande partie à l'expansion du commerce des produits manufacturés. Les pays en développement exportent toutefois principalement des matières premières. Or la demande de matières premières a stagné et c'est dans ce secteur que la libéralisation a le moins progressé. Par conséquent, la plupart des avantages de la libéralisation ont échappé aux pays en développement.

Mais quels sont les effets positifs et négatifs du commerce sur le revenu des populations pauvres?

Les liens entre commerce et pauvreté ne sont pas aussi directs ni aussi immédiats que les rapports entre la pauvreté et les politiques nationales dans les domaines de l'éducation, de la santé, des réformes agraires, du micro - crédit, des infrastructures, de la gestion, etc. Le commerce peut cependant avoir des incidences sur les possibilités de revenus des populations pauvres et ce, de plusieurs manières - certaines positives et d'autres négatives.

Au plan des effets positifs du commerce sur les revenus des populations pauvres, on note que:

- Le commerce peut contribuer à la convergence des revenus entre pays riches et pays pauvres.
- La libéralisation des échanges crée des conditions propices à une croissance plus rapide des revenus en facilitant l'accès aux idées, aux techniques, aux biens, aux services et aux capitaux. De plus, le commerce favorise la croissance car il permet une utilisation plus efficace des ressources grâce à la spécialisation et à des économies d'échelle.

Mais quel est le coût de la libéralisation des échanges? La libéralisation des échanges peut avoir des effets négatifs sur la redistribution des revenus. Une réforme des politiques fait des gagnants mais aussi des perdants dans un pays. Cela est dû à plusieurs facteurs:

1. *L'évolution des prix relatifs.* Le prix des importations tend à diminuer. Ainsi, les producteurs de biens faisant concurrence aux importations dans le pays souffriront de la concurrence, tandis que les producteurs utilisant des produits intermédiaires importés bénéficieront de prix plus bas pour leurs intrants. Dans l'ensemble, les consommateurs bénéficieront d'une baisse des prix des produits finaux. Le prix des exportations tend à augmenter. En ce qui concerne les produits agricoles, cela peut être un avantage pour les popu-

lations rurales pauvres, mais un désavantage pour les populations urbaines pauvres.

2. *L'évolution de la demande relative de main-d'œuvre spécialisée et non spécialisée.* Les exportateurs auront besoin davantage de main-d'œuvre, mais certaines des entreprises faisant concurrence aux importations fermeront et licencieront leurs employés. Qui sera gagnant? Si le secteur travaillant pour l'exportation est à forte intensité de main-d'œuvre non spécialisée, la demande de main-d'œuvre non spécialisée (c'est-à-dire de travailleurs ayant une éducation primaire ou pas d'éducation) augmentera, de même que leur salaire. Par conséquent, si les populations pauvres constituent essentiellement une main-d'œuvre non qualifiée, les réformes commerciales réduiront la pauvreté et l'inégalité entre les revenus diminuera. Par contre, si les réformes commerciales accroissent la demande de main-d'œuvre semi-qualifiée, ni la pauvreté, ni l'inégalité des revenus ne reculeront. Les faits montrent que, dans les pays de l'Asie du Sud-Est, les inégalités reculent avec une ouverture accrue, mais cela n'est pas le cas dans les pays d'Amérique du Sud.

3. *L'évolution du risque et de la vulnérabilité.* L'ouverture tend à réduire les risques associés à la fluctuation de la production intérieure. Si une inondation détruit la récolte de la principale culture vivrière, les conséquences en sont plus désastreuses dans une économie fermée que dans un pays où les gens peuvent importer des produits agricoles. L'ouverture réduira le risque de pénurie pour les personnes dont le revenu n'est pas tributaire des récoltes. Par contre, si l'ouverture entraîne une spécialisation et la production d'une récolte unique, une plus grande partie de la population dépendra des récoltes dans une économie ouverte que dans une économie fermée. Le gouvernement pourrait compenser cette perte temporaire, mais les pays pauvres peuvent être incapables de supporter ce risque car leurs réserves ne sont pas assez importantes.

4. *Les difficultés d'ajustement.* Le coût de l'ajustement peut être supportable pour certains et insupportable pour d'autres. Le chômage temporaire peut être très dur à supporter pour les pauvres qui n'ont pas d'économies pour y faire face. Les producteurs peuvent être obligés de faire des emprunts pour réaliser des investissements pour accroître la production ou créer des réseaux de distribution à l'étranger. Des difficultés d'accès au crédit peuvent exclure toute possibilité d'ajustement pour certains.

5. *Des changements dans les recettes et les dépenses publiques.* On craint souvent que la suppression des droits de douane ne réduise les recettes publiques et que cela ne nuise aux pauvres.

Ces deux effets ne se produisent pas nécessairement. Premièrement, les recettes publiques ne baissent pas forcément. Les droits de douane sont certes plus faibles, mais le volume des échanges est plus élevé et l'un peut compenser l'autre. De même, on cherchera moins à éviter de payer un droit de douane plus faible. Deuxièmement, les recettes provenant des droits de douane peuvent être remplacées par d'autres formes de taxation. Les pauvres n'en pâtiront pas forcément. Que la nouvelle taxation ou les restrictions budgétaires désavantagent ou non les pauvres, cela relève d'une décision politique.

IV. CONCLUSIONS

Le commerce contribue beaucoup à la croissance et par conséquent au développement et à la lutte contre la pauvreté. Les pays pauvres ne peuvent pas, en adoptant des politiques protectionnistes, perdre cette belle occasion de se développer. Face aux risques de répercussions temporairement néfastes pour la population (les travailleurs peuvent par exemple connaître des périodes de chômage) les gouvernements doivent adopter des politiques appropriées:

– *Politiques compensatoires sur le plan intérieur:* politiques compensatoires générales ou filets de protection, qui garantissent un revenu à ceux qui souffriront de la concurrence étrangère.

– *Politiques complémentaires sur le plan intérieur:* mise en place d'infrastructures, interventions sur le marché des crédits ou concernant la flexibilité du marché du travail. Ces politiques visent à remédier au manque de crédits ou à supprimer les obstacles à un ajustement rapide des marchés face à la nouvelle situation.

– *Politique commerciale:*

a) L'annonce d'un programme crédible de libéralisation des échanges assorti d'une période définie de mise en œuvre réduira les risques associés à un renversement brutal des politiques pour les importateurs et les exportateurs. Dans ce contexte, le rôle de l'OMC est crucial.

b) Un engagement est nécessaire pour améliorer les résultats commerciaux des entreprises. Afin d'exporter, un pays en développe-

ment n'a pas seulement besoin d'un accès aux marchés et de produits et services commercialisables mais, il doit aussi posséder les compétences nécessaires. En outre, le partage des informations entre les secteurs privé et public est une des conditions indispensables pour qu'un pays parvienne à exporter avec succès.

Pour mettre en place toutes les politiques requises, les pays en développement qui ne bénéficient pas totalement des effets positifs de la mondialisation et de la libéralisation des échanges, éprouvent les pires difficultés tant les ressources humaines et les capacités de production leur manquent cruellement. D'où l'impérieuse nécessité pour le monde développé de réajuster son partenariat avec les pays pauvres afin de permettre au commerce de jouer son véritable rôle d'instrument de la croissance et du développement, dont la réalisation est indispensable pour la réduction des inégalités.

Dans ce contexte, les négociations en cours à l'OMC pour approfondir la libéralisation des échanges et pour asseoir un commerce juste et équitable, sont à féliciter.

BIBLIOGRAPHIE

- Dollar D. et A. Kray (2000). Is growth good for the poor, World Bank Discussion Paper. <http://www.worldbank.org/research/growth/pdffiles/growthgoodforpoor.pdf>.
- Ghose A.K. (2001). Global Economic Inequality ILO Employment Paper.
- Hertel, Hoekman et Martin (2000). "Toward a new round of the WTO negotiations: issues and implementations for developing countries", Banque mondiale.
- Ianchovinchina, Mattoo et Olarreaga (2000). "Duty-Free Access for LDCs' Exports: How much is it Worth and Who Pays?" Banque mondiale.
- OMC (2000). Commerce international, Disparité des revenus et pauvreté, Division de la recherche et de l'analyse économiques, Dossier spécial n° 5.
- OMC (2001). Statistics on Globalisation, Division de la recherche et de l'analyse économiques.
- Rapports annuels du PNUD (1998), (1999), (2000), (2001)
- Rapports annuels de la Banque Mondiale (1998), (1999), (2000).
- Rapports annuels de l'OMC (1998), (1999), (2000).

PARTHA S. DASGUPTA

Thank you very much. My official responsibility on this occasion is to comment on the two papers that were presented after lunch. However, I hope that tomorrow we will be able to return to the earlier papers, because many of the points raised there were most stimulating.

Today we all believe in decentralization. In the IMF and WTO we have two international institutions, each having been mandated to perform particular sets of tasks. Neither the IMF nor the WTO was founded to solve all the world's problems. They have very specific mandates. As citizens of the world, our hope should be that these institutions will so coordinate with each other and with the rest of the world's system that, together, we would have an international institutional structure that is able to confront some of the most urgent societal problems. It is in the nature of these two institutions that they should regard their unit of analysis to be the nation. Their dialogue is with governments. (There are exceptions of course, NGO's today do get a look in, but it is governments with which the IMF and WTO have to deal). However, those of us who are fortunate in not having to shoulder the world's responsibility (in particular, academics such as myself), enjoy the privilege of not having to think solely in terms of nations. We are able to regard the unit of analysis to be persons. Countries differ widely in terms of management, quality of leadership, and Heaven knows what else. So do cultures differ. But we humans share a commonality: we were all forged in the same evolutionary cauldron. For example, we all experience anger and jealousy, and are also capable of showing affection. Such emotions are universal. Where cultures differ is to whom and to what anger is directed, or to whom affection is given, and so on. It seems to me therefore that

we should try to understand cultural differences in terms of the commonality of the human experience.

What has all this to do with the two papers under discussion? Well, it is that over the past forty years or so, social scientists have done much to study and understand non-market institutions. In contrast, the two wonderful presentations we have just had have presumed that we all live exclusively in market systems.

Much of rural life in sub-Saharan Africa and Asia, for example, is conducted outside the market system. Transactions occur within non-market institutions, by which I do not only mean the most important non-market institution of all, namely, the 'household'. The point is that economic transactions occur among members of kinships, tribes, guilds, castes, villages, and so forth. These institutions are neither markets nor the State, they are communitarian. So it seems to me we need to understand the workings of non-market institutions and the way they interact with the workings of markets and the State. For example, what effect will an expansion of markets have on the workings of communitarian institutions that regulate the use of common property resources in African or Asian villages? Expansion of markets could have effects on such institutions that are hard to foresee. And they are particularly hard to foresee if we ignore the existence of such institutions. Recent work on the drylands of South Asia and sub-Saharan Africa have shown that something like 15 to 40 percent of rural household income comes from common property resources, such as grazing lands, local woodlands, ponds and tanks. The use of such resources as they provide are regulated by communitarian institutions, which are outside the market system. Though outside, the use of common property resources are inevitably connected to the functioning of markets.

All societies rely on a mix of markets and communitarian institutions. The mix shifts through changing circumstances, as people find ways to circumvent difficulties in realizing mutually beneficial transactions.

Now, it can be that expansion of markets can destroy non market institutions and make certain vulnerable groups worse off. Economic analysis can identify the kinds of people who would get hurt when trade expansion occurs in the absence of appropriate safety nets or compensations. Here is a pathway that may well be powerful.

Long-term relationships in rural communities in poor countries are often sustained by the use of social norms, for example, norms of reci-

procuity. This is not the place to elaborate upon the way social norms should technically be viewed. The point about social norms that bears stressing, however, is that they can be practised only among people who expect to encounter one another repeatedly in similar situations.

Consider a group of far-sighted people who know one another and who prepare to interact indefinitely with one another. By a far sighted person I mean someone who applies a low rate to discount future costs and benefits of alternative courses of action. The basic idea is this: if people are far-sighted and are not separately mobile, a credible threat by all that they would impose sufficiently stiff sanctions on anyone who broke the agreement would deter everyone from breaking it. But the threat of sanctions would cease to have potency if opportunistic behaviour became personally more attractive. This can happen if markets grow nearby and uncorrelated migration accompanies the growth of those markets. As opportunities outside the village improve, those with lesser ties (young men) are more likely to be able take advantage of them and make a break with those customary obligations that are enshrined in prevailing social norms. Those with greater domestic attachments would perceive this and infer that the expected benefits from complying with agreements are now lower. Either way, norms of reciprocity could be expected to break down, making certain groups of people (women, the old, and the very young) worse off. This is a case where improved institutional performance elsewhere (growth of markets in the economy at large) has an adverse effect on the functioning of a local, non-market institution.

To the extent social norms weaken, communitarian management systems of local resource bases erode, as free riding goes unpunished. So there can be a chain of events, leading from growth of markets elsewhere, through a deterioration of the local resource base, to greater hardship for those unable to take advantage of growing opportunities elsewhere (owing to an absence of roads to transport their produce, to a lack of human capital, or whatever). Freeing trade without considering safety-nets for those who are vulnerable to the erosion of communitarian practices is defective policy. It has been argued that such safety nets are the responsibility of governments and that international agreements on trade expansion are a different matter. The former is certainly true, but the latter does not follow from it. In an imperfect world it matters very much who gets to move first. If there is no guar-

antee that governments will put in place the needed safety-nets, the consequences of trade expansion can be expected to be quite different from the consequences if there are guarantees that governments will do their job. So it would seem that even for WTO and the IMF, governance is at the heart of the matter.

A NOTE ON THE POSSIBILITIES OF HELPING DEVELOPING COUNTRIES

BEDŘICH VYMŮTALÍK

The need to help poor countries from those economically more developed ones is nowadays generally accepted. It is also known that such help is not small. Nevertheless it appears that the differences between rich and poor countries are becoming rather deeper. Thus a question is arising whether the existing ways of help can be effective at all and whether some more convenient ways are not to be sought.

The demands to forgive long overdue-payments and non-legitimate debts are undoubtedly substantiated and it will be – sooner or later – unavoidable to solve them. In the meantime they do not find a needed response. This is comprehensible. The creditors see no reasons why to lend money without interests. Furthermore they oppose that neither forgiving debts will bring any changes unless the causes of poverty and insolvency will be removed. This is true but it is impossible to omit critics opposing that the cause often consists in the approach of creditor institutions that join the help with unrealistic structural adjustment programs. In this way they do not permit to the debtor countries to effectuate help by their own forces but they bring them into further debts. Thus the living conditions of the population become more and more difficult.

At the end of last year the financial collapse in Argentina has been brought to the attention. If I need (without any guaranty) the data published in the daily press then: the official foreign debt of Argentine in 1980 was 27 billions US\$ and it increased in the course of 21 years until the end of 2001 to 142 billions US\$. But in the course of these 21 years Argentine paid 120 billions US\$ only as the interests (i.e. without the proper amortisation of the debt). This sum is 4.5 times higher than the debt taken by Argentine in 1980. Nonetheless the main debt nowadays is more than five times higher than the sum which represented the debt 21 years ago.

The bankrupt that arose in December 2001 has made the situation dramatically far more difficult. The original rate course of the Argentinean peso to the US\$ (1:1) has been devaluated in January 2002 to the rate 1.4 peso to 1 US\$. The existing debt of 142 billions US\$ increased in a moment to 200 billions! Furthermore the interest rates have been increased as well because – according to the evaluation of the credit-rating agencies – Argentine has become a risk country for creditors.

The bankrupt has brought much further deterioration of the living conditions to the population (Professor Llach certainly is more qualified and informed to make comments to this matter) and obviously this trend will continue. The International Monetary Fund certainly will help with a new loan but in the interests of creditors such a loan shall cause further interference with the living standard of population.

The example of Argentina as well as the experiences with other financial crises of past years lead to the conclusion that the up to now existing ways of help to developing countries and mechanisms applied for providing such a help obviously need to be re-evaluated.

In my contribution 'About the Possibilities of Diminishing Poverty in a Global World' – presented at the previous session of the Academy – a support has been expressed to the suggestion that the United Nations should put into place a 'Social Contract of Globalisation' requiring member states participation. According to this contract the countries with above-average per capita GNP would give in agreed amounts their contributions for countries falling below this index. Obviously an agreement is supposed concerning the mechanism of delivering the contributions to the central fund, the way of its management and also the guaranty that the help will be used for projects of economic and social advancement of the supported countries.

The experiences with creating and using structural funds in the European Union indicate that a justly organised help can bring acceptable and profitable results. Even though creating a central global fund is much more difficult, we cannot omit the example e.g. of Ireland. A few years ago this country was considered as a developing one, nowadays it is classified as a country with rapidly growing economics. Whereas in 1998 Ireland received from the EU financial help of about 3.2 billion US\$, in 2001 it already contributed to the EU budget about 1 billion US\$.

Purposeful co-ordination of help to poor countries by the contributions system based on the Social Contract of Globalisation with strictly defined criteria might serve as one of possible ways of how to moderate inequities in the contemporaneous world and after all how to use possibilities offered by the globalisation process itself.

JOSÉ T. RAGA GIL

As was expected, the presentation made by Michel Camdessus has been outstanding in all senses: deep and rigorous, frank and honest, well documented and experienced and, on top of that, delightful. I warmly thank Mr. Camdessus for all the matters he put in front of us for our consideration, covering the main points relating to worldwide financial problems, basically between rich and poor countries.

I fully agree with the way in which Mr. Camdessus analysed the financial problems affecting developing countries, and in particular the matters relating to the financial architecture built for central governments when borrowing money, as well as the problems facing underdeveloped countries due to the burden of the present levels of external debt.

We need new practices in lending and borrowing money, more consistency in the various institutions acting in this field, as well more honest, rigorous accounting procedures and more transparent information about the use of the financial resources obtained in international markets.

The principles of stability, equilibrium and rationality criteria are a *conditio sine qua non* for the reliable conduct of any country willing to borrow money in different financial markets. Private financial institutions, as well as the World Bank and the International Monetary Fund, should pay attention to the fact of this reliable conduct when lending money to different countries.

In spite of this general principle, we must be realistic in the sense that the requirements established above are a difficult task for many countries and for many governments, which moved from a tribal social structure to a governmental system based on dictatorship. But in any case, these basic principles must be kept to the fore if we want to achieve a correctly operating financial system.

Let me now look at some considerations that create some doubts in my mind when I try to approach the problem. The first one concerns the concept of financial activity. The present development of money and financial markets presents those markets as autonomous, disconnected from any other economic activity. But the very end of any financial means is to serve the real economy; the economy of the most efficient use of economic resources.

Looking into this field, a very primary distinction appears: the difference between private and public borrowers. Private borrowers are usually guided by economic concepts such as: productivity, competitiveness, market share, etc. Public borrowing requirements are more inclined to self protection, power sustainability, the interests of the government rather than the interests of society, and, in the end, in several cases, this leads to corruption. This is the reason why the social demand in these countries is for loans to be made to the private sector and not to public or government bodies.

A second matter of concern is that of the freedom of financial market operations. The rule of thumb to guarantee efficiency in the market is that of the free movement of financial flows. The main practice against this freedom is generally represented by subsidies for investment or the production process.

It is very clear that any subsidy for any economic activity creates a unfair competitive game between those who have subsidies and those that do not. That is to say that in a free market economy subsidies must be forbidden and, of course, this is the case. But this is only relevant when all the countries involved are at almost the same starting conditions.

Things are different when the conditions are very unequal: for example, a less developed country compared to a developed one. Can both countries be treated equally when they are so unequal? It seems that the justice rule involves applying equal treatment to equal conditions and, consequently, different treatment to unequal conditions.

Even more: must, the concept of subsidy be limited only to the monetary dimension? What about subsidies for goods or services? Do not skilled labour, roads and communications infrastructure, education levels, government stability, etc., which are so scarce in poorer countries and so abundant in rich countries, not operate as real – non monetary – subsidies?

Should we neglect the question of whether is it possible, following the criteria of justice, to accept the free market game within countries when there is such a wide gap of inequality?

PART IV

GLOBALISATION, RELIGION AND POVERTY

MONDIALISATION, RELIGIONS ET PAUVRETÉ

ANDREA RICCARDI

Le Vingtième siècle a été le siècle le plus sécularisé de l'histoire, une réalité totalement nouvelle pour les religions et le christianisme. Dès le début du siècle les experts prévoyaient la "fin de la religion". Émile Poulat le dit avec une formule très devinée: le monde où nous vivons est, en un certain sens, "sorti de Dieu". Au début du nouveau siècle force est de constater, au contraire, que, malgré les prévisions et la grande sécularisation, la religion n'est pas morte et aujourd'hui on parle même de "revanche de Dieu". Ceci concerne le christianisme tout comme les autres religions. Dans "l'hypermarché de la globalisation" se renforcent les appartenances de groupe et la religion est utilisée en fonction identitaire. Au terme du siècle le plus sécularisé de l'histoire les religions se retrouvent toutes nouvellement à exercer un rôle public, elles sont à nouveau protagonistes ou redeviennent un élément de légitimation.

Un tel processus voit le jour avant la naissance officielle de la mondialisation dans la conscience collective. Dès les années Soixante-dix s'impose une nouvelle personnalité islamique, avec la victoire de Khomeiny en Iran, et commence ce qu'on a appelé une "renaissance islamique". Et ici il faut souligner tout le contexte de ce phénomène comme revanche des damnés de la terre contre l'Occident riche: il faut rappeler, par exemple, toute la pensée de Ali Shariati à ce niveau. La crise des nationalismes d'inspiration socialiste (que l'on songe à l'africain ou l'arabe...) et des possibles "troisièmes voies" (comme les non alignés) ouvrent un vide. Le monde traverse donc un changement profond qui amène plusieurs peuples et nations non occidentaux à chercher de nouveau leur identité et le chemin de leur futur. Outre le nationalisme et l'ethnisme sous toutes leurs formes, même les religions peuvent être utilisées pour intercepter le besoin d'identité et de rachat auquel le communisme avait en partie répondu. Pour cette raison

les fondamentalismes se présentent parfois comme une “grammaire de la révolte”, en tant que modèles non importés de l’Occident.

Pour décrire les conséquences de la mondialisation, Benjamin Barber dans *Jihad versus McWorld* parle de “dépaysement”. Fondamentalisme, recherche des racines réelles ou hypothétiques, définition de confins individuels ou de groupe, l’autre moitié du monde (le grand Sud pauvre)... L’analyse de Barber suggère comment dans l’après-guerre froide technologie et fondamentalisme, Mc Donald et tribalismes, sont moins distants ou opposés de ce que l’on pourrait supposer. Au contraire, esprit de consommation et traditionalisme se répandent en même temps dans les individus et les sociétés. Nous en avons vu un terrible exemple avec les attentats du 11 septembre contre les États-Unis, où une utilisation sophistiquée de stratégies et outils de la modernité se mélange à des méthodes proches d’une dérive sectaire et à des motivations appartenant à un passé révolu.

Mondialisation signifie aussi interdépendance et cohabitation: partout maintenant des gens différents habitent ensemble, comme on le voit en Europe avec l’émigration. Ce qui arrive aujourd’hui quelque part dans le monde nous touche tous. Mais cela signifie aussi que la culture globale ne détruit pas les identités mais les transforme. Il s’agit de quelque chose d’absolument nouveau, mais en même temps d’ancien. Dans la globalisation les nations et les peuples ne meurent pas mais s’adaptent et en s’adaptant se rapprochent. Il en découle une sorte de cohabitation des cultures, de métissage culturel, comme dit Serge Gruzinski dans *La pensée métisse*. En de telles circonstances les identités ethniques, religieuses et culturelles se restructurent, en s’ouvrant à un horizon qui n’est plus celui d’avant, et parfois de manière conflictuelle.

L’histoire des identités est complexe et interroge les religions surtout parce que le nom de Dieu est associé à de nombreux conflits contemporains. Le langage médiatique de plus en plus souvent parle de guerres ethniques ou de “guerres de religion”, suite à la désormais fameuse thèse du *clash of civilizations* de Samuel Huntington, lancée dans le lointain 1993. Cette dernière semble correspondre à un désir latent: résoudre la complexité du monde et éviter le défi de l’interdépendance par la recherche de l’ennemi, par la séparation. Il s’agit là d’une aspiration répandue, partagée par qui cherche de nouveaux barbares dont il faudrait se défendre, mais aussi par ces mondes qui se sont sentis marginalisés par l’Occident et qui retrouvent ainsi une catégorie identitaire d’ensemble. Chacun y retrouve - du moins un peu - soi-même, en reconnaissant son identité dans une civilisation (ou une religion perçue comme identité) et en trouvant son enne-

mi. “Que sera Rome sans Carthage?” – se demandait déjà préoccupé Cicéron après la chute de l’ennemi historique.

Comme le remarque Amin Maalouf, il n’existe pas d’identité qui vive seulement de la tradition parce que chaque identité nécessairement reçoit aussi l’influence de la force de ce qui est contemporain. Les identités religieuses ne sont pas des icônes immuables, de même que les identités sociales ou politiques. Il me semble plus clairvoyant de constater, toujours avec Maalouf, qu’aujourd’hui “si nous affirmons avec tant de rage nos différences, c’est justement parce que nous sommes toujours moins différents. Parce que, malgré nos conflits et nos inimitiés séculaires, chaque jour qui passe réduit un peu plus nos différences et accroît un peu plus nos affinités”. La mondialisation impose donc une cohabitation inévitable, parce qu’elle diminue les distances. Par conséquent la cohabitation et la culture du vivre ensemble deviennent inévitables.

Devant la tentation de trop diviser le monde en mondes, surtout “utiles et inutiles”, je veux explorer une réalité particulière: la communion entre chrétiens du Nord et du Sud, qui s’inscrit dans les racines de l’Église. C’est un fait de notre époque, pas seulement une observation théologique. Justement au cours du siècle le plus sécularisé de l’histoire chrétienne, ont vécu des nouveaux martyrs, des femmes et des hommes qui n’ont pas craint de perdre leur vie par amour d’autres peuples, des pauvres et de pays lointains. Le christianisme africain est marqué par le martyre commun des africains et des non africains. Les chrétiens résistent, avec toutes leurs fragilités, à la tendance culturelle du clash et à la tendance sociale et politique qui veut marginaliser davantage les exclus. Les Églises, en tant que telles, représentent une contradiction devant la propension au divorce entre le Sud pauvre et le Nord riche. Il y a une communion réelle entre les Églises, celles du Nord et celles du Sud, qui manifeste une unité de destin. Pour l’Église cela représente une grande responsabilité. Ce n’est pas par hasard que Jean-Paul II, dans son récent message pour la Journée de la paix, a insisté encore une fois sur l’idée d’un “destin commun”: “la présente situation d’interdépendance planétaire – a-t-il écrit – aide à mieux percevoir la communion de destin de l’entière famille humaine, en encourageant chez toutes les personnes qui réfléchissent l’estime pour la solidarité”.

La coexistence s’inscrit en effet depuis toujours dans les racines de l’Église, réalité à la fois locale et globale. L’Église possède, c’est bien connu, sa réalité locale: qu’est-ce qu’il y a de plus local qu’une paroisse, liée aux gens, au territoire à la portée de tout le monde? Dans un Nord riche où par peur, on élève des murs pour se défendre, où les espaces communs diminuent, où

un groupe de villas a besoin d'un gardien et où se multiplient les interphones vidéo, l'église demeure un espace dont la porte est ouverte à tous, comme un havre qui accueille ceux qui désirent prier, qui cherchent le silence mais aussi qui veulent parler avec quelqu'un, et même ceux qui cherchent un peu de chaleur en plein hiver ou de l'aide quand ils sont pauvres et désespérés. Les communautés chrétiennes sont une ressource pour les pauvres. Gabriel Le Bras a écrit *L'Église et le Village*, on aimerait aujourd'hui que quelqu'un écrive *L'Église et la Ville*. Rien de plus local qu'une église, en pleine ville, proche des gens et du territoire. Mais l'Église ne se limite pas qu'à cela. L'Église, de par sa nature catholique, répandue partout, est profondément universelle: le lien entre le monde pauvre et le monde riche, le Nord et le Sud. La solidarité entre Églises, entre chrétiens, avec les pauvres. Ce ne sont que des aspects d'une globalisation inscrite dans l'expérience chrétienne. Mais elle était déjà universelle à ses débuts, dès la prédication de Paul qui, dans ses écrits, parlait à une communauté de la vie des autres communautés et demandait à toutes de se rappeler concrètement des pauvres de la communauté de Jérusalem comme marque réelle de communion. Cette prière adressée à tous les chrétiens de l'époque pour qu'ils se souviennent des pauvres de Jérusalem – permettez-moi de le dire – est l'expression de la pédagogie chrétienne selon laquelle les idées doivent être, même partiellement, vécues concrètement et avec un équilibre entre le cœur, l'esprit, les mains. Dans la communion, les problèmes du monde qui est proche se mêlent à ceux du monde qui est loin.

Les chrétiens ont conscience comme le dit Jean-Paul II, des inégalités qui marquent de vastes zones de la planète, "au point d'amener les pays les plus pauvres à une dérive inexorable". La globalisation au lieu de diminuer a probablement accru les inégalités. Le mélange entre instabilité politique et désespoir est quelque chose d'extrêmement dangereux pour l'équilibre national et international. Après le drame du 11 septembre, on est impressionnés par certaines réactions de la part de quelques populations du Sud. Il y a un clivage Nord-Sud qui augmente aussi dans l'imaginaire des peuples, outre que dans la réalité.

Quelle attitude pour les chrétiens? Évangéliquement parlant, le Sud du monde représente le pauvre Lazare qui gît à la porte du riche épulon, en se nourrissant de ce qui tombe de sa table. Cette conscience ne continue pas seulement à pousser les chrétiens à promouvoir un courant de solidarité vers le Sud, mais doit aussi aider tout le monde à réfléchir sur la nécessité d'une culture d'un destin commun à l'échelle universelle, qui puissent dicter les choix politiques et économiques de nos pays. Il y a un "bien com-

mun” à rechercher et à dire de nouveau: une civilisation du “vivre ensemble” à réaliser. En effet aujourd’hui on ne peut pas se faire l’illusion que le bien – que l’on cherche pour soi-même et pour ses enfants – puisse s’épanouir à l’abri de nos frontières nationales ou régionales, alors que nombreux, trop nombreux, sont les exclus tombés dans la misère. Civilisation “du vivre ensemble” signifie cohabitation entre identités différentes, mais en même temps prise en charge des problèmes des pauvretés du monde.

La pauvreté dans le monde a augmenté. Comme vous le savez bien (mais il est utile de le répéter), aujourd’hui la moitié de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour. Exclusion signifie aussi inégalité dans la distribution des ressources: 80% des habitants de la planète partagent 20% du PNB mondial. Dans de nombreux pays un abîme sépare les pauvres des riches. Face à une telle situation, l’idée s’affirme progressivement qu’il existe désormais une inexorable séparation des destins du Nord et du Sud du monde. Une telle idée s’affirme et reçoit un ample consensus, s’inscrivant dans le clivage de la logique du clash, dont on a parlé plus haut. Voilà que prend corps une doctrine isolationniste qui se répand dans le monde riche. Il n’est toutefois pas possible de négliger les conséquences néfastes de ces énormes inégalités. Que sera-t-il d’une Afrique qui ne compte aujourd’hui que 2% dans le commerce mondial et qui détient le plus grand nombre de malades du SIDA dans le monde: soit 26 millions sur les 34 atteints par la pandémie? Le SIDA, la pauvreté d’aujourd’hui. Sa conséquence la plus grave est celle de la diminution de l’espérance de vie, comme cela n’arrivait plus depuis la fin de la Seconde guerre mondiale: en Afrique l’espérance de vie passera de 52 ans à 47,1 ans en 2010, alors qu’en Europe elle dépasse 70 ans. Dans certains pays africains ces effets sont d’ores et déjà visibles, comme au Mozambique (Pays qui m’est très cher) où l’espérance de vie est descendue de 52 à 37,7 ans.

Autour de nous le désespoir augmente. Lorsque je parle de cette situation, je ne le fais pas à partir d’une réflexion économique, dont je n’ai pas la compétence. Je le fais à partir de mon expérience personnelle qui s’identifie, en grande partie, avec celle de la Communauté de Sant’Egidio, une réalité ecclésiale née en 1968 à Rome, qui s’est développée en Europe et qui est maintenant présente dans soixante pays du monde environ. Vous nous rencontrez à la prière du soir, à Rome dans la belle basilique de Santa Maria in Trastevere, mais aussi dans un “barrio” (quartier) de Maputo au Mozambique, à la Havane, ou dans une chapelle à San Salvador, ou dans une salle de fortune à Conakry en Guinée ou à Barcelone dans un quartier historique ou à Kiev ou à Würzburg en

Allemagne. Des Communautés différentes qui écoutent la Parole de Dieu et en font le cœur de leur existence. Des Communautés de gens du lieu qui ont les pauvres comme amis. Je pense tout particulièrement à nos communautés en Afrique. Sant'Egidio existe dans environ trente pays africains. Il s'agit de personnes souvent pauvres, dans des pays pauvres, qui manquent de perspectives, qui font souvent face à de grandes difficultés, et quelquefois à des conflits, mais qui ont découvert – en vivant l'esprit de la Communauté – que personne n'est jamais pauvre au point de ne pouvoir aider plus pauvre que soi. Ils s'engagent donc gratuitement et volontairement au service des plus pauvres, en aidant les enfants ou en visitant les prisonniers, en établissant des liens de solidarité dans une société souvent dure. Ces Communautés sont aussi des lieux de réconciliation, comme au Burundi ou au Rwanda, où Tutsi et Hutu vivent ensemble, ou en Côte d'Ivoire où des Ivoiriens fraternisent avec des étrangers, malgré la conjoncture actuelle. J'ai évoqué mon expérience pour dire comment je suis personnellement lié à de nombreux pays du Sud et combien je connais un peu la déception et les espérances des jeunes générations.

J'ai connu les guerres en Afrique, surtout celle du Mozambique, qui a provoqué un million de victimes. Lorsque vers la deuxième moitié des années Quatre-vingt, Sant'Egidio s'est posé le problème de ce terrible conflit en raison de nos liens avec ce pays, tous disaient qu'il s'agissait d'une guerre par procuration et que la paix n'était pas possible. Mais je me suis aperçu que, si dans ce monde d'aujourd'hui beaucoup peuvent déclencher une guerre, beaucoup peuvent aussi œuvrer pour la paix. Deux ans et demi de négociations à Sant'Egidio, au cœur de Rome (j'étais un des quatre médiateurs), ont abouti il y a tout juste dix ans, par notre médiation, à la signature de la paix entre gouvernement et guérilla après une guerre qui a provoqué un million de morts. Et cette paix tient encore. Je me suis rendu l'année passée au Mozambique et j'ai eu la joie de voir l'ex guérilla représentée au parlement comme force d'opposition.

Cela nous a convaincus que la guerre est la mère de toutes les pauvretés, une pauvreté qui engendre bien d'autres pauvretés. J'en parle, fort de mon expérience directe de médiation: les 27 mois de pourparlers pour le Mozambique n'ont pas seulement conduit à la paix, mais ont représenté un efficace apprentissage de la démocratie: le conflit s'est déplacé du terrain militaire à celui de la politique. Apprendre à discuter, à se reconnaître membres de la même famille nationale, à recomposer ensemble les institutions et les organes de l'État, tout cela a insufflé aux deux parties le goût pour la démocratie, pour la politique et le dialogue. Être dépourvu d'État

est pour un peuple pauvre, une autre grande pauvreté. Le dialogue apprend à cohabiter dans un contexte pacifique et commun.

Pour nous de Sant'Egidio l'expérience du dialogue est aussi un engagement contre les conflits, générateurs des pauvretés. Il s'agit de l'éducation et de la communication de la culture du dialogue qui est inscrite au cœur de l'Église, spécialement depuis Vatican II qui a fait du dialogue avec les religions et avec les cultures non religieuses (laïques et humanistes, en un premier temps on disait marxistes) un véritable programme. Jean-Paul II, par un geste créateur, en 1986 a proposé un dialogue à Assise: prier l'un à côté de l'autre pour la paix. C'est aussi ce qui s'est passé le 24 janvier dernier, face à un monde où l'on vit difficilement l'un à côté de l'autre: des identités religieuses différentes qui apprennent à vivre ensemble. L'Église s'est présentée à Assise au service de la paix entre les peuples et les cultures. C'est pourquoi nous de Sant'Egidio nous avons continué depuis 1986, chaque année, les rencontres entre personnes appartenant à des religions différentes et avec les laïcs, dans ce même esprit d'Assise. Et j'ai eu le privilège de pouvoir parler devant le pape et les leaders religieux à Assise en janvier dernier, pour témoigner ce chemin. Je trouve que cette culture d'Assise, n'est pas académique mais que c'est une école pour apprendre à vivre ensemble. On ne peut cependant pas vivre ensemble en oubliant les pauvres et les pauvretés.

C'est pourquoi la Communauté de Sant'Egidio a transformé les relations avec les pauvres en rapports d'amitié. La pauvreté ne peut pas être considérée par les chrétiens seulement une affaire de spécialistes ou une série de cas sociaux réservés à des professionnels. Tout chrétien, toute femme, tout homme, a sa responsabilité vis à vis des pauvres. Leur présence concerne tous les chrétiens. Ils rencontrent non seulement les différents types de pauvreté, mais les visages et les noms des pauvres eux-mêmes. Le rapport personnel avec les pauvres est – à mon avis – un fait important dans la vie et dans la spiritualité du chrétien. Vous vous rappelez tous de l'Évangile de Matthieu au chapitre 25: "vous m'avez visité". C'est une affirmation mystérieuse et réelle: Jésus est présent dans le pauvre. Je suis en train de parler de l'importance du rapport personnel du chrétien avec le pauvre. J'ajouterai aussi qu'avec la globalisation tout homme côtoie les pauvres de chez lui et les pauvres qui sont loin: il voit et il entend aussi ces derniers. Lazare n'est pas couché seulement devant la porte de ma maison, mais son visage est sur le petit écran, et sa voix me parvient par la radio ou par la presse. Désormais on ne peut plus dire de ne pas savoir ou de ne pas voir les pauvretés.

Je ne peux pas, compte tenu du temps, parler des diverses situations de pauvreté que nous rencontrons comme Communauté de Sant'Egidio. Je peux vous dire du moins que ce chemin a représenté et représente encore maintenant une école de rencontre avec les pauvres et, pour cela, de croissance humaine et spirituelle. Ce chemin nous sauve d'une vie uniquement concentrée sur nous-mêmes.

A la conclusion du Concile, le cardinal Congar écrivait une belle page sur l'Église et les pauvres: "Les pauvres – disait-il – sont chose de l'Église. Ils ne sont pas seulement sa clientèle ou les bénéficiaires de ses substances: l'Église – concluait-il – ne vit pas pleinement son mystère si les pauvres en sont absents". Les pauvres ne sont pas la périphérie de la vie de l'Église, comme s'ils en étaient les clients, mais sont au cœur de l'Église elle-même. L'amour pour les pauvres révèle l'universalité de la vie chrétienne. Jean XXIII, à la veille du Concile Vatican II, parla d'une Église appartenant à tous et particulièrement aux pauvres. L'universalité se révèle dans l'intérêt pour ceux qui n'ont rien à donner en contrepartie. Pour les chrétiens les pauvres sont une question sociale, une interrogation ouverte, un défi à rechercher la justice. Mais les pauvres sont avant tout des hommes et des femmes.

Ils sont appelés à considérer les pauvres comme leurs amis et compagnons de route. Un évêque de Rome, Grégoire le Grand, commentait ainsi la parabole du riche épulon et du pauvre Lazare: "Chaque jour nous trouvons Lazare si nous le cherchons, et aussi sans le chercher, chaque jour nous tombons sur lui. Les pauvres se présentent à nous, même en nous importunant, ils demandent, mais ils pourront intercéder pour nous le dernier jour". A ses chrétiens de Rome, qui ne considéraient pas déterminante la rencontre avec les pauvres, ce pape disait: "Ne gaspillez donc pas le temps de la miséricorde". Je pense au gaspillage des ressources, aux occasions que nous avons gaspillées face à ces Lazare. Il ne s'agit pas seulement d'une grande leçon évangélique: il s'agit d'un chemin que les riches peuvent parcourir pour mieux vivre, mais aussi de la reconnaissance d'un destin commun entre mondes différents. Cohabiter et vivre ensemble c'est le destin et la réalité à tous les niveaux. Mais, pour vivre ensemble, il faut ne pas gaspiller le temps de la solidarité.

GLOBALISATION, RELIGIONS AND POVERTY – FOCUS ON ASIA

STAN D'SOUZA

The Pontifical Academy of Social Sciences has held a workshop on the “social dimensions of globalisation” in 2000. The proceedings of this workshop have been documented and the contents discuss the concept of globalisation, its social and cultural dimensions as well as its impact on development. This workshop was followed by the Seventh Plenary Session, which reflected on ethical and institutional concerns in the debate on globalisation (Malinvaud and Sabourin 2001; Sabourin 2000).

After the events of September 11, 2001 the world has become painfully aware of the fact that the contribution of religions cannot be ignored in the discussion of globalisation. The inclusion of inputs from “religions” in this Pontifical Academy seminar is thus timely. A meeting of the International Population Concerns (IPC) was held in New Delhi in October 1999 with theme “Population and Poverty issues at the dawn of the 21st century” (D'Souza 2000). The IPC is a network of Jesuit demographers and social scientists and their associates who have set as one of their goals reflection on population-related issues with one of its aims to create a dialogue between scientific as well as Church audiences. Since the subject of our meeting here is complex and interdisciplinary in its scope, this paper will draw on some of the results of papers presented at the IPC meeting in New Delhi. This paper will focus on Asia – mainly South Asia, and will present data-based examples from the areas where my own research work has been undertaken. The paper is presented with an introduction devoted to outlining a brief demographic profile of Asia, followed by three sections on globalisation, religions and poverty. Finally there is a brief discussion.

The Asian Demographic Profile

When one considers Asia one is immediately overwhelmed by its population size. Table 1 provides some population data for the World and selected countries of Asia. Of a total world population of over 6 billion people more than 3 and half billion (over 60.7 percent) are Asians. This population is “young” – UN Population Division estimates (1999) show that of the population under age 15 in the world, 61 percent are in Asia whereas only 7 percent are in Europe and 4 percent in N. America. There is an ageing population in the so-called First World – e.g. in Italy the percentage of the population 60 years or over is estimated at around 24%. The situation is hardly different in other European countries while Japan is the only Asian country with a similar age distribution. These two elements alone viz. size and age structure indicate that Asia has an increasingly important weight in the global scene.

However, it would be erroneous to classify Asians into a homogenous mold. With some simplification, not considering the smaller W. and Central Asian populations, three major demographic areas can be distinguished: East Asia and South Asia having respectively a populations of around one and a half billion while S.E., Asia has around half a billion people. The population of the first two areas are dominated respectively by the populations of China and India, each having a population of over a billion.

Table 1 indicates that the demographic parameters of birth and death rates, as well as the rates of natural increase (1.4%) the infant mortality and total fertility of Asia match those of the world. However, within Asia there is considerable heterogeneity. At one extreme there is Japan with demographic parameters close to those of the Western world. On the other hand Pakistan has a rate of natural increase of around 3% per annum and is similar to countries in Sub-Saharan Africa.

Table 1. POPULATION AND SOME DEMOGRAPHIC PARAMETERS OF THE WORLD AND ASIA/SELECTED ASIAN COUNTRIES.

	Pop. Mid 2000 (in millions)	Births Per 1000 pop.	Deaths Per 1000 pop	Natural Annual Increase %	Infant Mort. Rate/1000	Total Fert.
WORLD	6,067	22	9	1.4	57	2.9
ASIA	3,684	22	8	1.4	56	2.8
East Asia	1,493	15	7	0.8	29	1.8
China	1,265	15	6	0.9	31	1.8
Japan	127	9	8	0.2	3.5	1.3
S.E. Asia	528	24	7	1.7	46	3
Indonesia	212.2	24	8	1.6	46	2.8
Philippines	80.3	29	7	2.3	35	3.7
Thailand	62	16	7	1	22	1.9
S. and Central Asia	1,475	28	9	1.9	75	3.6
South Asia						
India	1,002.2	27	9	1.8	72	3.3
Pakistan	150.6	39	11	3.0	91	5.6
Bangladesh	128.1	27	8	1.8	82	3.3
Sri Lanka	19.2	18	6	1.2	17	2.1
W. Asia	189	28	7	2.1	55	4
Africa	800	14	2.4	88	5.3	5.8
(Sub-Saharan)	657	41	16	2.5	94	5.8
Latin Am. & Carib.	518	24	6	1.8	35	2.8
Europe	728	10	11	-0.1	9	1.4
N. America	306	14	9	0.6	7	2.0
USA	275.6	15	9	0.6	7	2.1

Source: 2000 World Population data sheet (Population Reference Bureau, Washington D.C.).

Globalisation

The strong reactions at Seattle in December 1999 of elements of “international civil society” insisting on the need for their voice to be heard in the decision making process at the World Trade Organisation (WTO) meeting, represents a growing malaise at grass roots level at the way international trade decisions are being made. The issue of debt relief has been at the forefront of the activities of many NGO's. The Jubilee 2000, movement, with Christian inspiration, succeeded in bringing the debt issue to the forefront of policy makers' attention, and decisions in terms of promised total relief for 41 Heavily Indebted Poor countries (HIPC's) constitute a start in the right direction.

However, Chen and Berlinguer (2001), have pointed out that it is “a common mis-perception that globalisation is simply the integration of the world economy as highlighted by the Asian financial crisis or the protests during the WTO conference in Seattle. The authors state that “It involves the multidimensional integration of the world economy, politics, culture and human affairs, and it is fundamentally changing world health dynamics”.

“For many diseases that affect the poor, however, the priority assigned by large pharmaceutical companies not surprisingly is low. They are called ‘market failures’ and are comparatively neglected by the research and development efforts of technologies against some of the major killers in low-income countries like malaria, tuberculosis, and HIV/AIDS. The inequity is compounded by the World Trade Organisation trade related intellectual property (TRIPs) agreement that permits patenting of genomic resources on a global basis. ... As scientific frontiers are advanced, the inequitable impact of biased or selective research and development by commercial enterprises is likely to exacerbate or even worsen health inequities” (Chen et Berlinguer, 2001, p. 41). A report of the March 2002 meeting of UNICEF/WHO states that annually 11 million deaths of children occur from “preventable” causes of death.

The right to health – in the case of national emergencies or for the poor – should over-ride the patents set up for life-saving drugs. When the government of S. Africa announced it would seek lower-cost treatment of AIDS by local production or cheaper imports, the pharmaceutical companies concerned reacted by taking the S. African Government to court for breach of patent rights. Due to the outcry that followed, a mutual agreement was ultimately reached. During the Anthrax scare in the United States, the local health authorities insisted that lower prices were necessary. The pharma-

ceutical company concerned reduced prices when the US made it known that it would accept an offer of lower prices from a firm in India. There was no challenge in the courts!

The latest UN Human Development Report 2001 insists that the TRIPS agreement must be implemented fairly. “A single set of minimum rules may seem to create a level playing field, since one set of rules apply to all. But the game is hardly fair when the players are of such unequal strength economically and institutionally. For low income countries, implementing and enforcing the intellectual property rights regime put stress on already scarce resources and administrative skills. ...Moreover the high costs of disputes with the world’s leading nations are daunting, discouraging countries from asserting their rights hence the importance that legal aid is provided through the WTO”.

“Existing patent systems lay open indigenous and community-based innovation in private sector claims. Infamous cases of falsely claimed patents include those on the properties of the Neem tree, tumeric and more recently the Mexican enola bean” (UNDP, 2001).

Shiva considers that for developing countries “l’éthique de la technologie est loin d’être un luxe, c’est une nécessité fondamentale” (in PNUD 1999, p. 72).

Developing countries can indeed profit from expanding Information Technology. This industry has generated USD 7.7 billion in 1999 15 times the 1990 level in India.

India now has 1,250 companies exporting software. However, the income generated is restricted to specific highly trained individuals and areas such as Bangalore or Hyderabad, and as we shall note later poverty continues to stalk millions in India (UNDP 2001, p. 37). China’s entry into the WTO has resulted in a reported rise in exports earnings and foreign direct investment. However, at the same time the closure of loss-making factories has caused serious un-employment problems.

Religions

Mahatma Gandhi, recognised as a pivotal player in the de-colonisation process and civil rights struggles that took place in the 20th century made no secret of the influence of religion in his political struggles. He states “I could not be leading a religious life unless I identified myself with the whole of mankind, and that I could not do unless I took part in politics. The whole gamut to man’s activities today constitutes an indivisible whole. You cannot divide social, economic, political and purely religious into watertight com-

partments. I do not know any religion apart from human activity. It provides a moral basis to all other activities which they would otherwise lack, reducing life to a maze of sound and fury signifying nothing" (Kripalani, 1960).

Before the September 11, 2001 events in the United States, on the basis of a survey in 1995 of nearly 200 theoreticians and practitioners in the development field, in 28 poorer countries, Ryan (1999) found a "a strong consensus... that local cultural and religious values are significant variables and so must be better integrated into research on sustainable and equitable development". This survey was undertaken on behalf of the IDRC [International Development Research Centre], a large development research centre based in Ottawa, Canada, with branches in several poor countries. ... "Many believe that globalization is threatening to homogenize local cultural and religious values and institutions, on the assumption that the present global free-market paradigm, with its Western accompaniments, is inevitably universal".

"The various faiths have themselves long been involved in development efforts, but the recognition of the relationship among religion, development, and world affairs is coming also from other, more unexpected, quarters. James Wolfensohn, the president of the World Bank, himself a practicing Jew, recently initiated a 'dialogue' with the leaders of nine of the world's faiths to find a way to cooperate toward improving their mutual efforts to rid the world of poverty and misery. Likewise, the American State Department, confronted with the reality of Islamic fundamentalism, recently abandoned its long-accepted taboo that religion could not be reported in official diplomatic dispatches as an influence or causal factor in world affairs. Another recent and unexpected champion for the powerful, if ambiguous, influence of religion and culture in shaping present civilizations is Samuel Huntington, the reputed political scientist from Harvard University. In his controversial book, *The Clash of Civilizations and Remaking World Order*, [Simon & Schuster, New York 1996] ... he argues that cultures and religions are key factors – indeed, even more significant in the long run than economic forces – in shaping world affairs. This perspective clearly flies in the face of *The Economists* persevering declarations that 'Asian values' have had no significant influence on Asia's recent rapid economic development".

The attempts to reconcile existing Asian cultures, religions and traditions with the more recent (1948) Universal declaration of Human Rights have given rise to much discussion and divergence of views. Documentation of a consultation process initiated by HURIGHTS OSAKA on the complexity of these issues and the need for human rights education can be found in

Plantilla and Raj (1997). The Association of South East Asian Nations (ASEAN) has admitted Myanmar in its midst inspite of internal opposition and disapproval of Western countries of the regime's human rights record.

The impact of economic crises such as the recent one in S.E. Asia, has had the effect of sharpening scrutiny on such "Asian values" and the need to protect human rights and advance democratic processes has come to the fore. The recourse to "Asian values" cannot justify the neglect of civil and political rights (UNDP 2000, p. 65, box 3.7). The economic reform introduced in India since the 1990s has opened the debate on whether an improved macro-economic situation and foreign exchange reserves (now standing at over 50 billion USD), does in fact have any effect in alleviating poverty.

The major religions of the world, including Christianity often seen as a Western religion, have their roots in Asia. The focus in this paper as indicated above is limited and deals with issues in the sub-continent and mainly in India.

Hinduism is the major religion of India though minority religions such as Islam (120 millions), and Sikhism (28 millions), aboriginal tribals (72 millions) and Christianity (22 million) play important roles in the country. Hinduism entered India with the Indo-European Aryans in the millenium before the birth of Christ. Hinduism and Buddhism spread their influence from India throughout Asia. Buddhism, born in India, has remained important in Sri Lanka, Myanmar and S.E. Asia, though its influence in India was slowly replaced by dominant Hinduism. Islam reached India in the 8th century via the Khyber pass in the Northwest (now Pakistan) of the Indian sub-continent, and remained the religion of the dominant powers till the arrival of the West European colonial powers. The rivalries in Europe became global and in 1857 the remnants of the Moghul empire was taken under British empire. In 1800 most countries in the world were self-governing, however badly! By 1914 about one-quarter of the globe had been taken over as colonies by half a dozen states (Guinness Concise Encyclopedia 1993).

All the major religions of Asia have stressed the need for "detachment from material goods", and show concern for the poor. More than 78 years ago Mahatma Gandhi enunciated the Antyodaya Principle, echoing the parable of the Last Judgement of Matthew, Ch. 25: "Whenever you are in doubt or when the self becomes too much with you, apply the following test. Recall the face of the poorest and the weakest man whom you may have seen and ask if the step you contemplate is going to be any use to him..." (Kripalani, 1960).

Among the “five pillars” of Islam is the obligation to pay zakat (a social tax-Koran 9,60). Concern for the poor is thus embedded in the religion, though the beneficiaries of zakat have been mainly members of the Muslim community. Buddhism has advocated the Middle Way between luxury and poverty. However, in practice, some Buddhist groups even monks have an important role in the power struggles taking place in Sri Lanka and Myanmar. Some of the ethical values for which Gandhi lived and died appear to have been enshrined in the Constitutions of India. However, the actual situation in India – in theory, a secular state – has been transformed by the rise of fundamentalism in the subcontinent as we shall see below.

The structural ideologies of Hinduism and Islam are different.

In the case of Islam, the idea of welfare of the Muslim community (umma) is central. However, without a separation of “Church and State” in the political field, the Islamist tendency to identify Muslim dominated areas with separate national status, has been at the root of the unrest in the sub-continent and elsewhere in Asia – such as in specific areas of the Phillipines. The partition of the sub-continent by the British, along religious lines, under pressure from some Muslim political parties, has left a perennial source of conflict – the status of Kashmir being only a high profile manifestation. The birth of Bangladesh as an independent nation in 1970, has proved that being Muslim does not necessarily mean being members of a separate nation – viz. Pakistan. The presence of 120 million Muslims in constitutionally secular India, belies the rationale behind the process adopted at the “Partition of India” in 1947.

In the case of Hinduism, the caste system has had a stranglehold, for centuries on society resulting in the “outcastes” who were systematically discriminated against. Confronted with the problem of “untouchability” Mahatma Gandhi, referred to the “outcastes” as Harijans – the people of Lord Hari. Ambedkar, on the other hand led a large group out of Hinduism to more egalitarian Buddhism. The term Harijan has been rejected by social activists of the lower castes and the term “daliths” or “oppressed” is currently used. Attempts made by NGO's at the recent international meeting on “racism” in S. Africa to brand the “caste system” as “racist” was met with fierce opposition by the official Indian delegation. This is not surprising since the government in Delhi led by Bharatiya Janata Party (BJP) has close links to Hindu fundamentalist groups like the Vishwa Hindu Parishad (VHP), and has been responsible for blatant violations of the rights of minorities including Christians (CIHRMI, 2001).

Religious fundamentalism is a world-wide phenomenon and is present in all religions. The need to go back to one's "religious roots" is intensified by the onslaught of what is designated modern secularism and consumerism, while there are vast numbers of people who live in poverty and oppression. The poverty, particularly in rural Pakistan has given rise to several Islamic fundamentalist groups. The Taliban, now notorious, found fertile ground in the Madrassas (Koranic schools) there. In India the theory of "Hindutva" (literally Hindu-ness) has been propagated by Hindu fundamentalists and has been used by unscrupulous politicians to obtain votes and seize power in a democratic country.

The VHP organised the destruction of the Muslim mosque – Babri Masjid in Ayodhya 10 years ago, which they claimed was built on the site of the birth place of Lord Ram. Their determination to build a Hindu temple on the site is now responsible for the horrendous scenes witnessed in early March 2002 in Gujerat where over 1000 persons, mainly Muslims, are reported dead and many made homeless due to vandalism and burning of their homes.

Poverty

Table 2. SELECTED COUNTRIES OF ASIA BY REGION, HDI RANK, LIFE EXPECTANCY, AND SOCIO-ECONOMIC PARAMETERS.

	HDI Rank 1999	Life exp. At birth 1999	Adult Lit. % age 15+ 1999	GDP/cap PPP US\$ 1999	GNP/cap US\$
ASIA					
East Asia					
China	87	70.2	83.5	3617	750
Japan	9	80.8	99	24898	32350
S.E. Asia					
Indonesia	102	65.8	86.3	2857	640
Philippines	70	69	95.1	3805	1050
Thailand	66	69.9	95.3	6132	2160
S. Asia					
India	115	62.9	56.5	2248	440
Pakistan	127	59.6	45	1834	470
Bangladesh	132	58.9	40.8	1483	350
Sri Lanka	81	71.9	91.4	4384	810

Source: UNDP (2001) except GNP data source see Table 1.

The concept of poverty is complex and its measurement is difficult. A brief review of the changing concept of poverty over time as well as definitions of some measures used are to be found in Annex 1. Income poverty, measured as those persons earning less than 1\$ a day (1993 PPP US\$) is often used for international comparative studies. According to the UNDP Human Development Report (2000, p. 34) the world has made much progress in reducing human poverty in the 1990s. Income poverty rate has declined from 29% to 24%. Major declines were noted in countries of Asia – Malaysia from 60% in 1960 to 14% in 1993, China from 33% in 1978 to 7% in 1994 and in India from 54% in 1974 to 39% in 1994. However using the 1\$ a day measure there are 1.2 billion living in poverty in developing countries and nearly half of them in South Asia.

Table 2 provides data on the ranks of selected countries of Asia by the Human Development Index and its components viz. Life expectancy, adult literacy and gross domestic product. The HDI relativises the weight of income and introduces health and education components in the ranking of countries. Of the 162 countries listed Japan has HDI rank 9, China 87 and India 115. The lowest HDI ranked country is Bangladesh at 132. Life expectancy varies in these regions of Asia from nearly 81 years in Japan to around 59 in Bangladesh.

Inequality: Between and Within Countries

Since 1960 the global inequality between countries has increased substantially: the income gap between the 20% of the world's population living in the richest countries and 20% living in the poorest countries was 30 to 1 in 1960, 60 to 1 in 1990, and 74 to 1 in 1997 (UNDP 1999).

Within countries too the evolution of income inequality has shown an increase over the last three decades in spite of a rise in GDP per capita. UN data on the Gini coefficient, measuring inequality (cited in Diabre, 2001, p. 149) indicated that over the period between 1970s and 1990 among the 9 selected countries from Asia only in Bangladesh did the coefficient diminish by more than two percent. In India the period 1977-92 does indicate a small negative drop (.02%).

Table 3 provides comparative data on Sri Lanka and Thailand. GDP per capita in Thailand and Sri Lanka were similar in 1970 but economic growth was much higher in Thailand so that GDP per capita in 1990 was 1520 USD in Thailand but only 470 in Sri Lanka. However, within country inequality measured by the Gini Coefficient showed an increase in

Table 3. GROWTH AND INCOME INEQUALITY:
SRI LANKA AND THAILAND 1970 AND 1990.

Country and Indicator	1970	1990	Country and Indicator	1970	1990
Sri Lanka			Thailand		
GDP per Capita (\$)	180	470	GDP per Capita (\$)	200	1,520
Income Inequality (Gini Coefficient)	0.38	0.30	Income Inequality (Gini Coefficient)	0.43	0.49
Income Share Of poorest 20 percent (percent)	6.9	8.9	Income Share of poorest 20 percent (percent)	5.1	4.0
Income Share Of poorest 20 percent (\$/per capita)	12	42	Income Share of poorest 20 percent (\$/per capita)	10	61

Source: Asian Development Bank 2000, p. 208.

Thailand from .43 to .49 whereas it decreased in Sri Lanka from .38 to .30. Much of the extra growth in Thailand did not reach the poorest 20 percent even if their incomes did increase.

In countries like Thailand inequalities have resulted in grave consequences at times of stress. The negative effects of the recent financial crisis (1997-98) that hit S.E. Asia economies, and exacerbated by the volatility of foreign investment, appear to have been alleviated on the macro-economic level. However, at the micro level, there has been an increase in social tensions and poverty. The Church in the Philippines and elsewhere have issued statements regarding the situation. On the one hand, unemployment has increased due to layoffs and firms going bankrupt. On the other, public services like education and health have had their budgets cut thus effecting the poorer households which utilise these services. The number of poor increased dramatically in S.E. Asia. It is estimated that in Indonesia the percentage of poor increased by 20 percent, whereas in Korea and Thailand the increase was around 12 percent. In the case of India, as we see below the poverty of certain groups may in fact be increasing since the early nineties with the economic reforms being undertaken.

Poverty and Gender inequality

Patrilineal populations tend to place greater value in male children than in female children. A study of widows in Kinshasa has also indicated that widows in patrilineal groups suffered more than those in matrilineal groups after the death of their spouses (D'Souza 2000). In the sub-continent Hinduism and Buddhism have placed greater value on boys. Studies in Bangladesh – with a Muslim majority – have also shown that female children under 5 years of age are more likely to die than male children particularly during times of stress such as famines (D'Souza and Chen 1980). Low birth weight is usually due to poor health and undernourished mothers. It is estimated that 30 percent of low birth weight babies are born in the sub-continent. This rate is the highest in the world and can be directly related to the negative status of women there, and selective intra household allocation of food, which favours boys rather than girls – women often eat last (Chen *et al.* 1981). The Taliban regime's repressive treatment of women in Afghanistan was only an extreme manifestation of existing low status of women in many tribes.

The Digital Divide: The internet is now a global phenomenon but its use even within countries, is inequalitarian – restricted mainly to urban users, better educated and wealthier. Among India's estimated 1.4 million users 1.3 million are in the three states of Karnataka, Maharashtra, and Tamil Nadu and the cities of Mumbai and Delhi (UNDP 2001).

Poverty in India

Reviewing around 50 years of poverty estimates of various researchers from 1951 to 1999 Franco finds that there are three periods in the secular trends of poverty in India.

In the first period (1950 to 1966-67) there is considerable fluctuation without any significant statistical trend in the Headcount index (H). (Figure 1, see page 141).

In the second period (1969/70-1990) there is a decline in H which becomes more pronounced after 1975. In the history of India's poverty this is the most remarkable achievement: a prolonged (15 years), constant, and statistically significant fall in H. While the national H falls from about 60 to 37 per cent, the decrease in the urban H is relatively smaller, from 46 to 33 per cent.

There is a resurgence of poverty in the third period (after 1991). After the adoption of the SAP package and the acceptance of an ambitious liber-

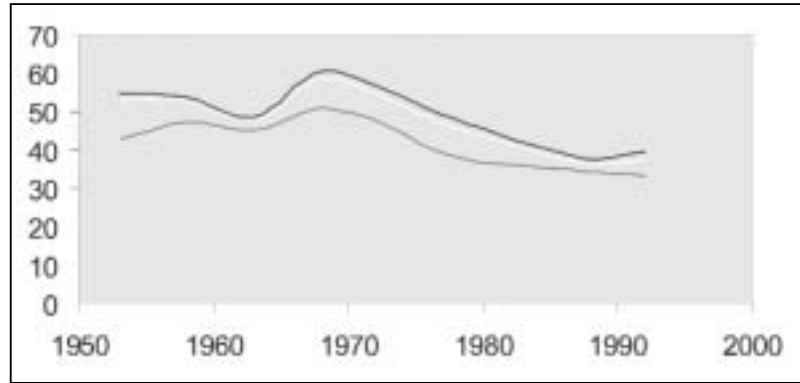


Figure 1. Poverty in India (1951-1992). Headcount Index.

Note: In the above figure the Upper Line represents Rural poverty, Middle Line represents National Poverty and the Lower Line represents Urban Poverty.

alisation programme for the entire economy in 1991, available estimates document an increase in poverty. The increase in the national H has been mainly due to the sharp rise in rural H. Confirmation of this reversal comes from none other than the World Bank: “in India preliminary evidence (through 1997) shows an increase in the numbers of poor people to 340 million, from 300 million in the late 1980s” (Franco 2000).

Figure 1 shows that rural poverty is higher than urban poverty ; however, there are few intra-urban studies in India. The slums of cities in India and elsewhere in the world such as in Brazil, are foci of extreme poverty. Attracted to cities by difficult conditions, the rural poor often find themselves without housing, and the basic needs of human existence. One of the largest slums in the world – Dharavi with an estimated population of nearly half a million – is in Mumbai the commercial hub of the Indian economy. In Calcutta studies show that homeless people have migrated into the city due to various natural disasters, unemployment and poverty in the rural areas. A study of street children in Calcutta undertaken by Loreto school students with assistance from a voluntary agency found some shocking revelations – “Children as young as five are abandoned by their parents and survive on the railway platform or pavements joining groups of older children. ... Some may be molested by older children or adults...” (Chaudhuri, 1995).

While caritative works do exist – such as the work of the Missionaries of Charity founded by Mother Teresa in Calcutta – the need for effective challenges of the social structures that permit such poverty is a pressing need. The poorest groups are mostly drawn from the landless in the rural areas of whom the daliths form a major proportion. Vulnerable groups such as women inevitably fall prey to oppression as domestic labour and prostitution. Child labour is also a consequence of attempts for poor households to survive whether in urban or rural settings. The fact that multinationals support garment and other factories producing shoes, footballs etc. for the developed world through child labour in third world countries should be under increased social scrutiny. A total ban on child labour would not be advisable under the extreme poverty conditions of some households.

Discussion

This paper has a limited focus and inadequately deals with the S. Asian scene let alone the whole of Asia. Important migration issues except for internal rural to urban migration have not been touched upon. The crises in W. Asia have not been raised. The sections on globalisation and religions are intended to provide the backdrop for a data-based approach to poverty. There is a need for 'civil society' advocacy groups to ensure that MNCs or governments do respect the rights and needs of poorer countries and the poor wherever they are. Movements such as Jubilee 2000 for Debt Relief and inter-religious networks for providing housing for the poor in Asia (Anzorena 2000) are just some examples of what 'civil society' groups can do. While the role of religions is a-priori welcome and necessary, the paper shows that caution has to be exercised in distinguishing theory from practice. While religions are generally concerned with the poor, a case has been made to show that fundamentalism and structural ideologies like caste can vitiate the input that religions can bring.

It is against this background that the importance of initiating an inter-religious dialogue in action-oriented poverty research seems to be essential. Such a dialogue in Asia with over 3 and a half billion people must consult all the major faiths on 'paths forward'. The road map provided by the 1948 Universal Declaration of Human Rights appears to be more than ever relevant, to harmonise various religious points of view. In this context the warning of Glendon is to be noted. "The pluralist approach to rights is distasteful to those who would like a particular version of men's and women's roles to be universalised and imposed on the whole world. Thus it is easy to see why

many special interest groups are striving to deconstruct the Declaration and remold it nearer to their own desires” Glendon was referring to a certain Western “hard-line feminism”. A fundamentalist understanding of the universalism of one’s own religion could run a similar danger. “Asian values” that prioritise the State’s needs before the individual is also reprehensible. Glendon notes that “The Declaration’s ‘Everyone’ is a person whose individual dignity and free development must be protected. But ‘Everyone’ is also presented as situated in real-life relationships. The relationships specifically mentioned in the Declaration include marriage, families, religious groups, workplace associations, political and social communities” (Glendon 2000).

It is my view that the Church – as an organisation spread world wide – has a vital role to play in assuring that the Declaration does in fact, becoming normative of State and civil society conduct. In two vital areas – education and health the Church has played pioneering roles over the years. It is important that at international forums its representatives identify and appear to identify with the crying needs of the poor and oppressed in the world. This it can do, only if the technical resources available to the Church world-wide are utilised in conjunction with its Social teaching. *Effective Networking* – an increasingly utilised management tool – on global issues is one way of drawing on globally dispersed resources. A single super-power or a few industrialised countries cannot be the sole arbiters in the *ethical space* which is being impinged upon increasingly in a variety of international concerns – debt relief, the environment, the so-called ‘war on terror’, genetic research in the health and food area, the right to life and basic needs, cultural identity – being a few examples. The ‘war on terror’ which transcends national boundaries cannot be won by military superiority without a hard look at the policies that engender terror – the poverty and unjust neglect of the human rights of millions across the globe.

This extract from the statement prepared at the end of the IPC network deliberations in Delhi can serve as a conclusion to this paper.

“Poverty both absolute and relative occurs in the context of globalization. Although the process of globalization is developing rapidly, the problems of rising deprivation and exclusion are not adequately addressed. New poverties are arising due to growing urbanization, mass migration, external debt, structural adjustment programs, etc.

Globalization has two faces: while it is capable through communication technologies of creating interdependencies and solidarity that could benefit all; in fact, backed by neo-liberal ideology, it is creating dependencies and exploitation where the powerful exploit the powerless. There is no level

playing field. Cultural, religious, and ethical perspectives must be developed to comprehend globalization, orient and humanize it in terms of the Universal Declaration of Human Rights" (cf. D'Souza 2000).

REFERENCES

- Anzorena J. "Networking around housing the poor", in D'Souza S. ed, *op. cit.* in ref. pp. 136-144.
- Asian Development Bank (2000). "Asian Development Outlook 2000" p. 208, Oxford University Press, New York.
- Chen L.C., Haq E., and D'Souza S. "Sex Bias in the family allocation of food and health care in rural Bangladesh", *Population and Development Review* 9, No. 1, New York 1981.
- Chen L.C. and Berlinguer G. (2001). "Health Equity in a Globalising World" in Evans T. *et al.* eds., *Challenging Inequities in Health – from Ethics to Action*, Oxford University Press, New York.
- Centre for Information on the Human Rights of the Minorities in India (CIHRMI, 2001). "Les Minorités en Inde" in ed. de 'Centre Avec' *Evangile et Justice No. 59*, pp. 17-23. Brussels.
- Chaudhuri S.N. "Improving Access and Utilisation of Health Services for the Urban Poor" in Roy P. and Dasgupta S. eds. *Urbanisation and Slums*, Har-Anand Publications, New Delhi.
- Diabré Z. (2001). "Globalisation and Poverty: Potentials and Challenges" pp. 137-188 in Malinvaud and Sabourin eds., *op. cit.* in ref.
- D'Souza S. and Chen L.C. "Sex Differentials in mortality in rural Bangladesh", *Population and Development Review* 8, No. 4, New York 1980.
- D'Souza S. (2000). Poverty among Widows of Kinshasa, Congo, *Journal of Health, Population and Nutrition*. Sept, 18(2); pp. 79-84. International Centre for Diarrhoeal Diseases Research, Bangladesh, Dhaka.
- D'Souza S. ed. (2000). *Population and Poverty Issues at the Dawn of the 21st Century*, Indian Social Institute, New Delhi.
- Franco F. (2000). "Trends and Determinants of Poverty in India: A Critical Review" in D'Souza S. ed., *op. cit.* in ref. pp. 80-100.
- Glendon M. (2000). "Competing rights paradigms in the population debate" in D'Souza S. ed, *op. cit.* in ref. pp. 341-354.
- Kripalani K. ed. (1960). *All Men are Brothers*, – Life and Thoughts of Mahatma Gandhi, p. 90 – Indian Edition of UNESCO publication, Navjivan Publishing House, Ahmedabad.

- Malinvaud E. and Sabourin L. eds. (2001). *Globalisation – Ethical and Institutional Concerns, Proceedings of the Seventh Plenary Session, 25-28 April 2001*, Pontifical Academy of Social Sciences, Vatican City.
- Plantilla J. and Raj S. eds. (1997). *Human Rights in Asian Cultures – Continuity and Change*, Asia-Pacific Human Rights Information Centre, HURIGHTS OSAKA, Osaka.
- Ryan W. (2000). “Globalisation, religion and a new promising role for NGOs” in D’Souza S. ed., *op. cit.* in ref. pp. 371-383.
- Sabourin L. ed. (2000). “The Social Dimensions of Globalisation”, Pontifical Academy of Social Sciences, Vatican City.
- UNDP (1997). “Human Development Report, Oxford University Press, New York.
- PNUD (1999). “Rapport Mondial sur le Developpement Humain”, De Boeck & Lacier, Paris.
- UNDP (2000). “Human Development Report”, Oxford University Press, New York.
- UNDP (2001). “Human Development Report”, Oxford University Press, New York.
- UN Population Division (1999). “Population Growth, Structure and Distribution – The Concise Report”, ST/ESA/SERA/181, United Nations, New York.

ANNEX 1

Concepts of Poverty

A detailed review of the literature on the study of poverty, distinguishing five historical periods, can be found elsewhere (Kobayashi 1995). She notes five broad periods that often overlap. Schematically these periods are as follows:

I. Period I: (before 1945 – the establishment of the UN) – A slow realisation that poverty is not just a personal problem but is a public problem. Malthus' work on population propelled the problem of the poor to the public forum.

II. Period II: (1945 to mid 1960s) – economic growth is synonymous with development and eradication of poverty.

Kobayashi notes that two major lines of thinking emerged during this period: “poverty as a sub-culture” and “relative poverty”. Lewis (1959), an anthropologist, wrote books on the “sub-culture of poverty” while Townsend, a sociologist, contributed to the development of the concept of relative poverty. This view is at the base of later formulation of ideas of “exclusion” and “social integration”.

III. Period III: (mid 1960s to mid 1970s) – employment and redistribution-oriented growth.

This period is characterised by the disillusionment with “trickle-down” theories. Even in the presence of high economic growth, as occurred in the 1960s, there continued to be high and growing inequality, with the fruits of growth apparently mainly in the hands of the wealthiest groups and the masses still living under harsh conditions of poverty that, for many were worsening (Oman and Wignaraja 1991).

IV. Period IV: (the latter half of 1970s) – poverty oriented development through a Basic Needs approach,

A “core” of basic needs consists of health, education, food, water supply, sanitation and housing that countries can intuitively grasp (Streeten and Burki 1978).

V. Period V: (since 1980) – poverty as a heterogenous concept.

This period is characterised by a division between the United Nations and the Bretton Woods institutions (the World bank and IMF) in their development orientations. The decade of the 1980s is often called a “lost

decade” in terms of development. Due to an unfavourable international economic climate following oil and commodity price shocks, constraints were put on both developing and developed countries in their capacity of coping with global poverty.

In view of economic recession, the Bank shifted its attention from poverty and basic needs to macro-economic problems. The structural adjustment programs (SAPs) became one of the major foci of the Bank and the IMF. Compared with the “basic needs approach” which was considered to be long-term, the SAP were considered to be short term and required immediate solutions.

However the adverse effects of these programs on the poor segment of the population soon became an international concern. This concern was further reinforced with the collapse of communism and the introduction of these programs to Eastern Europe and the Soviet Union.

Though the Bank began to realise the need for safety nets for the poor, it was the United Nations through UNICEF that took a leading role in protecting the poor, particularly during adjustment. In 1987 UNICEF published *Adjustment with a human Face* (by Cornia, Jolly and Stewart) which made a significant contribution to a policy shift. Other UN agencies followed suit to protect the poor. In 1990 the UNDP jointly with other agencies published the Human Development Report. The Human Development Index has been developed following Sen’s capabilities theory. Later the Bank has begun a shift in its orientation to be focussed less on macro-economic policy reform and more on efficiency, transparency and accountability in government.

In recent years there has been a convergence of the approaches of the UN agencies and the Bank in the pursuit of sustainable development. The success of the Grameen Bank in Bangladesh has generated interest in micro-financing particularly for women.

The social summit in Copenhagen and the other four conferences have all addressed issues related to poverty and have raised public awareness of the multi-dimensional aspects of poverty. The “right to development” has now come to the fore.

Measurement of Poverty

Absolute Poverty refers to an incapacity to satisfy the basic requirements of an individual necessary for survival as a human being.

Relative Poverty refers to the deprivation of an individual within the community or reference group.

Inequity is not necessarily poverty though it could be when the concerned individuals do not have the necessary capabilities to survive as human beings.

The definition of a "poverty line" is usually based on income levels or on a minimum level of consumption, whether of food or basic necessities.

Head Count Index = (Persons below poverty line)/Pop. of area.

This is the simplest measure of the incidence of poverty and consists of the proportion of individuals falling below the defined poverty line divided by the population of the area under consideration:

Selection of an Index

In the early nineties, the UNDP constructed a "Human Development Index" (HDI) and countries were classified utilising this single aggregate indicator (UNDP 1994). There are three components of this index viz. life expectancy, level of education and an adjusted income level.

When the HDI is utilised the importance of per capita income is relativised. Thus Canada is ranked number 1 in the world on the HDI but is 10 places lower on a GDP per-capita ranking of countries. Saudi Arabia ranks high 46th as far as GDP per capita is concerned (usd 8516) but is 70th on the HDI scale since it has low literacy levels (63.0%). Sri Lanka on the other hand has a GDP per capita rank (usd 3408) 99th but is higher on the HDI scale 90th since both literacy (90.2%) and expectation of life (72.5 years) are high.

REFERENCES

- Cornia, Giovanni, Andrea, Richard, Jolly, and Frances, Stewart (1987). *Adjustment with a Human Face*. Oxford, Clarendon Press.
- D'Souza S. (2000). "Concepts of Poverty – A brief review and some examples" in D'Souza S. ed., *op. cit.* in ref., pp. 22-34, cf. Annex 1.
- Kobayashi E. (1995). "Poverty: Literature Survey and Research Bibliography, Population and Development Section", DESIPA, United Nations.
- Lewis, Oscar (1959). *Five Families: Mexican Studies in the Culture of Poverty*. New York: Basic Books.
- Oman, Charles, P. and Ganeshan, Wignaraja (1991). *The Postwar Evolution of Development Thinking*. New York, St. Martin's Press, Inc.
- Sen, Amartya (1979). "Issues in the Measurement of Poverty". *Scandinavian Journal of Economics*. Vol. 81:285-307.

-
- Streeten, Paul, and Burki S.J. (1978). “Basic Needs: Some Issues”. *World Development*. Vol. 6.
- Townsend, Peter (1954). “Measuring Poverty”. *British Journal of Sociology*. Vol. 5:130-137.
- UNDP: “Human Development Report”, Oxford University Press, 1997.
- World Bank (1990). “World Development Report”, *Poverty Study*, Oxford University Press, Oxford.

MONDIALISATION, RELIGIONS ET PAUVRETÉ

RAYMOND BERNARD GOUDJO

Des inégalités dans le monde, on en parle depuis des décennies et l'Église catholique n'a jamais manqué, spécialement depuis l'encyclique sociale sur "La question sociale", "Rerum novarum" de Léon XIII en 1891, de se faire le chantre de plus en plus explicite et convaincu de la justice sociale. Mais force est de constater que tout semble s'être déroulé de mal en pire; et les puissances politiques et financières rêvent malheureusement d'un monde vivant d'une étrange solidarité: ce sont les riches qui "se solidarisent" entre eux contre eux-mêmes et contre les pauvres. Ainsi voit-on un tiers-monde s'enlisant sans fin dans une pauvreté immonde et un quart-monde grandissant et mettant à nu un système criard d'injustice au sein même de ces pays qui se sont attribués les labels élogieux et pompeux d'États les "plus riches du monde" et de "pays des droits de l'Homme". De même, le système économique libéral autorise les entreprises à se manger entre elles, à se phagocyter au maximum, quitte à jeter dans la rue de nombreux travailleurs, pères et mères, responsables et éducateurs de famille.

C'est dans ce contexte singulier et étrange d'une bien curieuse "justice sociale" activée par l'idéologie d'un monde nivelé par la raison du plus fort que je me propose de prendre la parole dans le cadre de cette table ronde intitulée "Mondialisation, religions et pauvreté". Je n'aimerais pas défoncer des portes déjà ouvertes, mais juste apporter ma contribution sur les douloureuses inégalités sociales dont sont victimes des millions de personnes. Peut-être devra-t-on considérer cet apport comme l'expérience, la recherche et le témoignage de l'"Institut des Artisans de Justice et de Paix" d'une église locale appartenant à l'Église-Famille de l'Afrique de l'Ouest.

I. LA MONDIALISATION ET LE PAUVRE

Il m'est arrivé de demander à des villageois analphabètes s'ils comprenaient les enjeux politiques actuels. Naturellement, ils furent incapables de me répondre.¹ C'était trop compliqué pour eux, ce sont les problèmes des "akowe" et des "yovo" (des élites et des blancs) pour reprendre leurs termes. Leur seul souci, c'était que les décideurs politiques et économiques pensent à eux qui, ne demandent rien d'autre, que l'allègement du coût de plus en plus prohibitif de la vie. De leur point de vue, ils estiment que le mal vient des politiciens africains qui se complaisent dans la corruption et n'ont d'œil que pour les ressortissants de leur propre village. Paradoxalement, ils admettent comme normaux, ces comportements répréhensibles des politiciens. La mentalité populaire conçoit tacitement l'État non pas comme un bien commun mais comme un gros gâteau national dont il faut tirer grand profit d'abord pour soi, ensuite pour sa famille et enfin pour sa communauté linguistique et culturelle; l'État n'arrive qu'au tout dernier rang. Il apparaît alors conséquemment logique que le népotisme soit de règle, car comme l'exprime le dicton populaire "Nul ne peut avoir un parent au faite du manguier et manger des fruits verts". La honteuse gestion de la multinationale aérienne Air Afrique est un cas d'école parlant à l'échelle Ouest et Centrale africaine de cette triste conception du bien commun et de sa gestion.

Il ne vient donc pas à l'idée du paysan d'exprimer son ras-le-bol face aux injustices, mais de souhaiter avoir un jour un parent perché parmi les cadres politiques pour bénéficier de quelques bonnes miettes du gâteau national. Même s'ils en subissent les contre-coups, les paysans sont donc totalement ignorants du processus de mondialisation, et ils vont jusqu'à s'étonner qu'on leur suggère de s'opposer à un gouvernement inique. Certes ils font le jeu des politiciens contre quelques piécettes d'argent mais sans conviction citoyenne. La politique et tous les problèmes sociaux sont comme conduits par le hasard et le sort. La mentalité populaire s'abandonne très vite au fatalisme et conclut rapidement à la volonté de Dieu; ainsi entend-on généralement dire de quelqu'un qui a réussi ou qui a échoué: "c'est son sort, c'est Dieu qui l'a voulu ainsi". Même les guerres fratricides que connaît l'Afrique

¹ Notons que, de façon générale, les masses populaires des villes et campagnes africaines ne comprennent rien de tout ce magma et ces embrouillaminis politiques. De même, la plupart des cadres africains ne sont que des caisses de résonance des nouvelles questions politiques qu'ils répètent par mimétisme idéologique. Pousser, ne serait-ce que partiellement, la réflexion laisse les cadres africains dans une indifférence désespérante.

ne reposent pas sur une conviction citoyenne, mais sur une affaire de leaders poursuivant de gros intérêts surtout financiers. Ils exploitent à leurs fins les peurs, les attentes et les convictions totémiques du peuple.

La mondialisation et tous ses avatars ne sont donc pas les problèmes ni les affaires du pauvre. Il n'y voit cure et n'y comprend rien. Penser ces questions sont trop compliquées et elles ne répondent pas dans l'immédiat au panier plein de la ménagère. Son repas quotidien l'intéresse et "basta!"...

Pourtant la mondialisation est à nos portes et elle nous prend dans ses flots, que nous le voulions ou non; elle bouscule toutes les habitudes, remet en cause les valeurs humaines, aplatit les diversités culturelles, chamboule les civilisations et exclut les jugés indésirables. Le pauvre appartient à cette catégorie sociale qui semble devoir coûte que coûte disparaître du champ visuel et existentiel de la mondialisation.

II. MONDIALISATION ET CONTENTION DES PEUPLES

Quand j'eus pour la première fois à aborder la question de la contention des peuples connue en Afrique sous le thème très prisé de "Santé sexuelle et reproductive",² je ne m'attendais pas à découvrir tous les dessous d'une manigance politique à très grande échelle, que je n'hésite pas à qualifier de diabolique. Car c'est sous l'égide de l'ONU que tout se passe.³ La devise bien répandue, c'est: "moins de pauvres pour plus de richesse"; ce qui conduit naturellement à cette curieuse assertion: les pays en voie de développement ne pourront se développer que s'ils travaillent à réduire de façon draconienne leur population. La limitation des naissances devient alors le thème récurrent constamment martelé dans les oreilles du pauvre; sa survie dépend de sa décision héroïque de "s'autodétruire" résolument à plus ou moins long terme. Une légende dite scientifique publiée avec persistance que le Nigeria est une nation surpeuplée; une estimation en 1995 de 111 000 000 d'habitants répartis sur une superficie de 923 768 km². A côté la République Fédérale d'Allemagne avec une superficie de 356 959 km² et une population de 82 000 000 d'habitants, n'a jamais été dite surpeuplée. On y encourage plutôt une grande politique nataliste. Le Bénin avec une superficie de 112 622 km² a

² Produit de la Conférence du Caire en 1994.

³ Je vous invite à lire les œuvres de Michel Schooyans, spécialement *La face cachée de l'ONU*. Paris, 2000. Je regrette qu'il soit pratiquement le seul à tirer intrépidement la sonnette d'alarme.

une population d'environ 5 410 000 d'habitants (estimations de 1994) est dit surpeuplé, tandis que la Belgique ayant 10 100 000 d'habitants sur une superficie de 30 528 km² ne l'est pas. Ces comparaisons en disent assez long pour saisir l'existence d'une idéologie néomalthusienne très active.

Les travaux de Michel Schooyans sur la question sont une œuvre de pionnier. Il est pratiquement l'une de rares personnes qui abordent ces problèmes du temps avec courage et passion et en faisant beaucoup de recherches. Marchant à contre-courant d'idées reçues, il n'est peut-être pas compris dans son approche très militant pour la défense de la vie et les droits des peuples. Mais qui approfondit sa connaissance du tiers-monde, après le moment de surprise créé par ses affirmations, en vient à l'évidence: il découvre progressivement au cours de ses investigations tout le noyautage du système social du tiers-monde. Et, je puis dire qu'il faudrait aux Africains plus que de la bonne volonté, une foi à déplacer les montagnes, pour sortir l'Afrique de son impasse.

L'Afrique est devenue la cible principale de la contention des peuples; elle est victime du néo-malthusianisme. Pire, c'est qu'on lui propose de se trucidier en lui offrant beaucoup trop d'argent. Sur mon pays le Bénin par exemple, ce sont des corbeilles et des corbeilles de crédits et de dons divers déversées à profusion par les pays riches dans le cadre de la "santé de la reproduction".⁴ En conversant avec quelques cadres béninois, on se rend bien compte que la contention des peuples pauvres est le nouveau nom de l'aide au développement. Cette nouvelle vision du développement est préconisée par les grands décideurs politiques qui savent qu'il faut compter avec la culture religieuse des peuples africains pour parvenir à leurs fins. Comme l'âme africaine est, dit-on, profondément religieuse, on en profite pour l'exploiter à des fins lucratives et de puissance.

III. MONDIALISATION ET RELIGION

Je me dois ici de distinguer les religions dites "traditionnelles" – religions naturelles africaines, catholicisme, protestantisme, islam – des nouvelles religions qui abondent et ne rendent pas du tout aisé l'appréhension

⁴ Les Nations Unies ont voté, sous l'égide du FNUAP, Fonds des Nations Unies pour la Population, 12 millions de dollars pour une période de 5 ans allant de 1999 à 2002. En janvier 2002, le Bénin a signé, toujours avec les bons offices du FNUAP, un accord de crédit s'élevant à environ 24 millions de dollars pour financer, dit-on, la lutte contre le HIV/SIDA.

du champ social. J'insisterai d'abord sur celles-ci avant de dire quelques mots sur l'islamisation de l'Afrique. Mais j'avoue que c'est un véritable "tout dans tout" difficile à démêler.

III.1. *Sectes religieuses et groupes ésotériques*

La multiplication des sectes religieuses et des groupes ésotériques est effrayante. On en voit pousser de toute part comme des champignons. Le phénomène est d'autant plus vicieux qu'il se mélange et se marie bien avec la diversité culturelle et religieuse africaine.

L'âme religieuse africaine s'accommode très bien du syncrétisme; pour elle, l'important c'est, semble-t-il, d'avoir des solutions magiques et surnaturelles répondant à ses soucis quotidiens. Et les groupes ésotériques et sectaires en profitent bien. Leurs méthodes d'expansion reposent sur le conditionnement psychologique, la promesse du pouvoir, de la richesse et, surtout, de protection contre les forces maléfiques, les malédictions et les malheurs jalonnant le chemin de l'Africain. Ils n'hésitent pas à se faire aussi des adeptes contre rémunération, quitte à tout reprendre par des biais détournés. Aujourd'hui leurs actions communes, poussés assurément par des puissances politiques et financières, c'est de tenter d'affaiblir le poids moral de l'Église catholique en tablant sur le principe très discutable de majorité. Comme ils eurent à le faire au Brésil, tous les groupes sectaires et ésotériques se sont faits enregistrer au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration Territoriale béninoise comme un bloc majoritaire et comme ayant plus de poids moral et de décision que l'Église catholique. Le but non avoué, c'est de favoriser, entre autres, l'expansion de la santé sexuelle et reproductive, en l'occurrence de favoriser l'adoption du code béninois de la famille qui offre une large place à l'avortement et aux pratiques sexuelles et sociales hautement douteuses et immorales.

En Côte d'Ivoire, par exemple aussi, le phénomène est parlant. D'aucuns admettent que la gestion maladroite de l'Église-Famille ivoirienne du problème très sensible de l'"ivoirité", semble avoir pour conséquence immédiate l'engouement des groupes sectaires et ésotériques pour la politique. Ayant beau jeu d'utiliser les failles de l'Église catholique ivoirienne, les groupes sectaires et ésotériques affirment que c'est à présent leur tour de monter aux affaires. D'après ce qui s'entend dire de sources sûres, le palais présidentiel et le domicile du Président ivoirien sont investis chaque jour par les adeptes d'une secte qui vient y prier des heures durant, jusque très tard la nuit. Paraîtrait-il qu'elle influe beaucoup la politique actuelle de la Côte d'Ivoire.

On peut aujourd'hui constater que les Présidents du Bénin et de la Côte d'Ivoire appartiennent aujourd'hui à la même secte religieuse qui raffole de faire des adeptes parmi les cadres et personnalités les plus influentes des États pauvres. Au lieu d'accuser, ne doit-on pas se demander si l'Église n'a pas manqué à manquer sa mission auprès des politiciens africains qui vont à présent à la recherche de nouveaux messies?

Il est aussi de plus en plus évident que ces groupes sectaires et ésotériques servent un pouvoir difficile à cerner; un pouvoir qui, lentement et inexorablement, étend ses tentacules au cœur du pouvoir étatique de chacune des nations africaines. L'œuvre de socialisation de l'Église catholique pour la promotion de tout l'homme se trouve donc gravement compromise, voire en sursis.

III.2. *Les religions naturelles africaines*

Le noyautage de nos religions naturelles africaines donne à réfléchir. Les chefs traditionnels et les responsables des cultes traditionnels sont puissamment financés par le FNUAP⁵ au nom de la promotion culturelle. En fait, c'est la culture et la mentalité contraceptives et abortives qu'on y introduit subrepticement. Cette méthode semble prendre, et un nouveau problème social est entrain de se poser. Puissamment financés, des rois, plutôt des roitelets, jaillissent d'un peu partout, au nom même d'une chefferie traditionnelle historiquement oubliée ou laissée-pour-compte. A la longue, ces roitelets pourront devenir une force déstabilisatrice du pouvoir démocratique actuel. Et la plupart de ceux qui aspirent à cette chefferie moderne, ce ne sont pas des villageois analphabètes, mais des cadres qui y gagnent beaucoup en argent, en puissance, en trafic d'influence et aussi en femmes.

Lors des dernières élections présidentielles au Bénin, en 2001, n'a-t-on pas vu certains de ces roitelets augurer qu'il devrait en principe revenir aux rois, selon la tradition africaine, de gouverner. Heureusement que l'un de leur prétendant aux élections présidentielles a lamentablement échoué. Non pas parce que la masse paysanne n'en voulait pas, mais parce qu'ils étaient divisés entre eux. Mais qu'advierait-ils lorsqu'ils auront assez de pouvoir? Que se passera-t-il aussi quand ils viendraient à ne plus être financièrement soutenu par le FNUAP? Questions qui méritent réflexion et qui ne doivent pas conduire à conclure hâtivement à l'incapacité de l'Afrique à la démocratie. Comme on le voit bien, la démocratie africaine est en sursis sur un terrain miné.

⁵ Fond des Nations Unies pour la Population.

III.3. *L'islam: le spectre de l'intolérance et du fanatisme*

Les graves incidents endémiques se produisant au Nigeria doivent pousser à s'interroger. L'islam n'attend pas baisser les bras face à la montée en puissance des groupes ésotériques et sectaires provenant d'Occident et à la force évangélisatrice des Églises chrétiennes. Son prosélytisme s'exprime dans la charia, la loi islamique. Il semble que, au Nigeria, principalement dans les États qui imposent la charia, un nombre assez important de jeunes musulmans se sont converti au christianisme; ce sont eux qui ont été les premières victimes ciblées par les violences. L'islam se rend bien compte de la montée en puissance des religions chrétiennes, et peut-être que le recrutement tout azimut des jeunes par les sectes chrétiennes et les groupes ésotériques ont été les étincelles qui ont allumé les feux de l'intolérance et du fanatisme religieux au Nigeria.

Tout compte fait, toute l'Afrique de l'Ouest est actuellement quadrillée par des puissances islamiques, tout aussi sectaires, qui investissent beaucoup d'argent. Si au Bénin, au Togo, au Ghana, en Côte d'Ivoire, par exemple, les musulmans sont minoritaires par rapport aux chrétiens, dans les pays à forte concentration musulmane, les chrétiens ont intérêt à se faire discret et à s'accommoder de certains diktats. Malgré cette situation difficile, ils ne renoncent pas au prosélytisme; l'annonce de l'Évangile par la prédication et le témoignage ne déserte pas leur vie de chrétien. Même tout petit troupeau discret au sein d'une horde, le chrétien sans se singulariser doit se distinguer par la vie et le témoignage de foi.

IV. SORTIR DE LA FATALITÉ

Les pays du tiers-monde, en l'occurrence l'Afrique, ne doivent pas s'enfermer dans une fatalité en concluant à un sort voulu et imposé par Dieu. L'Afrique noire n'est pas issue de la génération de "Cham"⁶ comme on l'a si souvent entendu dire. Il faut s'en sortir, mais cela n'est possible que si les nombreux cadres africains réussissent à passer du comportement et de la mentalité du parvenu, cette attitude du nouveau riche, à celui de l'élite. Comme toutes les nations, nous avons besoin d'une élite, c'est-à-dire de véritables pionniers ayant le sens de la patrie, un patriotisme ouvert aux autres et s'intégrant dans la construction du monde. Alphonse Quenum

⁶ Cf. Gn 9, 25-27.

explique que l'élite n'est pas celui qui est bardé de diplômes, un simple cadre. C'est plutôt un homme de l'interrogation toujours à la recherche permanente de la sagesse, qu'il soit scolarisé ou non. Il s'appuie sur les études du "Sillon Noir" qui montre que les non scolarisés de nos villages peuvent aussi être de véritables réserves du savoir, des "intellectuels communautaires" (expression consacrée pour les désigner). L'élite ne se définit pas par le suffisant, l'intégriste ou l'intolérant. En un mot: "Une âme d'élite est toujours un grand humaniste. Elle a le sens de la mesure et de la relativité des choses, mais s'accommode mal des compromissions et des compromis douteux. Elle tient en grande estime le respect et le droit des autres".⁷

Il faut travailler et apprendre à se dépenser sans attendre une autre forme de récompense que l'espérance de voir sortir l'Afrique et le tiers-monde de sa précarité sociale. Mais cela n'est possible qu'avec une élite qui réfléchit et se dévoue avec passion pour le bien commun. Rien de vraiment consistant et perdurable ne peut se faire sans l'élite; la pauvreté ne se résorbera que lorsque des hommes et femmes, de toutes catégories sociales, bien formés et conscients de leur responsabilité sociétale, s'appliqueront à donner un visage toujours plus humain à nos sociétés. Mais il faut malheureusement constater que les cadres africains ne sont pas du tout prêts à devenir des élites, c'est-à-dire à se jeter dans l'inconnu du sacrifice conscient, courageux, laborieux et héroïque. Sans l'apport incontournable des cadres-élites, le meilleur de la bonne volonté de "l'intellectuel communautaire" s'enlisera dans son incapacité à saisir tout le champ économique, social et politique dans toute sa dynamique actuelle.

V. PENSER ET APPROFONDIR L'ÉDUCATION CHRÉTIENNE

Éduquer, c'est accompagner sans relâche autrui vers la découverte de lui-même; c'est en même temps apprendre constamment avec autrui à se percevoir et à se recevoir comme un don reçu et donné; c'est le fondement de l'esprit de partage et de coopération.

La solidarité n'est possible que si nos églises locales s'investissent toutes dans une pastorale de l'éducation. Le projet de la Santé sexuelle et reproductive du FNUAP pour le Bénin comprend si bien la place importante qui revient à l'éducation dans la vie sociétale qu'il a puissamment investi l'enseignement primaire et secondaire au Bénin, voire dans toute

⁷ Quenum, Alphonse: *La mystique du semeur ... Semeur d'avenir*. Abidjan, 2002, p. 24.

l'Afrique. Dans le document préparé pour le Bénin, on peut lire au § 10 (b): "institutionnalisation de l'éducation de la vie familiale, y compris les questions environnementales et sexuelles dans l'éducation en vigueur au primaire et au secondaire à l'intérieur de la réforme éducative".⁸ Michel Schooyans nous met aussi la puce à l'oreille quand il cite parmi les nouveaux droits que l'on tenta d'imposer à la Conférence de New York, "Women 2000", ce qui suit: "Éducation sexuelle obligatoire des adolescents dans la perspective du 'gender' et de l'orientation sexuelle: liberté sexuelle, soustraite au contrôle des parents, pour les adolescents... la 'majorité sexuelle' à partir de 10 ans".⁹

L'Église ne peut donc pas renoncer à l'éducation et baisser les bras en présence des vents contraires très violents. Il lui faut passer constamment de la perspective de la bonne instruction intellectuelle au véritable esprit de l'éducation. Comme l'enseigne saint Paul dans l'épître aux Galates,¹⁰ le bon pédagogue conduit toujours le disciple au fruit de l'Esprit, l'amour dont les diverses expressions intègrent la bonté, la connaissance, le don de soi, l'endurance patiente, etc.

L'éducation va donc bien au-delà de l'excellence intellectuelle donnée dans nos collèges, nos universités, nos instituts et autres centres catholiques de formation. Il s'agit de former l'homme dans sa dimension humaine totale en l'accompagnant durant toutes les étapes de la vie. Malheureusement, nous constatons que de très nombreux chrétiens catholiques ont pour toute formation un catéchisme sommaire ne répondant pas à leur engagement social; actuellement une formation "quasi antichrétienne" est dispensée dans la plupart de nos centres et de nos maisons de formation. Il n'est pas superflu de se demander si nous ne formons pas nous-mêmes les athées et les futurs persécuteurs de l'Église.

Les cadres chrétiens ont aujourd'hui besoin de pasteurs acquis à l'esprit missionnaire; des pasteurs qui osent leur porter toute l'exigence de

⁸ Cf. Projet d'assistance du FNUAP au Bénin. Seconde Session Ordinaire 1999 12-16 Avril 1999, New York. Sujet 3 du programme provisoire du FNUAP. DP/FPA/BEN/5/Corr.1. du 27 janvier 1999. Texte original en anglais.

⁹ Schooyans, Michel: La face cachée de l'ONU, op. cit., p. 88. J'aborde toutes ces questions dans deux livres que voici. Goudjo, Raymond: *Les Saintes Écritures, les droits de l'homme et le pouvoir*. Cotonou, 2001. Le collectif: *La santé de la reproduction. Promotion sociale ou nouvel impérialisme économique*. Symposium de l'I.A.J.P. tenu au CODIAM les 4 & 5 décembre 1999. Cotonou, 2000. Ce dernier document contient tous les textes traduits en français du "Rapport Kissinger" et du "Projet du FNUAP pour le Bénin".

¹⁰ Cf. Gal 3, 19-22; 5, 22-23.

l'Évangile dans leur quotidien social, que ce soit familial, professionnel et même dans leurs milieux de détente et de loisir. L'Église brillant bien souvent par son absence et surtout par les habitudes timorées de ses agents pastoraux, laisse le champ large à des idéologies et des pseudo-sciences religieuses qui envahissent tout cet espace de mission et d'espérance. Les chrétiens sont alors engloutis dans un flot d'actions liées à la puissance financière et politique.

Le manque d'esprit de solidarité, cette absence d'une vision correcte et équilibrée du bien commun, n'est-il pas dû à cette perte permanente du sens de l'éducation? S'agit-il toujours d'attendre que le chrétien, surtout le cadre chrétien, vienne frapper et supplier à nos portes une quête de Dieu qui lui est proposée à très bon marché ailleurs? N'est-il pas temps d'aller à sa rencontre et de partager avec lui notre foi en ayant une bonne et une pleine connaissance de ses tentations et difficultés dans ce service du monde dans lequel se vit sa vocation spécifique de laïc chrétien?

La mondialisation est d'abord chrétienne, c'est-à-dire que Jésus nous envoie rassembler des quatre coins du monde, les enfants de Dieu dispersés pour recréer l'unité véritable retrouvée avec Dieu et entre les hommes. Si nous n'apportons pas le "sel de la terre", Jésus le Christ, et si nous nous entêtons à ne pas devenir des "Christophe", des porteurs du Christ, nous allons toujours nous plaindre des effets négatifs de la mondialisation. Devons-nous laisser construire autour de nous des tours de Babel?

La mondialisation est une réalité empruntée au christianisme sans l'Esprit du Christ. Nous n'avons pas à l'ignorer, non pas pour croupir dans des soupirs et des ressentiments mais pour imprégner, sans discontinuer, de sel et de levain chrétien la vision globalisante du monde. Comment se fait-il que tous, malgré leurs différences culturelles et linguistiques, comprennent le message des Apôtres au jour de la pentecôte?¹¹ C'est parce qu'ils n'avaient qu'un seul cœur et que la Charité du Christ les habitait. Ils n'avaient donc pas besoin de procéder à un nivellement et à un "uniformisme" culturel et linguistique. Notre devoir est de façonner les cultures et les civilisations à l'image du Christ en proposant et en annonçant Jésus, Fils de Dieu fait chair dans chacune de nos vies.

¹¹ Cf. Ac 2, 11-13.

MONDIALISATION ET PAUVRETÉ DANS LE MAGISTÈRE SOCIAL DE L'ÉGLISE

ROBERTO PAPINI

1. Mon intervention va se focaliser sur le discours social catholique et, en particulier, sur le discours des évêques en ce qui concerne les rapports entre mondialisation et pauvreté.¹

Plusieurs acteurs, à des titres et à des degrés divers, ont contribué au développement du discours social catholique: papes et évêques d'abord, mais aussi associations de religieux (la très active Confédération latino-américaine des religieux), associations laïques d'inspiration chrétienne (comme universités, syndicats et patrons chrétiens), communautés ecclésiales de base, laïcs individuels, etc. Les uns et les autres s'influencent et s'enrichissent mutuellement. Il suffit de rappeler l'élaboration de la première encyclique sociale, *Rerum Novarum*, qui n'a pas seulement été l'oeuvre de Léon XIII et de ses conseillers, mais l'aboutissement d'une réflexion d'évêques, de prêtres et de laïcs de divers pays européens et des deux Amériques. Par ailleurs les encycliques pontificales ont immédiatement donné une impulsion à la réflexion et à l'action des évêques et des laïcs, instaurant de la sorte un processus d'échanges fécond.

¹ Les Églises de la Réforme ont souvent publié des documents fort intéressants en matière d'éthique économique et même plus spécifiquement sur la mondialisation. Il suffit de rappeler l'un des premiers à ce sujet, provenant du Conseil Oecuménique des Églises sur *La vie en abondance pour tous: la foi chrétienne et l'économie mondiale aujourd'hui* (1992). Plus récemment l'Église orthodoxe a développé également une réflexion sociale. Cf. *Sozial Doktrin Russisch-Orthodox*, Josef Thesing und Rudolf Uertz (hsg), Konrad-Adenauer Stiftung e. V., Sankt Augustin, 2001. Il serait très intéressant de réaliser une comparaison ponctuelle entre les documents des évêques *chrétiens* en cette matière. Ne serait-il pas souhaitable d'élaborer même un discours social-chrétien commun, au moins sur les points forts?

La pensée sociale des Papes est la plus connue et la plus étudiée, mais comme on l'a dit, elle n'est pas la seule. Paul VI lui-même avait pris conscience de la complexité croissante de notre monde et de la diversité de ses situations. Dans sa lettre *Octogesima Adveniens* en 1971, adressée au Cardinal Roy, il affirmait qu'il était désormais difficile de prononcer une parole universelle et qu'il était nécessaire que l'enseignement des papes se double d'un enseignement au niveau des Églises locales prenant en compte les "signes des temps" et s'adaptant à chaque situation. Dans l'*Evangelii Nuntiandi* (1975, n. 30), le même Paul VI reconnaissait sa dette vis-à-vis de la contribution des évêques, en particulier du tiers-monde.

Depuis le Concile Vatican II, on remarque en effet une singulière floraison de documents du magistère épiscopal en matière sociale.² Le rapport étroit entre foi et justice, souligné par les documents conciliaires, a produit beaucoup de fruits, cependant souvent ignorés, même par beaucoup d'experts. Il s'agit d'une "doctrine à l'épreuve des faits",³ élaborée en fonction de situations diverses, dont les différences ne tiennent pas seulement à des questions de sensibilité. Elle converge sur plusieurs points importants, en particulier lorsqu'elle exprime un jugement critique sur les situations de misère et de détresse que le capitalisme, dans ses diverses expressions, n'arrive pas à résoudre, quand il n'en est pas lui-même responsable ou corresponsable. On entrevoit, de manière de plus en plus évidente, une situation de malaise de l'Église qui s'accroît dans les documents les plus récents, où les évêques font montre de davantage de connaissance et de compétence vis-à-vis des problèmes de leur temps.

Le collectivisme communiste a été longtemps la menace plus redoutée, mais sa disparition permet aujourd'hui de regarder avec davantage de lucidité la situation présente. Comme on l'a justement écrit, "pour la première fois depuis *Rerum Novarum*, il ne s'agit plus de se confronter à deux idéologies (celle collectiviste et celle individualiste libérale), mais à la réalité brute de l'économie".⁴

² Il n'est pas facile de repérer les documents épiscopaux (et non seulement ceux d'avant le Concile); souvent ils sont repris par les grandes revues spécialisées comme *La documentation catholique* (France), *Weltkirche* et *Herder Korrespondenz* (Allemagne), *Origins* (U.S.A.), *Il Regno* (Italia), F.A.B.C. (Bulletin édité à Hong Kong).

³ Cf Carlos-J. Pinto de Oliveira o.p., "L'enseignement social chrétien à l'épreuve des faits: l'éveil des Églises locales", dans Nicolas Michel (dir.), *L'enseignement social chrétien. Les nouveaux défis*, Université de Fribourg, Suisse, 1993, p. 35.

⁴ Pierre-Henri Chalvidan, "L'Église entre en économie", *Foi et Développement*, Centre L.-J. Lebreton, Paris, janvier 1993.

La question fondamentale que l'Église – magistère pontifical et magistère épiscopal – se pose aujourd'hui est la suivante: "comment faire émerger, accepter, respecter et promouvoir les valeurs humaines – notamment justice et solidarité –, non en opposition, ni même en juxtaposition, mais en corrélation, en symbiose avec les valeurs économiques de rationalité maximale, de croissance optimale?"⁵

Les concepts fondamentaux auxquels se réfèrent les évêques, en se basant sur la Bible et sur les valeurs chrétiennes en général, sont les suivants: respect de la personne humaine, destination universelle des biens et donc fonction sociale de la propriété, amour préférentiel pour les pauvres, sans parler de celui, très riche, de participation active. Celui-ci s'identifie avec trois questions: accès de chacun à une juste partie des bénéfices économiques, opportunité d'avoir un travail adéquat à ses capacités et corresponsabilité dans les décisions qui ont des conséquences sur la vie économique des intéressés.

Les interventions sont exprimées surtout en termes de dénonciation et d'exhortation, moins souvent en termes carrément propositifs, quoique les documents des conférences régionales – CELAM en Amérique latine, FABC en Asie, SCEAM en Afrique, CEPAL en Océanie et CCEE et COMECE en Europe – depuis une époque récente, soient mieux élaborés et fassent davantage un effort d'analyse des problèmes sociaux et politiques surtout liés à leurs situations particulières. Le magistère épiscopal renvoie implicitement au magistère pontifical la définition des normes éthiques générales, tandis que de manière plus explicite beaucoup de responsabilités sont laissées aux laïcs, auxquels revient la tâche d'innover dans le domaine de la théorie et de la pratique sociale. De plus en plus l'attention de ces documents se déplace du domaine strictement social au domaine économique même si l'on affirme unanimement, à la suite des encycliques, que l'Église n'a pas de modèle de développement à proposer⁶ et qu'il n'y a pas de voie chrétienne déterminée pour l'économie. On invite, cependant, d'un côté à un discernement critique et, de l'autre, à réaliser voies et moyens pour promouvoir la justice – même la justice *écono-*

⁵ Carlos-J. Pinto de Oliveira o.p., cit.

⁶ L'encyclique *Sollicitudo Rei Socialis*, quant à elle, insiste sur l'idée que l'Église n'a pas à proposer des systèmes économiques (VI. 41), elle n'affirme pas moins qu'elle a une parole à dire, des actes concrets à poser (VI. 43) et une réflexion attentive à développer (III. 16).

mique, comme disent les évêques américains dans leur célèbre Lettre *Economic Justice for All* en 1986⁷ – et la solidarité. A cette fin on souhaite un dialogue entre évêques et experts économiques, qui ne va pas sans poser de problème car les cultures et les langages des moralistes et des économistes sont loin d'être les mêmes.⁸

2. A l'aube du troisième millénaire, la conscience qu'ont les évêques de leurs responsabilités dans le domaine social et économique se manifeste toujours davantage et se fait plus attentive à l'actualité et plus incisive. En témoignent la qualité et la quantité de documents épiscopaux, venus d'un peu partout dans le monde, qui analysent le phénomène que l'on est venu à appeler "globalisation" ou "mondialisation" (quoique les analystes n'identifient pas complètement les deux termes) et leur impact sur les sociétés. Il s'agit bien de la *nouvelle question sociale de notre temps*.⁹

L'étude d'ensemble de ces documents mériterait un travail de recherche important, comparable à celui développé par l'Institut International Jacques Maritain et l'Institut de Théologie morale de l'Université de Fribourg (Suisse) dans le domaine de l'éthique économique en général sur les documents épiscopaux de la période entre les encycliques *Rerum*

⁷ Conférence épiscopale des États-Unis, *Economic Justice for All. Pastoral Letter on Catholic Social Teaching and the U.S. Economy*, 13 janvier 1986. Celle-ci a donné une grande impulsion à la réflexion ecclésiale en matière d'éthique économique même en dehors des États-Unis. Son élaboration a duré plusieurs années et a donné lieu à différentes versions qui ont été même discutées publiquement. Cf également, "Economic Justice for All, Ten Years Later", *America*, n. 176, 22 mars 1997. Les mêmes procédés ont été utilisés par une autre importante Lettre pastorale publiée par les évêques australiens, *Common Wealth for Common Good*, 1992, (200 pages).

⁸ Il y a un précédent qu'il ne faudrait pas oublier parce qu'il a eu une grande importance surtout dans le passé: je me réfère aux Semaines Sociales organisées dans plusieurs pays.

⁹ "Tutto fa pensare che questo fenomeno della globalizzazione costituirà l'epicentro della 'questione sociale del XXI secolo'. Su questo terreno si vanno ridisegnando in effetti i rapporti di forza nel pianeta, si ridefiniscono le aree dell'inclusione e dell'esclusione dallo sviluppo e si decidono i nuovi equilibri geopolitici su esiti a tutt'oggi di difficile simulazione". R. Papini, Intervento inaugurale, in *Globalizzazione: solidarietà o esclusione?*, ESI, Naples, 2001. Cf. également Diarmuid Martin, "Globalization in the Social Teaching of the Church", (en particulier le chapitre "The Social Question is World-Wide"), dans *The Social Dimensions of Globalization*, L. Sabourin et al. (eds.), Pontificiae Academiae Scientiarum Socialium, Vatican, 2000, pp. 85-86.

Novarum et Centesimus Annus.¹⁰ Il n'est pas possible d'en donner la liste dans le cadre de cette communication. Nous nous bornerons donc à signaler quelques documents significatifs des Conférences épiscopales locales, nationales ou régionales sur le sujet qui nous occupe.

Les premiers documents épiscopaux, très importants, touchant directement à l'économie sont ceux du Conseil Épiscopal Latino-américain (CEE-LAM) de Medellín en 1968 et de Puebla en 1979 où l'on insiste sur l'"option préférentielle pour les pauvres".

Parmi les documents qui parlent de l'interdépendance économique croissante entre les pays ou, de manière plus explicite, de mondialisation et de son impact sur la pauvreté, on peut citer celui des évêques canadiens de 1983: "Aux prises avec les conditions de concurrence féroce qui règnent sur les marchés internationaux des capitaux et des échanges, la majorité pauvre de la planète devient particulièrement vulnérable".¹¹ Vient ensuite la déclaration des évêques des États-Unis en 1986: "Ce que les américains considèrent comme une interdépendance croissante est vu par beaucoup de pays moins développés comme un modèle de dépendance et de domination".¹² Et les évêques italiens: "Nous assistons à une mondialisation croissante des problèmes. La concurrence devient toujours plus acharnée... Par manque d'accords entre les

¹⁰ L'Institut International Jacques Maritain et l'Institut de Théologie morale de l'Université de Fribourg (CH) ont réalisé une recherche, menée pendant plusieurs années, en matière d'*éthique économique* sur les documents épiscopaux du monde entier de la période comprise entre la *Rerum Novarum* (1891) et la *Centesimus Annus* (1991) dont les résultats ont été publiés dans le volume de R. Berthouzo, R. Papini, C.-J. Pinto de Oliveira, R. Sugranyes de Franch (dir.), *Economie et développement. Répertoire des documents épiscopaux des cinq continents (1891-1991)*, Éditions Universitaires Fribourg, Suisse – Éditions du Cerf, Paris, 1997. L'ouvrage est souvent appelé "catalogue de Fribourg" et recueille environ 1500 documents. Les deux institutions promotrices ont donné vie au CIDRESOC (Centre International de Documentation et de Recherche sur l'Enseignement Social Chrétien) qui continue la recherche à travers la publication, à Fribourg, d'un Bulletin quadrimestriel, *Economie sociale et Développement*.

Sur cette recherche on peut consulter en particulier: Roberto Papini, "Magistero etico in economia e costruzione europea", *Aggiornamenti Sociali*, n. 9-10, Milano, 1995; Antonio Pavan, "La Chiesa entra in economia", *Il Mulino*, Bologna, n. 362, novembre-décembre 1995; Terence McGoldrick, "Episcopal Conferences Worldwide on Catholic Social Teaching", *Theological Studies*, n. 59, 1998; Lorenzo Prezzi, "La dottrina sociale nei cinque continenti", *Il Regno*, Bologna, n. 12, 15 juin 1993.

¹¹ Commission épiscopale pour les Affaires Sociales de la Conférence des Évêques catholiques du Canada, *Fondements éthiques et réflexions sur la crise économique actuelle*, 1 janvier 1983.

¹² *Economic Justice for All*, cit.

peuples ou d'une autorité internationale, la mondialisation, au lieu d'une possibilité pour la communauté des peuples, risque de devenir une forme d'oppression des pays plus forts sur les plus faibles".¹³ Mais à l'époque on n'utilisait pas encore beaucoup ce mot-clé de mondialisation dans les documents, même s'il s'agissait pourtant bien de cela.

En vue de la Conférence internationale au Caire (1994) sur les questions démographiques, les évêques allemands publièrent un document très intéressant soulignant le rapport entre développement, écosystème et croissance démographique avec une grande liberté.¹⁴

A peu près à la même période, en avril 1994, la Commission théologique de la Fédération des Conférences Episcopales Asiatiques¹⁵ et la Commission des Affaires Sociales de la Conférence des évêques du Canada¹⁶ attirèrent l'attention sur les effets pernicieux de la mondialisation de l'économie, dans les secteurs primaire et secondaire et notamment sur le marché du travail.

En 1994, les évêques espagnols publièrent un document sur le thème de la pauvreté et sur ses causes, au rang desquelles ils comptaient la politique financière mondiale et la dette croissante des pays pauvres.¹⁷

En 1997-98 la crise financière secoua les pays du Sud-est asiatique et démolit les rêves des "jeunes dragons". Les répercussions à la crise furent mondiales. Les évêques des Philippines, dans l'oeil du cyclone, réagirent immédiatement en publiant un document important.¹⁸ "La crise, affirmaient-ils d'emblée, a été d'ordre financier, mais son coût humain a été tel qu'on ne peut pas songer à y remédier seulement par des moyens financiers". Ainsi ils tracèrent un portrait sévère de l'économie philippine avec toutes ses faiblesses et ils en vinrent à parler de l'"agression du développement", surtout en ce qui concerne la destruction des forêts tropicales. La crise fut aggravée par la dette extérieure croissante et par les "illusions" que

¹³ Commission de la Conférence épiscopale italienne pour les problèmes sociaux et le travail, *Chiesa e lavoratori nel cambiamento*, 13 janvier 1987.

¹⁴ Commission de l'Église universelle de la Conférence des évêques allemands, *Bevölkerungswachstum und Entwicklungsförderung*, décembre 1993.

¹⁵ FABC, *Being Church in Asia in the 21st Century*, 16 avril 1994.

¹⁶ Conférence épiscopale du Canada, *Le chômage généralisé: un appel à la mobilisation de toutes les forces du pays*, 14 avril 1994.

¹⁷ Commission de la pastorale sociale de la Conférence épiscopale espagnole, *La Iglesia y los pobres*, 21 février 1994.

¹⁸ Conférence épiscopale des Philippines, *Pastoral Exhortation on the Philippines Economy*, 10 juillet 1998.

comporta l'intervention du Fonds Monétaire International. Un autre facteur endémique, que les évêques dénoncent depuis des années, est la corruption, ce qu'il firent également en cette occasion. En outre le document attaquait "la libéralisation, la dérégulation et la privatisation, instruments délétères du phénomène de la globalisation". Enfin, ils considèrent que les investissements de capitaux étrangers ont exacerbé la crise plutôt que de la calmer, en provoquant la baisse des salaires, pour le seul profit des entreprises transnationales. Et le document se terminait par un appel au "rôle prophétique de l'Église face à la globalisation" pour y apporter un supplément d'âme.

En 1997, au Synode des Amériques (du Nord, Sud et Centre) les évêques affirmèrent: "Même s'il est vrai que la croissance de la globalisation porte avec elle certaines conséquences positives comme une augmentation de l'efficacité et de la production, facteurs qui peuvent renforcer le processus d'unité des peuples et ainsi rendre un service meilleur à la famille humaine, cependant la globalisation, étant dirigée par les lois du marché appliquées au profit des puissants de ce monde, comporte également des conséquences extrêmement négatives: le rôle de l'économie comme valeur absolue, le chômage, la diminution et la détérioration de certains services publics, la destruction de l'environnement naturel, l'augmentation du fossé entre riches et pauvres, une compétition injuste qui se termine par une situation toujours plus difficile des pays pauvres".¹⁹ Mais la menace que le modèle de mondialisation fait peser sur des pays en développement est perçue également dans d'autres régions du monde. Ainsi, le *Catholic Council of India*, lors d'un colloque tenu à Bangalore du 14 au 16 décembre 1997 sur *The Church's Role in India Today*, lança un message où il est dit que les structures d'injustice qui émergent de la globalisation ainsi que la corruption endémique, exigent une prise de position de la part de l'Église. Le document proposait une série de mesures institutionnelles et individuelles, à moyen et à long terme. Il est intéressant de noter que les évêques prennent position ensemble avec des laïcs chrétiens et il ne s'agit pas d'un cas isolé.²⁰

¹⁹ Synode des Amériques, proposition n° 74, novembre 1997.

²⁰ Il faut citer un autre document intéressant de la FABC publié en conclusion d'un Forum d'évêques et d'intellectuels chrétiens tenu à Séoul du 24 au 29 août 1998 sur le thème *The Asian Economic Crisis and the Role of the Church*, dans lequel on critique fortement la globalisation financière à l'origine de la crise économique asiatique.

Pendant ces mêmes années, les évêques du Brésil prirent l'habitude de publier périodiquement une analyse de la conjoncture, qui essaie de faire le point sur la situation sociale et économique du monde avant chaque réunion de son Assemblée ou de son Conseil Permanent. En janvier-février 1998, le document dénonçait le fait que l'économie du monde entier, et particulièrement celle du Brésil, était affectée par la crise boursière des pays de l'Asie du Sud-Est, dans le cadre de la mondialisation des marchés financiers et des effets de la spéculation.

En Afrique, lors d'une réunion interrégionale des Conférences épiscopales, le 26 mai 1999, Monseigneur Francisco J. Silota, évêque du Mozambique et Président d'IMBISA (organisation des évêques de l'Afrique du Sud), prononça une conférence sur *The Commitment of the Christian Community to the Poor in an Era of Globalisation*: un document très complet qui étudie les relations entre globalisation et pauvreté. Sans complaisance pour le libre marché et les effets de la doctrine hyperlibérale, il stigmatisait l'exclusion que génère la globalisation et il le faisait au nom des plus pauvres, des exclus, dont son pays, le Mozambique, est un douloureux exemple.²¹

Finalement, c'est aux évêques européens, peut-être parce que l'Europe industrialisée a moins à craindre les conséquences fâcheuses de la globalisation, que revint la tâche de formuler une appréciation plus positive du phénomène, quoique non dénuée de critiques et de remèdes. Le thème de la mondialisation fut traité par la Commission des Évêques de la Communauté Européenne (COMECE) lors de son deuxième Congrès social tenu à Bruxelles les 31 mars et 1er avril 2000, sous le titre *La responsabilité de l'Europe pour un développement global: marchés et institutions après Seattle*. Pour le préparer, le Groupe de travail pour les affaires sociales élaborait un document bref mais substantiel. Il part de l'échec de la conférence de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Seattle, en décembre 1999, qui devait traiter des sujets aussi importants que les conséquences de la globalisation pour le respect mondial des droits sociaux, l'environnement

²¹ A citer également le document de la Conférence épiscopale du Zimbabwe, *Working for the Common Good* (1 mai 1998) dans lequel on lit: "A notre époque la solidarité doit embrasser le monde entier. La globalisation ne peut pas signifier que chaque pays fasse la guerre aux autres pays pour avoir le plus possible de ressources du monde. Elle doit signifier que chaque pays partage la responsabilité de rendre le monde vivable pour tous. L'intérêt du plus fort ne peut pas dicter la loi du plus faible. Nous avons le droit de poser la question: lorsque les nations fortes font pression sur nous pour réduire la croissance de la population, sont-elles en solidarité avec nous ou sont-elles motivées par l'intérêt personnel afin de défendre le niveau de vie?".

et l'alimentation saine et le défi d'une culture globale aux identités nationales et locales. Face à cette situation, le document se propose:

1) de rechercher les étapes qu'il faut franchir pour parvenir à une gouvernance globale;

2) d'établir les points – clés d'une politique mondiale basée sur des principes éthico-sociaux, d'équilibrer les intérêts individuels et le bien commun, en appliquant les principes de solidarité et de subsidiarité;

3) de rendre justice aux pays les plus pauvres et aux hommes les plus faibles économiquement, en leur offrant la possibilité de participer réellement aux processus de décision.

Le document s'achève par cette affirmation: "la paix mondiale permanente n'est pas possible sans une solidarité internationale effective".

Par la suite, en septembre 2001, quelques jours seulement avant l'attaque terroriste, un autre groupe de travail de la COMECE publia un autre document intéressant intitulé *Global Governance. Our Responsibility to Make Globalisation an Opportunity for All*. Le document affirme que si le phénomène de la globalisation a apporté des améliorations indéniables pour un grand nombre de pays et de personnes, il est aussi vrai que cela n'en a pas toujours été le cas et "le nombre absolu de personnes très pauvres a augmenté dans le monde entier". Ainsi pour faire face aux risques redoutés, il s'avère urgent d'organiser une *global governance*. Dans cette perspective, avec l'ouverture des marchés, il est important que les États intensifient leur coopération. Dans un monde où aucune puissance, même la plus forte, n'est en mesure d'exercer à elle seule une autorité de contrôle, l'accord global sur les valeurs fondamentales devient essentiel: dignité humaine, responsabilité, solidarité, subsidiarité, cohérence, transparence et *accountability*. Dans la promotion de ces valeurs, les Églises exercent un rôle central. Enfin le document suggère quelques propositions pour pallier aux lacunes existantes dans l'architecture institutionnelle globale. Elles concernent l'accès des produits agricoles des pays pauvres aux marchés des pays riches, la lutte contre le blanchiment d'argent sale et les pratiques fiscales nuisibles, la défense du marché du travail, une action conjointe en faveur de la défense de l'environnement, enfin la constitution d'un groupe de travail chargé de coordonner et de donner cohérence au système pour favoriser la *global governance*. Ce groupe devrait être composé des 24 chefs de gouvernement des pays ayant des directeurs exécutifs au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale, et inclure la participation du Secrétaire Général de l'ONU et du Directeur Général du FMI, BM, OMC, OIT et d'une possible Organisation Mondiale pour l'Environnement.

Il s'agirait de préparer l'avènement de cette "autorité publique avec compétence universelle" que Jean XXII invoquait dès 1963 dans l'encyclique *Pacem in Terris*.

A l'occasion du dernier G8 qui s'est réuni à Gênes, les évêques de la Ligurie invitèrent leurs fidèles à se mobiliser en faveur du développement qui exige de dépasser les intolérables injustices entre le nord et le sud de la planète: "dans l'agenda du G8, lit-on dans leur déclaration, la première priorité doit être la lutte programmée et efficace contre la pauvreté".²²

Après l'écroulement des *Twin Towers* à New York, les évêques des États-Unis publièrent une belle lettre pastorale où l'on peut lire: "La date du 11 septembre a démontré encore plus clairement que la globalisation est une réalité qui exige une recherche morale plus approfondie. Si les problèmes de l'Afghanistan ou de l'Asie centrale semblaient être de peu d'importance pour nos concitoyens, il n'en est plus de même aujourd'hui. Notre pays qui est la principale force de la globalisation économique, doit faire davantage pour faire participer tous les hommes, et spécialement les plus pauvres, aux bénéfices de cette globalisation. L'injustice et l'instabilité de pays très éloignés du nôtre et que nous ne connaissons qu'à peine, peuvent avoir un impact direct sur nos possibilités de vivre en paix et en sécurité. Le maintien d'une forte armée n'est qu'un aspect de notre sécurité nationale. Nous devons avoir une conception beaucoup plus ample et à plus long terme de la sécurité. Nous ne pouvons être indifférents dans un monde où un cinquième de la population survit avec moins d'un dollar par jour, dans lequel une trentaine de pays sont impliqués dans d'importants conflits armés et où la pauvreté, la corruption et des régimes oppresseurs causent d'indicibles souffrances à des millions d'êtres humains. Nous devrions également reconnaître que l'exportation de certains aspects négatifs de notre culture peut contribuer à démolir d'autres sociétés, outre la nôtre".²³

J'aimerais terminer ce bref résumé des principaux documents des années '90 en rappelant un important document des évêques français dont le titre est significatif: *Maîtriser la mondialisation*.²⁴ Le texte comprend deux parties. La première expose les aspects phénoménologiques de la mondialisation, ses mécanismes et les conditions pour une évaluation éthique. La seconde est un essai sur l'anthropologie de la mondialisation. On y trouve

²² Lettre des évêques de la Ligurie, le 24 juin 2001.

²³ Conférence épiscopale des États-Unis, *Living With Faith and Hope After Sept. 11*, 14 novembre 2001.

²⁴ Conférence épiscopale de France, Commission Justice et Paix, avril 1999.

successivement abordés: la logique des entreprises, la naissance d'une nation mondiale, le développement de l'autonomie personnelle, l'alternative des replis identitaires. En conclusion, le document formule quatre recommandations aux chrétiens pour des actions prioritaires et possibles et se termine par une déclaration d'optimisme: "Nous n'avons aucune raison de redouter la mondialisation et de nombreuses raisons de la purger de ses défauts. Nous ne pouvons pas accepter un nouvel universalisme qui ne serait forgé que sur l'argent et le gain à n'importe quel prix. Mais ce n'est pas une raison pour pleurer les sociétés closes du passé, crispées sur leurs identités rivales, ou pour regretter le temps où l'Europe chrétienne régénait le monde au prix de l'esclavage et du génocide ethno-culturel de tant de peuples et riches cultures. Oui à la mondialisation donc, car elle est porteuse d'un nouvel humanisme fondé sur tous les peuples, toutes les cultures, toutes les diversités de chacun, toutes les religions enfin. A nous de contribuer à la civiliser, dans la fidélité à l'Esprit de Pentecôte et à l'Espérance qu'ouvre la promesse entendue au livre de l'Apocalypse: *Voici que je fais toutes choses nouvelles*".²⁵

3. On connaît l'évolution du discours social catholique: la *Rerum Novarum* de Léon XIII pose la "question sociale" alors non seulement en termes de charité (comme auparavant), mais aussi de justice. Il faudra cependant attendre *Mater et Magistra* (1961) et *Pacem in Terris* (1963) de Jean XXIII pour que les causes du malaise social soient posées en termes de réforme des structures et de rapports nord-sud. Comme disait le Père Lebreton, inspirateur de plusieurs documents pontificaux, il faut désormais "humaniser l'économie" et donc regarder le problème en face. Proches des réalités sociales, les évêques se sont situés rapidement dans cette perspective en mettant l'accent sur la "question économique", comme l'a bien montré la recherche de l'Institut Maritain et de l'Institut de Théologie morale de l'Université de Fribourg. Celle-ci s'arrête en 1991 et ne concerne donc pas les années '90, celles que Ramon Sugranyes de Franch, le véritable animateur du projet, appelle "les années d'or de l'enseignement épiscopal",²⁶

²⁵ Un document récent de grande importance est celui de la Conférence épiscopale allemande, Groupe de travail pour l'économie et l'éthique sociale, *Globale Finanzen und Menschliche Entwicklung*, décembre 2001.

²⁶ Ramon Sugranyes de Franch, "La doctrine sociale chrétienne dans la parole des évêques", *Economie sociale et développement*, n. 3, décembre 2000.

lorsque s'ouvre une nouvelle phase dans l'attention des évêques, justement vis-à-vis de la mondialisation.

Les documents épiscopaux les plus récents – peut-être un terme *a quo* pourrait être la Lettre des évêques des États-Unis déjà citée, *Economic Justice for All* – ont contribué à faire émerger quelques éléments nouveaux dans l'enseignement social-catholique, même de caractère méthodologique: le fait d'être moins déductif (on n'insiste pas seulement sur les principes, mais on est loin d'oublier l'analyse de la réalité), l'attention portée non seulement aux conséquences sociales des processus économiques, typique de la tradition, mais aussi à leurs mécanismes et à la spécificité de leurs dynamiques. Progressivement s'est fait jour une forte prise de conscience à propos de la centralité du facteur économique (aujourd'hui encore plus puissant grâce aux technologies de l'information), même en relation aux risques pour la démocratie dans le contexte du *global village*.

Dans le contentieux historique avec la modernité, à partir du XIX^e siècle, l'Église s'est dotée d'une pensée sociale essentiellement fondée sur le droit naturel et n'a pas reconnu à l'économie le rôle qu'elle était effectivement en train d'assumer, comme facteur structurel et fortement structurant, en se limitant surtout à exprimer des préceptes d'éthique sociale générale. Les choses ont changé. Comme l'affirmait au cours de notre recherche l'historien Émile Poulat: "L'Église est entrée en économie",²⁷ et cela n'a pas été sans conséquences. "En face du défi du développement et de l'environnement, l'Église a enfin compris que le domaine de l'économie aussi doit être rendu plus vivable pour l'homme. En réalité cette conversion ne pouvait pas être renvoyée ultérieurement: la conscience commune des peuples perçoit que le grand défi de notre temps est l'humanisation de l'économie".²⁸ "Quelles que soient pourtant les raisons de la 'découverte' que l'économie est l'un des lieux éthiques, politiques et culturels stratégiques pour écouter et interpeller les sociétés contemporaines, le fait est qu'en conquérant ce nouveau terrain l'enseignement social-chrétien ne fait que rejoindre plus concrètement les processus réels et se doter d'un horizon plus précis pour repenser les grands défis de la sécularisation, des mutations anthropologiques et de la nouvelle demande de sens, dans le contexte de la globalisation des scénarios que notre temps

²⁷ Émile Poulat, "Pensée chrétienne et vie économique", *Foi et Développement* (Centre Lebrét), octobre-décembre 1987, n. 155, 156, 157.

²⁸ R. Papini, "Magistero etico in economia e costruzione europea", cit.

est en train de vivre”.²⁹ Il s’agit d’une sorte de coupure épistémologique vérifiable dans ces documents qui, à la critique des idéologies et des systèmes, préfèrent l’analyse concrète et compétente des situations et des mécanismes qui produisent la pauvreté et les soi-disant nouvelles pauvretés (c’est-à-dire la privation non seulement de biens matériels mais aussi de connaissances).

On est souvent réservé vis-à-vis du modèle de mondialisation que les pays industrialisés poursuivent et répandent en termes de culture – la globalisation véhicule souvent une propre culture – valeurs et stéréotypes. En face de ce défi, les documents rappellent les valeurs auxquelles il importe de se référer. Nous sommes tous invités à une révision profonde des mode de vie, des théories et des pratiques économiques dominantes.

Tout cela trouve un fondement dans le besoin éthique croissant de nos sociétés et dans la critique même de la part de certains gouvernements, des Églises, des organisations économiques internationales, des ONG et des sociétés civiles en général.

Ce nouveau mode de l’enseignement social-catholique de se poser déplace même les modalités d’élaboration du discours – une large consultation avec les laïcs commence à être effectivement pratiquée dans plus d’un cas – et postule en même temps une ecclésiologie de communion à tous les niveaux de l’Église.³⁰ A la fois, tel enseignement devient ainsi plus efficace et plus influent dans toutes ses expressions – même dans celles universelles – dans des sociétés où le principe d’autorité, de par lui-même, est de moins en moins accepté.

²⁹ R. Papini e A. Pavan, “Etica ed economia: Problemi e prospettive del nuovo orientamento dell’insegnamento sociale cristiano”, dans R. Papini e A. Pavan (dir.), *Etica ed Economia I*, Marietti, Gênes, 1989, p. 16.

³⁰ A cela faisait allusion le Card. R. Etchegaray, alors président de la Commission Iustitia et Pax du Vatican, dans sa Préface au Répertoire de Fribourg: “Pour ma part, je relève avec joie la signification ecclésiale de cette initiative qui assure une sorte de salubrité dans la vie de l’Église. En effet, le Concile Vatican II a eu beau éclairer le juste rapport entre l’Église universelle et les Églises locales, les feux de l’information sociale se sont braqués presque exclusivement sur l’enseignement des papes... Ce Répertoire, qui exhume dans les cinq continents bon nombre de documents épiscopaux, nous permet de voir que les évêques n’ont jamais failli à leur propre et inaliénable mission d’enseignement social”. *Économie et Développement. Répertoire des documents épiscopaux des cinq continents (1891-1991)*, cit., p. 1.

4. On peut essayer maintenant de tirer quelques conclusions quant au discours des évêques sur la mondialisation:

a) d'abord il faut tenir compte du fait que la réflexion des évêques part de la situation réelle dans chaque pays, aussi bien du point de vue économique que culturel: dans la vie de tous les jours il y a une grande différence entre les pays riches et ceux en développement, où pour certains la misère des populations est criante. Et il faut songer aussi à la position souvent minoritaire des catholiques par rapport aux religions pratiquées dans de nombreux pays. Il faut ajouter que les évêques s'expriment également avec leurs cultures théologiques et que le degré de maturité des communautés auxquelles ils s'adressent est variable. Par conséquent, leurs discours respectifs ont bien des nuances et des conseils pratiques parfois différents. D'où il s'ensuit que toute synthèse trop hâtive pêcherait d'une certaine relativité;

b) la mondialisation est un phénomène potentiellement positif dans la mesure où elle tend à unifier l'humanité, à passer d'une histoire de "tribus" (souvent en conflit) à une histoire de l'humanité (dans son ensemble). Cependant, le fait d'avoir laissé la main aux intérêts économique-financiers sans avoir également développé les règles du droit et les exigences de la politique au niveau transnational, provoque les problèmes que l'on sait, bien identifiés dans les documents épiscopaux;

c) la mondialisation augmente la richesse matérielle dans le monde, surtout celle des pays et des couches sociales nantis; même si les pays et les couches sociales plus défavorisés voient également leur revenu augmenté, le décalage entre riches et pauvres, dans bien des cas, s'étend et les périls pour la démocratie sont aussi mis en évidence;

d) l'accroissement de la richesse se fait également au détriment du développement social, de l'environnement, des différentes cultures (avec le risque d'homogénéisation et parfois de mort) et, peut-être aussi, des générations futures;

e) les transformations mettent en crise les valeurs et les solidarités traditionnelles; la critique la plus forte des évêques, en effet, s'adresse souvent à la "déséducation" profonde provoquée par l'esprit d'hyperconsommation et d'hypercompétition;

f) la responsabilité des divers acteurs sociaux n'est pas passée sous silence: certes l'ambition et la corruption des dirigeants locaux sont affirmées, mais on critique également les ajustements structurels sans standards sociaux minimaux, imposés parfois par les institutions financières internationales, les barrières douanières élevées par certains États riches qui prônent en même temps le libéralisme économique, l'action des entreprises

transnationales (économiques et financières) qui ne regardent qu'à leur profit et oublient les intérêts des pays où elles agissent. De même que certains documents commencent à dénoncer les grandes manoeuvres financières et les jeux de bourse risqués du grand capitalisme, qui peuvent provoquer des catastrophes comme la grande crise financière de l'Asie du Sud-est, que les évêques de la région n'ont pas craint de stigmatiser en 1997-98;

g) les évêques rappellent souvent la destination universelle des biens, ce qui devrait se traduire par la lutte contre le chômage, pour la réforme agraire et l'accueil des immigrants; en même temps ils soulignent l'importance de la démocratie participative, de l'auto-organisation des activités économiques et financières au niveau local, de la collaboration des religions et d'ethnies diverses. Souvent ils invitent à emprunter d'autres voies que celles prônées par le marché mondial, devenu de plus en plus envahissant dans toutes les sphères de la vie. Les derniers documents épiscopaux ne se contentent pas de dénoncer les maux, ils avancent aussi des propositions, des "thérapies" pour changer les "structures de péché" et la responsabilité du "politique" est souvent invoquée;

h) avant de terminer, il serait fort intéressant de se poser une question difficile à saisir mais qui aiderait à mieux comprendre la direction de ces documents, c'est-à-dire celle de la culture (ou mieux, les cultures) économique (au sens ample) sous-jacente, mais cela demanderait une autre étude;

i) enfin s'il est difficile de mesurer les taux d'écoute de ces documents dans nos sociétés,³¹ nous devons aussi constater qu'on n'a jamais tant discuté d'éthique et d'économie qu'au cours de ces dernières années. Cela donne à penser que ces documents répondent à un besoin réel de notre temps.

³¹ Il est naturellement difficile de connaître l'impact direct de l'enseignement social chrétien sur les sociétés, mais la conjugaison des interventions du magistère des Papes et des évêques, surtout si accompagnée par la médiation théorique et pratique des économistes et des politiciens chrétiens peut avoir son poids, non seulement au niveau des idées, mais également des initiatives concrètes. Un bon exemple est celui rappelé par René Rémond quant à l'intérêt de la France (suscité également par des chrétiens) pour ses anciennes colonies à travers l'action déployée au niveau communautaire pour arriver aux accords de Lomé. Cf. R. Rémond dans *Globalization, Ethical and Institutional Concerns*, E. Malinvaud and L. Sabourin (eds.), The Pontifical Academy of Social Sciences, Vatican City, 2001, p. 67.

COLLOQUE SUR LA MONDIALISATION ET LES INÉGALITÉS

JEAN-MARIE FARDEAU

Mondialisation, religions et pauvreté: le rôle des associations catholiques de solidarité internationale

Mondialisation, religions et pauvreté: la combinaison de ces trois mots en un seul titre traduit bien à quel point ces trois sujets se questionnent l'un l'autre. Ainsi, la mondialisation, comme phénomène économique, politique, social, culturel, interpelle les religions comme ensembles de croyances et de valeurs; la persistance de la pauvreté nous interroge sur les modalités de la mondialisation et sur l'influence des religions dans la lutte contre la pauvreté; les religions interrogent la mondialisation sur ses finalités et les valeurs qu'elle véhicule.

Beaucoup a déjà été dit, écrit sur ces sujets et, de mon expérience au CCFD¹ et à la CIDSE,² je ne peux prétendre apporter une contribution de nature académique sur ce sujet. J'essaierai de dire comment, dans une association et un réseau d'associations catholiques de solidarité internationale, nous réfléchissons à ce défi: comment mettre notre foi au service d'une mondialisation qui permette de combattre la pauvreté?

La pertinence de l'analyse à l'échelle planétaire

Aujourd'hui la mondialisation touche tous les secteurs de la vie en société: économie et finances bien sûr, mais aussi les sciences, la culture, la com-

¹ CCFD: "Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement".

² CIDSE: "Coopération International pour le Développement et la Solidarité, an alliance of 14 catholic international solidarity agencies from Europe and Canada".

munication, le tourisme, pour ne citer que quelques secteurs. On ne peut plus dire, comme dans les années 60 ou 70, que seule une petite élite internationale expérimente dans sa vie quotidienne la notion de “village planétaire”. Aujourd’hui, en partie grâce à l’élévation du niveau de vie, principalement dans les pays de l’OCDE et dans quelques couches sociales des autres pays, en partie grâce aux technologies de communication (télévision, téléphone, internet), plus d’un milliard d’habitants peut être considéré comme vivant à l’heure de la mondialisation des échanges en en tirant des bénéfices soit en terme de savoir ou d’accès à des nouveaux biens de consommation pour satisfaire des besoins, parfois bien artificiels. Corollaire à cette extension de l’économie-monde, il est significatif que, depuis une dizaine d’années, la mondialisation a tracé une ligne de partage au sein de l’humanité: on parle des exclus et des inclus, de ses bénéficiaires et de ceux qui n’en tirent pas profit. Chaque pays, chaque individu peut être classé en fonction de son niveau et son type d’insertion dans l’économie-monde. Une ouvrière des usines de sous-traitance des grandes marques occidentales au Vietnam est totalement intégrée à la mondialisation, pourtant elle n’en tire qu’un profit très limité. Un petit paysan producteur de café est également tributaire des mécanismes commerciaux mondiaux. Alors qu’un enfant de rue dans la grande banlieue de São Paulo ou bien des petits paysans indiens, sahéliens ou malgaches vivant en quasi-autarcie, ne participent que très marginalement à la mondialisation et n’en tirent, sauf exception, aucun profit. Voici encore trente ans, le niveau d’insertion dans la mondialisation n’était pas la donnée de référence pour caractériser la vie d’un individu et la référence au pays, aux pouvoirs nationaux souvent autoritaires, aux idéologies socialistes ou capitalistes constituaient les outils d’analyse privilégiés.

Aujourd’hui, l’échelle planétaire devient peu à peu la seule pertinente pour analyser les conditions de vie de chaque être humain, bien sûr en prenant en compte tous les niveaux intermédiaires d’insertion de cette personne et leurs impacts respectifs: village, région, pays, groupes de pays.

La pauvreté relative et la répartition des bénéfices de la mondialisation

Mais le fait qu’une majorité des habitants de la planète soit exclue des bénéfices de la mondialisation ou se sente victime de ce processus dominant, est une donnée fondamentale qui nous oblige à penser à une mondialisation mieux maîtrisée, facteur de cohésion et non d’exclusion.

La mondialisation n’est ni un bien ni un mal, c’est un fait, inhérent à l’humanité qui vit d’échanges, de rencontres, de découverte, de convoitise,

de solidarité. Elle se déroule selon des règles qui, aujourd'hui, répondent aux intérêts d'une minorité de la population mondiale. L'accroissement des inégalités au niveau mondial (l'écart de richesse entre les 20% les plus riches et les 20% les plus démunis s'est accru d'un facteur 3 au cours des 30 dernières années) en est la plus criante expression. Et le fait que les conditions de vie d'une majorité d'humains se sont globalement améliorées, ou que le nombre absolu de personnes vivant en dessous des seuils de pauvreté a stagné dans une population mondiale en expansion, ne peuvent compenser les frustrations créées par la concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité. Comme le dit le professeur Amartya Sen, prix Nobel d'économie 1998, "*ce qui est nécessaire, c'est une répartition plus équitable des fruits de la mondialisation*". La pauvreté relative constitue aussi une atteinte à la dignité humaine. Et le constat que, sans la création de richesses permises par l'économie-monde, les conditions de vie des pauvres seraient encore plus misérables, ne peut justifier les inégalités sociales. Car, en paraphrasant les travaux du professeur J.F. Nash (prix Nobel d'économie,) 1994 sur l'économie de marché, la question essentielle n'est pas de savoir si la mondialisation est pour tous préférable à une absence de mondialisation, mais si elle engendre une équitable répartition des bénéfices.

La pauvreté, versant sombre de la mondialisation, défi pour les Catholiques

La persistance de la pauvreté pose de vraies questions aux formes actuelles de la mondialisation. Alors que l'humanité s'accorde, non sans mal, année après année, conférence onusienne après conférence onusienne, sur des principes universels, la mondialisation économique n'a pas démontré sa capacité à renforcer le sentiment d'appartenance à une même communauté humaine. On assiste, impuissants, à la montée de phénomènes identitaires, de repli sur soi, de rejet de l'autre, de nationalismes. La cause de ces réactions face à un processus mondial dont des peuples, des pays entiers se sentent exclus, ne devraient sans doute pas être imputée à la seule expansion de l'économie-monde. Bien d'autres facteurs, notamment la qualité de la gouvernance au niveau national et local, expliquent également la marginalisation de populations entières. Mais la puissance des forces "mondialisantes" est telle qu'elles sont dans les faits rendues responsables des situations d'exclusion qui frappent plus de la moitié de l'humanité. C'est parfois leur donner plus de pouvoir qu'elles n'ont en réalité, mais nul ne peut ignorer l'impact d'un certain nombre de mécanismes économiques (par exemple la fixation des prix des matières premières), des stratégies de

grands groupes économiques plus puissants que des Etats, sur les conditions de vie quotidienne de l'humanité.

Teilhard de Chardin écrivait: *“Plus l'humanité se raffine et se complique, plus les chances de désordre se multiplient et leur gravité s'accroît. Car on n'élève pas de montagne sans creuser des abîmes et toute énergie est également puissante pour le bien ou pour le mal”*. Pour le professeur Michel Falise *“seul un supplément de conscience et d'ouverture éthique peut nous permettre d'éviter les abîmes, nous aider à atteindre de nouveaux sommets”* (Pour une pratique chrétienne de l'économie). C'est sur ce plan que je suis persuadé que les religions – la religion catholique en particulier, et mon propos se limitera à cette dernière – ont une influence décisive pour la construction d'une éthique du développement et pour la formation de citoyens engagés dans le champ de la solidarité. Aujourd'hui, le mouvement associatif, dans lequel se retrouvent de nombreux chrétiens, peut contribuer de manière déterminante à faire évoluer les formes actuelles de la mondialisation. *A fortiori*, les associations catholiques ont un rôle essentiel à jouer pour inviter l'humanité à une *“mondialisation de la solidarité”* (Titre du Rapport d'orientation 1996-2000 du CCFD).

La stratégie des associations de solidarité dans un contexte de mondialisation

Les associations, comme le CCFD, engagées dans le soutien au développement des peuples et dans la solidarité internationale, ont adapté leur mode d'action au nouveau contexte mondial. De plus en plus, elles se donnent comme objectif de s'attaquer aux causes et non seulement aux conséquences de la pauvreté. Bien sûr, toutes restent mobilisées pour que les plus démunis aient rapidement accès à un certain nombre de biens qui leur permettent de satisfaire leurs besoins fondamentaux: alimentation, santé, logement, éducation. Mais elles développent aujourd'hui une double stratégie de renforcement des sociétés civiles au niveau local et national et de plaider au niveau international.

Le renforcement des sociétés civiles s'est peu à peu imposé comme le facteur central d'une stratégie de développement qui garantisse une répartition équitable des fruits de la croissance économique. Car, pour les associations comme le CCFD et pour les organisations qu'il soutient dans les pays du Sud et de l'Est, les populations locales – en particulier celles qui vivent dans la pauvreté – doivent être les actrices de leur développement.

Persuadées de la nécessité d'un équilibre entre l'Etat, le marché et les structures intermédiaires et représentatives de la société civile, les associa-

tions de solidarité appuient des acteurs capables, immédiatement ou à moyen terme, d'influer sur les politiques publiques et sur les choix de développement économique de leur société. Les associations adhèrent, de fait, totalement à l'approche de l'Eglise lorsqu'elle affirme que "*la santé d'une communauté politique - laquelle s'exprime par la libre participation et la responsabilité de tous les citoyens dans les affaires publiques, par la fermeté du droit, par le respect et la promotion des droits humains - est une condition nécessaire et une garantie sûre du développement de tout l'homme et de tous les hommes*" (*Sollicitudo Rei Socialis*, 44).

La stratégie de plaidoyer à l'échelle internationale se traduit par une participation à de multiples réseaux, alliances internationales, qui bâtissent argumentaires et stratégies pour mobiliser l'opinion et les décideurs autour de mesures globales visant à une meilleure répartition des richesses et une plus grande justice sociale à l'échelle planétaire. L'exemple de la campagne pour l'annulation de la dette, développé ci-après, en est l'un des meilleurs exemples.

Une action fondée sur la force de la doctrine sociale de l'Eglise

Dans un contexte de mondialisation irréversible, et alors que l'application des droits fondamentaux semble régresser dans des zones de non-droits (zones de guerre, de chaos) ou des zones de sous-droits (non respect des droits sociaux fondamentaux), les associations catholiques s'appuient sur leurs convictions religieuses pour inviter l'humanité à redéfinir les règles de la mondialisation. Conformément à la doctrine sociale de l'Eglise, elles affirment que l'économie existe pour l'homme et non l'homme pour l'économie. Ceci implique la primauté des droits de l'Homme en tant que fondement de toute activité économique.

Dans les débats sur la mondialisation, la référence aux valeurs religieuses apporte une dimension spirituelle qui permet de dépasser les débats d'experts pour rappeler certains principes fondamentaux, principes sur lesquels est fondée la doctrine sociale de l'Eglise. Dans son texte "Identité et Mission", le CCFD reprend les propos du Saint-Père qui affirme que selon "*les paroles non équivoques de l'Evangile, dans la personne des pauvres il y a une présence spéciale du Fils de Dieu, qui impose à l'Eglise une option préférentielle pour eux*" (Jean-Paul II, *Novo Millennio Ineunte*, 49). Cette "option préférentielle pour les pauvres" rappelle l'exigence de solidarité avec ceux "qui ont faim", "qui sont malades", "qui sont exclus", donnent à l'action de l'Eglise et des associations qui lui sont liées une force, une légitimité de conviction que les experts, les décideurs peuvent difficilement contredire.

Cette ascendance du discours social, ancré dans la foi chrétienne, sur le discours technocratique, s'est révélée particulièrement dans la période jubilaire, lors de la campagne pour l'annulation de la dette. Les premières décisions sur ce sujet avaient été prises au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G7 à Lyon en 1996, sous l'impulsion de responsables d'Eglise et de décideurs chrétiens. Mais c'est en 1999, que l'un des trois thèmes du Jubilé – "remettre les dettes" – s'est imposé dans le discours public puis politique. Quel autre courant de pensée aurait pu porter aussi fortement un discours éthique et politique sur la question de la dette? Alors que les approches purement idéologiques ont perdu leur crédibilité, l'Eglise est sans doute aujourd'hui la mieux placée pour exprimer de fortes exigences éthiques. Alors que la communauté internationale s'enorgueillit d'avoir fixé des objectifs de réduction de moitié de la pauvreté sur terre d'ici 2015, l'Eglise peut-elle se satisfaire d'une telle perspective? Le Christ aurait-il été prophétique s'il avait proclamé que seule la moitié des exclus, des affamés, des prisonniers devaient recevoir l'attention de leurs frères? La force de la religion catholique réside dans la capacité de femmes et d'hommes qui, au nom de leur foi, ont la capacité de s'indigner et de s'engager. Ils signifient ainsi la capacité de l'Eglise peuple de Dieu de se mettre au service de l'Humanité. Dans cette perspective, la force de l'Eglise, et des associations qui fondent leur action sur la doctrine sociale de l'Eglise, est de pouvoir à la fois exprimer des exigences éthiques fortes tout en acceptant de travailler avec les pouvoirs politiques et économiques sur les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent prendre en compte les besoins de solidarité et de justice entre les hommes.

La culture des pauvres et la mondialisation

La religion catholique nous amène à repenser la question de la pauvreté et de la richesse. Alors que l'ancien directeur du BIT, le Béninois Albert Tévoedjre, parlait de la "*pauvreté, richesse des peuples*", nous devons nous interroger en tant que chrétien sur la manière dont nous avons tendance à ne valoriser que les richesses matérielles. Quels efforts déployons nous pour faire reconnaître les autres formes de richesses, culturelles, sociales, familiales, qui semblent disparaître dans les pays à fort niveau de vie au fur et à mesure que de nouveaux biens de consommation font leur apparition? Quelle valeur donnons-nous aujourd'hui à l'acte gratuit, à la générosité, à la convivialité, à l'accueil de l'autre? Quelle richesse reconnaissons-nous chez celui qui n'a presque rien, si ce n'est sa dignité, son

savoir, sa capacité à aimer, dialoguer, à être un facteur de lien social? Loin de moi, l'idée de nier l'urgence de répondre aux attentes légitimes des plus démunis matériellement pour avoir accès aux services de base, à une alimentation suffisante et saine. Mais, "*il faudra surtout abandonner la mentalité qui considère les pauvres – personnes et peuples – presque comme un fardeau, comme d'ennuyeux importuns qui prétendent consommer ce que d'autres ont produit.*" (Jean-Paul II, *Centesimus Annus*). Quel regard les "riches" porteraient-ils sur les "pauvres" s'ils pouvaient voir en eux des sources de savoirs, de sagesse, d'humanité? Mais cette culture humaniste des pauvres est en péril face à l'expansion d'une sous-culture mondiale, fondée sur le consumérisme et la publicité. La désocialisation par l'exclusion, la misère culturelle et affective d'une culture fondée sur l'individualisme, remplacent peu à peu toutes les valeurs culturelles des pauvres. "*C'est un devoir de nous déraciner, mais c'est un crime de déraciner l'autre*" affirmait Simone Weil (*L'enracinement*, 1943). L'expansion d'un modèle économique privilégiant l'avoir sur l'être, constitue une véritable atteinte aux cultures et aux savoirs locaux qui donnent la primauté à d'autres valeurs. Il ne s'agit pas d'idéaliser les cultures locales au détriment d'une culture mondiale, mais comme le dit Jean-Claude Guillebaud de "*promouvoir un universalisme non exclusif qui laisse place au singulier sans jamais cesser de le questionner*" (*La refondation du monde*, 1999).

La recherche d'autres modalités de mondialisation

Les règles de la mondialisation libérale peuvent changer si les sociétés humaines en ont la volonté. Il est regrettable que celles et ceux qui dénoncent les effets négatifs des modalités actuelles de la mondialisation soient classés ou acceptent d'être classés dans une catégorie générique des "antimondialisation" ou pire des "antimondialistes", terme nettement plus dévalorisant car renvoyant à des idéologies "ultra-souverainistes" portées par ceux qui craindraient une sorte de "complot mondialiste". Or, d'après mon expérience, seule une infime minorité de ces personnes critiques face aux conséquences sociales et environnementales de la mondialisation, se retrouveraient derrière un projet de repli sur soi de nature nationaliste, fondé sur le rejet de l'autre vu comme un danger et un concurrent. Et les dizaines de milliers de personnes rassemblées fin janvier 2002 à la seconde édition du Forum social mondial, ne se référaient pas à une quelconque "antimondialisation" mais prétendent vouloir contribuer à la construction d'une "autre mondialisation".

Pour une pratique chrétienne de la mondialisation

Les associations catholiques entendent porter haut le message social de l'Église, celui de la responsabilité collective et de la "*destination universelle des biens*" (*Sollicitudo Rei Socialis*) qui passe par l'épanouissement de chacun dans sa dignité de fils de Dieu. Les œuvres de solidarité ne peuvent se limiter à assurer une redistribution marginale des richesses matérielles. Elles agissent pour que grandisse en chacun la conscience d'être responsable de l'avenir de tous. Il est remarquable que le concept de Biens publics mondiaux (tels que la santé, l'air, l'eau, l'éducation...), communément utilisé dans les enceintes internationales réfléchissant les questions de développement, rejoigne autant l'approche chrétienne de la Création unique confiée à l'humanité. L'intuition chrétienne selon laquelle "*l'interdépendance doit se transformer en solidarité, fondée sur le principe que les biens de la création sont destinés à tous*" (*Sollicitudo Rei Socialis*, 39) nourrit aujourd'hui bien des débats, en particulier dans la perspective de la conférence des Nations unies sur le développement durable (Johannesbourg, août 2002).

Nous ne recherchons pas une mondialisation chrétienne mais une approche chrétienne de la mondialisation. Les obstacles à franchir pour y parvenir sont considérables. Mais, à la question "comment savez-vous que vous y parviendrez?", je reprendrais volontiers les mots de l'écrivain français Denis de Rougemont. Ce que nous avons?

"La conscience claire des périls imminents.

La certitude que les forces en présence ne sont ni invincibles ni inchangeables.

Une vision claire de ce qu'il faut changer et un plan concret pour opérer ce changement".

MINA M. RAMIREZ

Religion that offers a spirituality of the 'breath', a creation spirituality is a life-force that could energize people to continue their struggle to overcome poverty and the negative effects of economic globalization. This is the thesis of this commentary on the above topic. And to the extent that the major religions of Asia including Christianity foster a spirituality of the breath that instils a body-mind-spirit unity – a way to life, health and being – will personal and social transformation hopefully transpire towards more justice, more equity and sustainable forms of globalization.

Poverty here is the opposite of well-being. After a qualitative research study, no less than the World Bank, has made it clear in one of its brochures that 'the poor view well-being holistically. Poverty is much more than income alone. For the poor, the good life or well-being is multidimensional with material and psychological dimensions. Well-being is peace of mind, it is good health, it is belonging to a community, it is safety, it is freedom of choice and action; it is steady income; it is dependable livelihood'.

It is significant that major religions including Christianity have their roots in Asia and that it is now currently held that we cannot discount the role of religion and culture in development. However, monetary poverty measured by GNP per capita with all its attendant indicators in terms of HDI indicators such as life expectancy, and adult literacy is evident in Asia the population of which constitutes more than half of the world's. (cf Stan D'Souza's 'Globalization, Religions and Poverty'). Economic globalization has had its negative effects in Asian countries like in so many parts of the developing world. According to the UNDP 1999 Human Development Report, despite the rapid technological advances, economic globalization has widened the gap between rich and poor countries. Between and within countries 'bridges' will have to be built through solidarity relations among the monetarily poor.

The symbolism and the reality of the 'breath' is manifestly in all religions. The story of creation in Genesis speaks about God 'breathing' His life into the first man. The prayers of the Church say, 'All that has breath, praise forth in heartfelt song'. In the context of Ancient Wisdom in Asia, all Oriental bio-spiritual exercises instil a body-mind-spirit unity. Yoga (India), Tai-Chi (China) and Aikido (Japan) create balanced energy flow in our bio-system. Behind this bio-spiritual exercise is a philosophy focused on the wholeness of life demonstrating our *interconnectivity* with life and all life forms. In Christianity through the practice of Christian meditation as well as in other Oriental religions, these exercises, which are in fact moving meditations, make us highly aware of our interconnectedness with all the elements of Creation and with nature fostering in us 'balance and harmony, disciplined relaxation, quietude and evenness, rooting and letting go, breathing and transition, emptiness and fullness, centering and coordination, awareness/presence and vision'.¹

A guru, Shunryu Suzuki states it well: When we practice 'zazen'² when we inhale, the air comes into the inner world. When we exhale, the air goes out to the outer world. The inner world is limitless, and the outer world is also limitless. We say 'inner world' and 'outer world', but actually this is just one whole world.

According to the guru, breathing slowly and rhythmically coming from the abdomen develops our human potential, but to breathe in faith, that is, breathing in total commitment to some ultimate reality is to find one's salvation. This meditative and contemplative spirit in life leads to self-realization. And I would add a self-realization of one's part and role in the promotion of life in the whole universe. It will bring the sense of the sacred in all the elements of creation, and respect for all, especially the human person. This respect for the human person and for the integrity of creation is in all religions. From a Christian perspective, this respect is deepened by our belief that the Son of God did not 'deem equality with God something to be grasped at. Rather He emptied Himself and He took the form of a slave being born in the likeness of men' (Philippians 2:6-11). Our God did not hold on, as it were, to just being God but became one with us and with

¹ 'The Way of the Breath' by D.T. Susuki in Barret, William. Zen Buddhism, Selected Writings of T.D. Susuki. New York: Doubleday. 1996.

² Zazen is 'imageless meditation, often called sitting' (cf. Sr. Sonia Punzalan, r.c. The Zen Way towards Realization and Social Transformation. A Doctoral Dissertation. Asian Social Institute (ASI), Inc. 1999).

the world. To be a Christian is to be radically committed to 'newness' to a continual re-creation and rebirthing of our world. It is from this perspective that we can re-shape globalization.

Consciousness of breath is an internalization of the philosophy of part and whole, the philosophy of our relatedness to God, to humankind, to society and to nature.³ It leads to an ecological (holistic) view of reality which, if it becomes the organizing principle of decisions as individuals and policy-makers, could renew our concept of development to include not just economic, material and physical development but also cultural and spiritual development so that well-being and promotion of life and life-givingness becomes the overarching value of our institutions.

A term in the Filipino language which means well-being is 'ginhawa'. In fact in one of the Philippines' major languages, 'ginhawa' actually means 'breath'. Well-being means smooth flow of breath and analogously smooth flow of life. The opposite of 'ginhawa' is 'hirap' (suffering) which is experienced when life is constricted and thus an absence of that sense of well-being. Lack of sufficient income for one's basic needs is just one dimension of this suffering. What is worse than monetary poverty is absence of belongingness to a group – a sense of alienation, isolation, lack of a sense of relatedness.

We are aware that the so-called development in the modern and post-modern era is premised on the economic, physical and technological advancement of peoples. In our modern economic world, it is as if 'happiness is the totality of what one can buy'.⁴ Values of comfortability, materialism and consumerism constitute a great part of the content that is disseminated through our mass media and now in our information technology. The result of this increasingly social trend is alienation from nature, (the more malls, the less parks), commercialization of elements of life like water (which was free before). Polluted air and water lead to self-destruction and unsustainability of life itself. One Japanese film entitled 'Dreams' has

³ Francis Senden, 'The Philosophical Foundation of the Socio-Political Order', (unpublished), a philosophy of relatedness, a philosophy of part and whole (n.d.).

⁴ Clive Hamilton. *The Mystic Economist*. Australia: Willow Park Press, 1994, 'exposes the innermost core of modern economics and its influence on our lives. The book argues that economics, far from being the study of how to make us better off, reflects and promotes the very attitudes and behaviors that prevent us from living fulfilling and contented lives and that unless we begin to struggle against both the economic thinking that dominates our world and the 'economist within', we cannot turn from the path of ecological suicides' (annotated by Dr. Pol Dejillas, Ph.D. [editor]. In *Service of Spirituality, Culture, and Development*. Manila: MEGR Design Print. 2001).

brought out the message that when a person has lived at a ripe old age, his death must be celebrated. According to the film, what is needed to have a long life is pure water and pure air. Yet our experience now is that to drink pure water and to breathe pure air is luxury. Pollution of air and water calls for purity of our hearts and minds through a profound consciousness of our connectivity with all the rest of humankind and with the whole of life.

According to Western writers of creation spirituality⁵ there are three cosmic principles to observe, for life to be sustainable: a) differentiation, b) full subjectivity, and c) communion. Differentiation makes us promote bio-diversity and respect for the inner-giftedness of each person and the life-giving values of each culture. Being sensitive to the self-organizing creative principle in nature is full subjectivity. One should value the sacredness of this life-flow. Communion means convergence of diverse energies towards life-promotion.⁶

A spirituality for people in different professions is called for to maintain the state of harmony and balance in our life support system. This leads us to prophetic challenges to new ways. A spirituality of the breath or creation spirituality, an eco-spirituality will lead to a redefinition of poverty and a more holistic globalization for LIFE, a globalization that respects the three cosmic principles. Economics can be viewed then as a science dealing with the system of distributing life-chances by collective decisions of what to consume, what to produce and how to share. Politics is the system of organized care of people and the social environment.⁷ Gradually reversing the process of division, fragmentation, and alienation is a healing process. This process may well lead us to new ways of seeing, to a renewed worldview externalized in alternative institutions and alternative futures focused on life's wholeness, on holiness.

⁵ Cf. Matthew Fox: *A Spirituality named Compassion and the Healing of the Global Village, Humpty Dumpty and Us*. Minnesota: William Press, 1979; *Breakthrough*, Meister Echart's *Creation Spirituality*. New York: Image Books, 1980; *Meditations with Meister Echart*. Sta Fe: Bear and Co., Inc. 1983; *The Original Blessing*, Sta Fe: Bear and Co., Inc. 1983; *Illuminations of Hildegard of Bingen*. New Mexico: Bear and Co., Inc. 1985.

⁶ Brianne Swimme. *The Universe is a Green Dragon*. Sta Fe: Bear and Co. 1984.

⁷ Corinne McLaughlin and Gordon Davidson. *Spiritual Politics: Changing the World from the Inside Out*. New York: Ballantine Books. 1994. 'represents the authors' understanding of the Ageless Wisdom tradition applied practically to world events. The insights shared in the book have grown out of their experience of putting these principles and techniques into practice. The book offers an approach that turns inward for understanding and interpreting reality. It is a product of the authors' search for a new paradigm to understand current events, one that allows us to see and learn from the inner side of world events'. (annotated by Pol Dejillas, Ph.D. in the book, *In Service of Spirituality, Culture and Development*: Manila: MEGR Print. 2001.

PIER LUIGI ZAMPETTI

È un tema questo complesso da considerare in tutte le implicazioni che presenta.

Innanzitutto dobbiamo intenderci sullo stesso concetto di globalizzazione. Alla luce di questa interpretazione possiamo passare ad analizzare gli altri due termini e le tematiche che ad essi si riferiscono.

Cominciamo con il rilevare che la globalizzazione va considerata storicamente. Essa da questo punto di vista rappresenta la fase attuale di uno sviluppo inteso unicamente come sviluppo economico. La riduzione dello sviluppo al suo momento economico ha determinato la nascita della società dei consumi nella quale la società è una parte dell'economia.

Tale società considera pertanto l'uomo come "homo oeconomicus". L'uomo così concepito è al servizio dell'economia. I meccanismi della stessa economia sono in tal modo riusciti a strumentalizzarlo, a fargli compiere scelte e decisioni influenzate da essi spesso in maniera determinante. Questo spiega perché la società dei consumi è una società secolarizzata nella quale cioè registriamo la caduta di tutti i lavori.

Da questo concetto di sviluppo nascono i due fenomeni della mondializzazione prima e della globalizzazione poi. Con la mondializzazione dell'economia venivano distinte le aree del mondo a seconda dell'appartenenza ad aree economiche e politiche congiuntamente. La geoeconomia in questo caso sottendeva la geopolitica. La distinzione tra Paesi sviluppati, Paesi in via di sviluppo e paesi appartenenti all'area socialista e cioè la distinzione dei tre mondi rientrava in questo schema culturale. Ci sono poi i Paesi con scarso sviluppo o addirittura a sviluppo zero che costituiscono il quarto mondo e che di fatto sono paesi emarginati dal resto del mondo.

Questo è un punto su cui dobbiamo soffermare la nostra attenzione. Per quanto paradossale possa sembrare, con l'attuale modello di sviluppo i diritti dell'uomo non vengono, sempre di fatto, estesi ai paesi del quarto

mondo. Il soggetto dei diritti dell'uomo è l' "homo oeconomicus" e non l' "homo tout court". E questo è una conferma purtroppo dolorosa che la società è una parte dell'economia la quale occupa gran parte se non addirittura l'intera società.

Questo fenomeno si è aggravato quando dalla mondializzazione dell'economia siamo passati alla globalizzazione. Venuta meno l'area socialista che contraddistingueva i tre mondi la geoeconomia ha cessato in gran parte di sottendere la geopolitica. È divenuta quasi esclusivamente geoeconomia. La globalizzazione infatti ha scavalcato gli stati intesi come stati nazionali che sono entrati così in crisi. Ci troviamo di fronte ad organismi sub-nazionali e sopranazionali che sono attratti nell'orbita della globalizzazione al di sopra e al di fuori degli stati nazionali.

Diminuiscono i poteri degli Stati nazionali e aumentano le funzioni della società a livello interno e a livello internazionale. Ma questo fenomeno, che in sé potrebbe essere positivo perché imperniato su due direttrici diverse ma concomitanti (espansione della società e insieme riduzione dei poteri dello stato), non riesce a svilupparsi perché sia la società civile da un lato sia lo Stato dall'altro sono sempre più condizionati e subordinati al sistema economico internazionale, trasformatosi in un sistema economico globale.

Anzi la società civile tende a divenire una società globale nella quale sono le strutture economiche e finanziarie che condizionano e prevalgono sulle strutture della società e influiscono negativamente sulla politica ambientale. Direi che si tratta, e questo è bene rilevarlo subito, di strutture economiche dominate dall'economia finanziaria e dall'economia cartacea, piuttosto che dall'economia reale, che danno una caratterizzazione particolare al fenomeno della globalizzazione.

La globalizzazione allora estende la povertà dai paesi del quarto mondo dove addirittura essa è istituzionalizzata, ai paesi del terzo mondo come ad esempio si sta verificando nei paesi dell'America Latina.

E allora il discorso si sposta dalla globalizzazione alla nozione di sviluppo che sottende sia il processo di mondializzazione sia il processo di globalizzazione. Si è parlato e si parla sia di sviluppo sostenibile, sia di globalizzazione sostenibile. L'esperienza ci dimostra che essi sono insostenibili.

La Dichiarazione della Conferenza delle Nazioni Unite relativa allo sviluppo e all'ambiente che si è tenuta a Rio de Janeiro nel 1992 non solo non è riuscita a dare attuazione al concetto di sviluppo sostenibile, ma neppure a dare una definizione dello stesso concetto. Essa è vero accoglie una dichiarazione antropocentrica, affermando che "gli esseri umani sono al

centro delle preoccupazioni dello sviluppo sostenibile ed hanno diritto ad una vita salubre ed in armonia con la natura” (art. I), oppure che “il diritto allo sviluppo deve essere realizzato in modo da soddisfare le esigenze dello sviluppo e della tutela ambientale delle generazioni presenti e future” (art. III). In detti articoli non si precisa “chi” sia il soggetto dello sviluppo. E la ragione è chiara. Con la società dei consumi che, come abbiamo visto è sottesa da una concezione economicistica della realtà, l'uomo è stato estrapolato dall'integralità delle sue dimensioni. Esse sono così state separate per permettere di considerare l'uomo a compartimenti stagno e per poterlo pertanto manipolare. È nato così l'“homo oeconomicus”. La dimensione religiosa è divenuta sempre meno rilevante con il progredire del processo di secolarizzazione. A questo punto dobbiamo rilevare che l'impoverimento del mondo va di pari passo con l'impoverimento dell'uomo, spogliato gradualmente e sistematicamente dai valori che promanano dalla sua natura di essere libero e responsabile.

Il grande errore è stato quello di avere considerato lo sviluppo soltanto da un punto di vista economico e non come pieno sviluppo, così come ha precisato Paolo VI nella *Populorum Progressio* che ha addirittura identificato nel “vero sviluppo il nuovo nome della pace”. Ma per esservi pieno sviluppo deve essere identificato il soggetto dello sviluppo nell'uomo inteso non più esclusivamente come “homo oeconomicus” ma come uomo nella pienezza delle sue dimensioni.

Dopo queste considerazioni e riflessioni la domanda aperta che ci poniamo è questa: come passare da una globalizzazione insostenibile ad una globalizzazione sostenibile che permetta non l'aumento ma la riduzione dell'area di povertà attraverso lo sforzo crescente di “ogni uomo” e di “tutto l'uomo”, sforzo sotteso del suo spirito che è la fonte di tutti i valori?

Questo passaggio può avvenire soltanto se risolviamo il rapporto tra globale e locale considerati oggi indipendenti. Al punto da ipotizzare un villaggio globale inteso come villaggio economico che tende a omogeneizzare culturalmente le stesse comunità locali.

Bisogna rovesciare l'attuale linea di tendenza che parte dal globale come globale economico, iniziando un nuovo processo imperniato sullo sviluppo delle comunità locali articolate sul soggetto famiglia nella quale l'uomo si manifesta nell'unità delle sue dimensioni non soltanto economiche, ma sociali, politiche e religiose. Nelle comunità locali l'economia è una economia reale al servizio della società e non viceversa. La globalizzazione cesserà di “inglobare” la società. La comunità locale diverrà il soggetto dello sviluppo, inteso come sviluppo pieno, completo in grado di trasfor-

mare lo stesso processo di globalizzazione che assume così una forma umana e non più soltanto economico-finanziaria.

Lo Stato assumerà una funzione nuova e importante. Avrà il compito di fare la mediazione tra il locale e il globale dando piena attuazione al principio di sussidiarietà che lega strettamente lo Stato alla comunità trasformando lo stato medesimo nello Stato delle comunità organizzate sia sul piano interno sia sul piano internazionale.

Se cambia il sistema socio-economico del primo mondo si potrà certamente modificare profondamente la concezione della globalizzazione a livello mondiale. Potranno così inserirsi nella medesima i valori che nascono e si sviluppano nelle comunità locali. Saremo in grado in tale modo di arrestare l'espansione dell'area di povertà nei paesi del terzo mondo e di iniziare il processo opposto di diminuzione delle aree di povertà non solo del terzo mondo, ma altresì del quarto che è quello che maggiormente soffre. Verrà così colpita alla radice la fonte del processo di secolarizzazione, conseguenza della concezione economicistica della società. E avremo la ripresa dei valori religiosi che avranno un ruolo decisivo per il cambiamento della cultura consumistica individualistica che ha separato in maniera sempre più ampia i paesi ricchi dai paesi più poveri.

PAUL KIRCHHOF

In the contributions of Prof. Riccardi, Dr. D'Souza and Abbé Goudjo, we heard from experience and not just thought about solidarity – therefore again, these people and institutions presently are successful in their efforts regarding solidarity.

Mr. Riccardi reports that in the end solidarity is just established and becomes deeper in the encounter with the poor. On the other hand, however, his organization was involved in getting adversaries of a civil war to submit to the rules of democracy, from the quarrel with weapons has come a parliamentary quarrel with words – this is evidence, which encourages all of us and – maybe – make us proud to be Catholic. Thus we thought about which measures and organizational forms can be found, and these examples become more frequent and on a regular basis.

The goal is the humanization of the economy, which has two concrete tasks.

The first and most important is to distribute economic goods in such a manner that – fundamentally – people can participate through work to obtain them. The second task affects the people in rich countries. We have clochards in the banks and companies who say goodbye to the possibility of the broad experiencing of human exposition. They work six days a week, from eight in the morning till ten at night and they need Sunday to snatch some sleep in order for them to start again on Monday with the same intense work. These people have no time for a marriage, to exercise their religion, no time for art and culture, and they even have no time to spend the money they have earned.

Here is a task – as well – of humaneness and solidarity: people who dedicate their whole life to work wither away in their social and cultural ability. For that reason they deserve the attention and devotion of those who are free, dignified, gifted and culturally willing people.

This problem intensifies if worldwide industrial companies and business protagonists are mightier than many states which have to determine and exercise their rights and responsibilities. Today we observe that companies – with their capital and organizational power, with their ability to use the law of one state against the other – dominate the people of many states through the use of labour law.

Here we find world trade wealth and influence for a few, which we must oppose with a cultural-moral elite with persuasive power.

Human rights, whose worldwide worth claim comes near to the request of natural right, can be a useful measure.

Human rights grant freedom within the boundaries of law and social constraint, and also guarantee equality for everyone as regards fundamental principles. They also offer the rights of individual liberty in the expectation that the people who are entitled to freedom assume responsibility to act in the interest of economic, political and cultural diversity. Here the state and the economy are essentially laid out in cultural institutions such as the Churches which teach all human beings to unfold all their talents in individual diversity and to limit their acting not only to one or selected offers of freedom.